

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



- **Palestine :**
dix ans après les accords d'Oslo

- **A propos du slogan "Le travail n'est pas une marchandise" ...**
et de ses origines,
de sa signification,
de ses conséquences

Et aussi :

- **Le combat politique**
pour le front unique en Europe
- **Les développements en Inde**
et au Bangladesh
- **Dossier Brésil**
- **Le combat**
de la classe ouvrière chinoise
- **En relisant "Que faire ?"**
- **Vie de l'Internationale**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 3
- **Palestine : dix ans
après les accords d’Oslo** p. 7
(Par Dominique Ferré)
- **Dossier Brésil :** p. 17
 - **Débats dans une école de cadres
de la section de la IV^e Internationale au Brésil**
 - **A quelques semaines du premier anniversaire
de l’élection de Lula à la présidence,
c’est le Parti des travailleurs qui est en jeu**
(Par Anisio Garcez Homen)
- **Quelques réflexions
sur le combat politique pour le front unique
en Europe** p. 29
(Par Christel Keiser)
- **Les développements
en Inde et au Bangladesh** p. 39
(Par Nambiath Vasudevan et Taffazul Hussain)
- **A propos du slogan “Le travail
n’est pas une marchandise”** p. 47
(Par Daniel Gluckstein)

- **Le contenu du combat
de la classe ouvrière chinoise** p. 69
(Par François Forgeue)
 - **En relisant *Que faire ?*** p. 81
(Par Dominique Ferré)
 - **Vie de l'Internationale** p. 89
- **Défense des droits des travailleurs ukrainiens
et syndicats nationaux**
 - **Brésil : lettre ouverte aux militants
de Démocratie socialiste**
 - **Une déclaration de l'Organisation socialiste
révolutionnaire des travailleurs (OSRT),
section équatorienne de la IV^e Internationale**

Présentation

Au moment où nous bouclons ce numéro de *La Vérité*, quatre événements viennent de se dérouler :

— Un véritable **soulèvement populaire** dresse désormais le peuple irakien contre l'occupation américaine. Il se combine avec l'opposition grandissante du peuple américain lui-même à l'occupation de l'Irak

— En Suède, l'intense campagne pour le oui menée avec d'important moyens financiers par tous les partis, les patrons et certains dirigeants syndicaux n'est pas parvenue à empêcher **le peuple suédois de voter non à l'euro**,

— En Grande-Bretagne, le congrès des Trade-Unions a **vu se dresser la majorité des syndicats contre la politique de guerre anti-ouvrière du New Labour de Tony Blair**.

— Au Moyen-Orient, le refus acharné du peuple palestinien de renoncer à son aspiration légitime à la nation aboutit à ce que **la tentative d'imposer la fameuse "feuille de route" décidée par l'impérialisme avorte** avant même d'être mise en application.

Quatre faits bien différents, qui illustrent une même réalité : dans le monde entier, s'exprime la résistance des travailleurs et des peuples aux plans destructeurs de l'impérialisme. Des millions refusent que soient détruites l'ensemble des conquêtes sociales, le droit élémentaire au travail, l'existence même des nations. Chacun ressent que ce sont les bases mêmes de la civilisation humaine qui sont aujourd'hui menacées. Sommes-nous fondés à constater que, dans cette âpre lutte qui se mène à l'échelle internationale, il s'agit d'une question de survie pour les peuples, pour l'humanité tout entière ? Pour nous, IV^e Internationale, nous voyons dans ces faits une nouvelle confirmation que l'alternative posée de manière immédiate à l'humanité est bel et bien : *"Socialisme ou barbarie."*

Destruction et résistance dans le Moyen-Orient

Il y a un an, l'administration Bush avait cherché à entraîner le monde entier dans la guerre meurtrière contre le peuple irakien. Malgré les résistances (y compris parmi les autres impérialismes), l'impérialisme américain a engagé cette guerre. Il l'a menée. Il occupe aujourd'hui l'Irak. Le peuple Irakien paye un lourd tribut à l'occupation. Pourtant, ce 23 septembre 2003, Bush a essayé d'obtenir de l'ONU que celle-ci contribue à soulager le fardeau qui pèse sur les épaules de l'administration américaine. Le *New York Times* explique à ce propos :

"Hors moments de crise, une seule brigade sur trois devrait être déployée. Aujourd'hui, 21 des 33 brigades de combat de l'armée sont déployées dans le monde, dont 16 en Irak. Cela soumet les troupes à une pression énorme (...). Si nous ne pouvons pas nous dégager de l'Irak vite ou convaincre d'autres pays à porter une bonne partie du poids, il nous faut une armée beaucoup plus grande. Ce qui coûterait beaucoup plus."

Cette escalade dans le gonflement des effectifs militaires américains peut-elle être illimitée ? L'occupation de l'Irak coûte déjà 166 milliards de dollars (1,8 % du produit intérieur brut) pour cette année. Cela permet, certes, le pillage systématique du pays par les multinationales américaines. Mais dans le même temps, le poids de cette économie militarisée pèse sur l'ensemble de la société américaine. L'enlisement dans le chaos irakien nourrit, aux Etats-Unis mêmes, une crise qui va et ira en s'approfondissant. Cela ne souligne-t-il pas avec force l'importance de la campagne internationale engagée en commun par la coalition syndicale américaine USLAW, l'Entente internationale et la Confédération internationale des syndicats arabes pour les droits ouvriers en Irak ? N'est-il pas crucial qu'aux Etats-Unis mêmes de larges secteurs du mouvement ouvrier se dressent contre l'occupation militaire de l'Irak ? D'autant que cela recoupe d'autre processus en cours. Ainsi, la centrale syndicale AFL-CIO vient de lancer un appel à la mobilisation de masse des travailleurs de tout le continent pour mettre en échec le projet de traité FTA (ALCA), l'accord de libre commerce de toutes les Amériques.

En déclenchant la guerre contre le peuple irakien, l'administration Bush affichait sa volonté de remodeler toute la carte du Moyen-Orient et au-delà. Bush avait promis d'avancer vers une solution sur la question palestinienne, dans le cadre même de l'agression, puis de l'occupation de l'Irak. Il a provoqué l'offensive meurtrière de Sharon. L'impasse sanglante de la "feuille de route" parrainée par les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU se manifeste chaque jour plus avant. On lira dans ce numéro de *La Vérité* **un article de Dominique Ferré consacré au bilan des**

accords d'Oslo sur la Palestine dix ans après leur signature. L'accord de tous les "grands" n'a pas permis d'imposer au peuple palestinien qu'il renonce à ses droits à la terre, à la paix, à la nation. De tous leurs "plans de paix" ne sort que chaos, destruction et enchaînement tragique de drames. Sur la base des faits, n'est-il pas avéré que la seule solution "réaliste" est celle défendue la IV^e Internationale depuis 1947 : non à la partition, oui à une seule Palestine laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine ?

Faudrait-il payer le prix de la banqueroute économique capitaliste ?

Quant aux conséquences de la guerre sur l'économie américaine, le *New York Times* (20 juin) avoue :

"Il est difficile de trouver une seule nouvelle réelle justifiant ce saut du marché. Les investisseurs semblent plutôt être en train d'acheter des actions parce que leur prix monte — c'est la meilleure définition d'une bulle. Avant la guerre d'Irak, les optimistes (...) prévoient un grand essor économique d'après-guerre : les prix du pétrole allaient s'effondrer, les consommateurs rasés ouvriraient les porte-monnaie et les capitaux reprendraient l'investissement. Nous attendons toujours (...). Les entreprises sont toujours plus intéressées à couper les coûts et licencier qu'à acheter des nouveaux biens de capital."

Pour tenir, l'impérialisme américain accroît la pression sur le monde entier. Après avoir poussé le Japon à la récession, il y conduit l'Europe, soumise au talon de fer du "pacte de stabilité", dicté en réalité par la Réserve fédérale des Etats-Unis

Pour freiner leur déficit commercial et soutenir (de façon limitée) leur production, les Etats-Unis organisent une baisse du dollar, dont personne ne sait où elle va s'arrêter, et qui précipite les économies du monde entier sur la pente de l'effondrement. Stephen Roach, chef des économistes de la banque Morgan Stanley, affirme que le monde fait face *"à la plus dure série de macro-problèmes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale"*.

Quelles en sont d'ores et déjà les conséquences pour les travailleurs, les paysans et les peuples dans le monde entier ? C'est ce à quoi répond **l'analyse faite par des militants ouvriers d'Inde et du Bangladesh, de l'Equateur.** Dans chacune d'entre elles, une même question apparaît avec force : comment aider le mouvement ouvrier à rester le mouvement ouvrier. Car, partout, on cherche à imposer une société dans laquelle il ne saurait y avoir de place pour des syndicats ouvriers, pour la défense des acquis, des droits, des intérêts des travailleurs dans la négociation collective, ni, en général, de place pour la démocratie.

Il est donc nécessaire de revenir sur le fond et de s'expliquer sur les mécanismes de l'exploitation qui sont à la base du régime de la propriété privée des grands moyens de production. **L'article de Daniel Gluckstein sur le slogan "Le travail n'est pas une marchandise"** démonte en quoi ce mot d'ordre, sympathique au premier abord, est une escroquerie dangereuse contre le mouvement ouvrier. Il permet de comprendre la place des forums sociaux, des ONG et autres associations du type ATTAC dans cette offensive contre les fondements mêmes de la démocratie.

Le "libre commerce" : une "victoire" à Cancun ?

Après sa "victoire" en Irak, Bush avait exigé de relancer les négociations sur le "libre-échange" ouvertes à Doha en novembre 2001. A Cancun (Mexique) se sont réunis du 10 au 14 septembre les ministres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les Etats-Unis et l'Union européenne ont défendu une proposition commune visant à ruiner les agriculteurs européens et américains pour favoriser les grands groupes agroalimentaires, au nom d'une prétendue ouverture aux produits du "Sud". Sous ce prétexte, les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne ont exigé que, dans tous les pays, soient abattues les "entraves" à la mainmise des multinationales, que celles-ci puissent agir librement en dehors des lois nationales, ce qui signifie le contrôle direct des économies par les multinationales et les Etats-Unis.

A Cancun, il n'y a pas eu d'accord, parce que, pour une série de gouvernements, il est impossible de signer cela. Les ONG, les "alter-mondialistes" et des gouvernements comme ceux du Brésil ou de l'Inde ont crié victoire. En fait, aujourd'hui comme hier, l'administration américaine a recours à l'OMC lorsque cela l'arrange (**on verra ce qu'il en est en Chine dans l'article de François Forgeu**) et passe "par-dessus" quand cela l'arrange moins. C'est d'ailleurs la même démarche à l'égard de l'ONU. Robert Zoellick, représentant de Bush pour le commerce international, l'explique le 15 septembre :

"Nous impulserons le libre-échange mondialement, régionalement et bilatéralement, tout en regagnant le soutien chez nous. En avançant sur de multiples fronts, les Etats-Unis peuvent exercer leur pression pour l'ouverture."

Avant même les négociations de l'OMC, il avait annoncé le 4 septembre *“Nous allons bouger avec les pays qui sont prêts à le faire”* et, passant à la pratique, ils signent deux accords de libre-échange avec Singapour et le Chili. Autrement dit, avec ou sans accord global, nous avons le droit, nous, impérialisme américain, de piller chacune des économies, comme nous nous reconnaissons le droit d'occuper militairement chacun des pays. Nous sommes prêts, si nécessaire, à détruire les unes après les autres les nations de la planète. Accord global de l'OMC ou pas.

On ne saurait évoquer Cancun sans parler de la place réservée par l'OMC aux ONG : 1 578 délégués représentaient 795 ONG. Parmi elles, l'ONG multinationale OXFAM, qui a proposé de supprimer toute protection de la production agricole européenne au nom du développement des pays “du Sud” (1). Le 6 septembre, le *Financial Times*, s'en félicitait en ces termes :

“A présent, les voix plus rationnelles dans le mouvement pour une justice mondiale comprennent qu'il n'est ni souhaitable ni possible de faire reculer la mondialisation (...). La position de groupes comme OXFAM est plus logique sous certains angles que celle des nations riches (...). Les pays riches ont des Etats sociaux bien enracinés : ils peuvent fournir des prestations économiques aux victimes du changement économique.”

C'est l'avis d'innombrables “experts” : il faut en finir avec l’“enracinement social des Etats”, en d'autres termes, les conquêtes arrachées par la lutte de classe et codifiées par des droits. Dans cette logique, il faudrait éradiquer les paysans européens, coupables de recevoir des subventions. En quoi cela bénéficierait-il aux paysans de Malaisie ou du Brésil ?

De ce point de vue, la position du ministre brésilien du Développement agraire, membre du Secrétariat unifié, Miguel Rossetto, affirme sa cohérence. Dans son pays, il s'oppose à la réforme agraire, et, à Cancun, il se fait le défenseur du “libre-échange” :

“Nous n'avons aucun intérêt à un échec de l'OMC. Surtout pas maintenant qu'il y a une fragilisation des organisations internationales (...). Nous pensons que le document adopté à Doha contient des éléments positifs, car il accepte que le développement du commerce agricole est un espace économique dans le cadre duquel les pays pauvres doivent pouvoir aborder leurs propres problèmes” (2). Donc, ce ministre, alter-mondialiste et membre éminent du Secrétariat unifié, veut amener les “pays pauvres” à chercher des solutions au sein des institutions impérialistes telles que l'OMC, le FMI ou une ONU “réformée”...

Pour l'indépendance des organisations ouvrières

Pour la IV^e Internationale, il ne saurait y avoir de solution conforme aux besoins de l'immense majorité que dans le combat contre le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme. La décomposition de ce régime fondé sur la propriété privée des grands moyens de productions met à l'ordre du jour comme une question de survie pour l'humanité le combat organisé pour la révolution prolétarienne. Celui-ci passe par l'action permanente pour aider les travailleurs et les peuples dans leur combat pour préserver leurs conquêtes. Cela passe par le combat pour que la classe ouvrière puisse disposer de ces organisations la constituant comme classe.

C'est le problème crucial posé au Brésil, avec la campagne pour la préservation du Parti des travailleurs, sur laquelle revient notre **dossier Brésil**. C'est l'enjeu de la conférence ouvrière asiatique qui se tiendra à **Mumbai**, en décembre 2003, et sur laquelle revient l'article consacré **aux développements politiques en Inde et au Bangladesh**. C'est tout l'enjeu du combat pour le front unique ouvrier en Europe, sur lequel revient l'**article de Christel Keiser**.

Amis lecteurs, les militants de la IV^e Internationale vous invitent à discuter ensemble de ces questions.

(1) Lire dans l'article de Daniel Gluckstein la place occupée par cette ONG dans le dispositif des institutions impérialistes pour décomposer le mouvement ouvrier.

(2) *El Pais*, 14 septembre 2003.

Palestine

Dix ans après les accords d'Oslo

Par Dominique Ferré

SEPTEMBRE 2003 : L'IMPASSE

Septembre 2003 : tout le Moyen-Orient est plongé dans une impasse totale. Une impasse que même l'impérialisme américain, le plus puissant, ne sait — et ne peut — surmonter autrement qu'en déclenchant de nouveaux bains de sang.

Pour Sharon, en première ligne de front, depuis trois ans que dure la seconde Intifada, il n'y a pas d'autre issue que l'écrasement immédiat et brutal des Palestiniens. C'est ce qui l'a amené à déclarer, au début de ce mois de septembre 2003, qu'il faut désormais « *expulser Arafat* », assiégé depuis des mois dans son palais de Ramallah, tandis qu'Ehoud Olmert, un proche du Premier ministre israélien, proposait purement et simplement de le « *liquider* ». Comme l'ont exprimé les milliers de manifestants qui ont déferlé dans les rues de Ramallah, Gaza et des camps de réfugiés, une telle mesure serait le signal du massacre généralisé et de l'expulsion

massive des Palestiniens hors de leur patrie.

LA MORT D'OSLO

Ironie de l'histoire : ces faits ont lieu exactement dix ans après, jour pour jour, la signature des « accords d'Oslo », le 13 septembre 1993. Il y a dix ans donc, sous l'égide du président américain Bill Clinton, étaient entérinés par Arafat et Yitzak Rabin (le Premier ministre « travailliste » israélien de l'époque), les accords mettant en place une « *Autorité palestinienne* », censée être l'embryon d'un « *Etat palestinien* » sur une partie des territoires de la Palestine occupés par Israël en 1967.

Il y a dix ans, chefs d'Etat des grandes puissances impérialistes, dirigeants de l'ancienne nomenklatura soviétique et représentants de la bureaucratie chinoise, forces politiques de

« gauche » et « d'extrême gauche », ainsi que les chefs d'Etat de tous les régimes arabes saluaient ces accords comme le début du règlement du conflit qui déchire la Palestine depuis sa partition en 1948.

Pour sa part, la IV^e Internationale publiait une déclaration (1) de son secrétariat international analysant article après article les « accords » fraîchement signés.

Sur la base des faits et du texte des accords, la déclaration interrogeait :

« Etape vers l'indépendance ? Qu'est-ce qu'un gouvernement représentant une nation, qu'est-ce que l'indépendance ? N'est-ce pas les libertés politiques, des plus élémentaires aux plus fondamentales, le droit du peuple de choisir ses propres institutions, de désigner ses représentants, de décider du sort du pays comme de sa politique étrangère, du droit à la terre ? Rien de tout cela ne figure dans cet accord. Au contraire, c'est précisément toutes ces questions qui, par avance, ne sont pas du ressort de cet autogouvernement. »

S'agirait-il, comme on nous le dit, d'une forme "transitoire" ? Mais une forme transitoire ne pourrait avoir pour seule tâche que l'organisation d'élections libres à une Constituante, avec toutes ses composantes, sur tout le territoire de la Palestine. C'est le fondement de la démocratie la plus élémentaire. »

POURQUOI OSLO A ÉCHOUÉ

Au moment où tous les « commentateurs » les plus dociles vis-à-vis de l'impérialisme reconnaissent « *la mort du processus d'Oslo* », n'est-il pas du devoir de tout militant honnête de chercher à comprendre pourquoi ces accords ont mené à l'impasse sanglante que subissent le peuple palestinien et tous les peuples de la région ?

Ainsi, dans l'*International Herald Tribune* du vendredi 12 septembre 2003, un militant palestinien constate :

« En lieu et place (des promesses d'une « ère de paix » — NDLR), Oslo a abouti à diviser les territoires palestiniens en 202 cantons séparés, diminuant l'accès des habitants à l'emploi, à la santé et à l'éducation, et réduisant leur PNB de plus d'un quart. Le nombre des colons israéliens a doublé en dix ans, et un réseau complexe de routes de contournement ont rendu l'occupation irréversible (2). »

C'est un fait, les « territoires » palestiniens, c'est-à-dire les territoires occupés en 1967, ont été découpés, après la signature des accords d'Oslo et avec l'accord des deux parties signataires, en zones A, B et C. Les deux dernières catégories étant sous contrôle partiel ou total de l'armée israélienne.

Et pourtant, les accords de 1993 n'affirmaient-ils pas dans leur article 4 : « *La juridiction du Conseil s'étendra aux territoires de la Cisjordanie et à la bande de Gaza, à l'exception des questions qui seront discutées lors des négociations* » ? N'affirmaient-ils pas (au mépris de toute logique géographique) que « *les deux parties considèrent la Cisjordanie et Gaza comme une unité territoriale unique* » ?

C'est un fait, les colonies israéliennes, « légales ou illégales », les routes de contournement sous contrôle de l'armée, et qui se sont multipliées depuis 1993, ont morcelé et divisé en une multitude de parcelles les terres palestiniennes occupées en 1967.

(1) Cette déclaration de septembre 1993 a été reproduite dans *La Vérité*, n° 636, de mai 2002.

(2) Marwan Bishara, *International Herald Tribune*, 12 septembre 2003.

DES ACCORDS D'OSLO À LA "FEUILLE DE ROUTE"

Quant au dernier avatar de ces accords (3), la fameuse « feuille de route » américaine, il est allé jusqu'au bout de cette « logique » en préconisant, « *d'ici la fin 2003* », des « *efforts pour créer un Etat palestinien "aux frontières provisoires"* ».

Universitaire juive israélienne, Tanya Reinhart tire un bilan accablant des accords d'Oslo : non seulement la question des réfugiés et des prisonniers a été laissée de côté, mais la situation matérielle, dans tous les domaines, ne cessera de se dégrader. Elle écrit :

« Cernée par des barrières électro-niques et des postes militaires, totalement coupée du monde extérieur, Gaza la palestinienne est devenue une immense prison. Le niveau de vie, qui était déjà parmi les plus bas du monde, s'est gravement détérioré depuis Oslo. Jusque-là, les Palestiniens de Gaza pouvaient obtenir des permis de sortie. Depuis Oslo, ils n'ont même pas le droit de rendre visite à leurs parents en Cisjordanie (...). Dans l'avenir, il est possible qu'Israël autorise les Palestiniens à appeler leur prison « Etat palestinien », mais la situation ne changera pas pour autant. »

Ce sont ces conditions d'existence, plus que jamais insupportables, en particulier pour les centaines de milliers d'ouvriers palestiniens à qui on interdit désormais de se rendre en Israël pour y vendre leur force de travail, qui sont à l'origine de la deuxième Intifada de septembre 2000.

Pourtant, estime Tanya Reinhart, « *du point de vue de l'occupation israélienne (...) le plan d'Oslo était dans l'ensemble un succès* ». Elle en précise les raisons en ces termes :

« Arafat s'était arrangé, par des méthodes brutales, pour contenir la frustration de son peuple et pour assurer la

sécurité des colons, tandis qu'Israël continuait à construire de nouvelles colonies et à s'approprier de nouvelles terres palestiniennes. L'appareil répressif — les nombreuses forces de sécurité d'Arafat — était formé et entraîné en collaboration avec les Israéliens. »

"PREMIER PAS VERS UN ÉTAT PALESTINIEN" ?

Les conséquences tragiques décrites ici ne sont-elles pas le produit de l'acceptation d'un accord qui, dans son texte même, niait toute souveraineté nationale pour le peuple palestinien, toute reconnaissance de son droit à établir une nation, toute démocratie ?

Dans sa déclaration de septembre 1993, le secrétariat international de la IV^e Internationale rappelait le contenu des accords :

Article 3 : « *Pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza (...), des élections politiques générales libres et directes seront organisées par le Conseil sous supervision mutuellement agréée et sous observation internationale, tandis que la police palestinienne assurera l'ordre public. »*

Article 6 : « *L'autorité sera transférée aux Palestiniens dans les domaines suivants : éducation et culture, santé, affaires sociales, taxation directe et tourisme. »*

(3) Car il est nécessaire de constater que tous les « plans de paix » qui se sont succédé depuis dix ans, Taba, Charm-el-Cheikh, et le dernier en date appelé « feuille de route », adoptés par le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne sous l'égide des Etats-Unis, se sont tous référés au plan précédent, donc aux accords d'Oslo. Accords qui, eux-mêmes, dans leur article premier, revendiquaient d'aboutir « à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU », c'est-à-dire sur les résolutions de l'ONU entérinant la partition de la Palestine imposée en 1948 par l'ONU, les impérialismes britannique et américain et la bureaucratie stalinienne.

Son annexe 2 précisant : « *La structure, les pouvoirs et les responsabilités palestiniennes dans ces régions ne comprennent pas : la sécurité extérieure, les colonies de peuplement, les Israéliens, les affaires étrangères et d'autres questions mutuellement agréées.* »

Article 8 : « *Le Conseil établira une puissante force de police, tandis qu'Israël conservera la responsabilité de la défense contre les menaces extérieures.* »

Et la déclaration s'interrogeait :

« *Premier pas vers un Etat palestinien ? En quoi ce qui est désigné comme "l'autogouvernement" est-il un premier pas quand les enclaves de Gaza et de Jéricho restent sous le contrôle de l'armée israélienne, qui sera chargée d'appliquer les décisions de l'impérialisme américain, quand l'eau, l'électricité, la défense, la terre, l'économie sont sous le contrôle de l'étranger ?* »

Elle ajoutait :

« *Les dirigeants américains ont fixé la tâche pour les deux parties. Au Conseil palestinien, la police et la répression intérieure ; aux troupes israéliennes, le bouclage de ces ghettos. Et demain, comme l'ont d'ores et déjà proposé les dirigeants américains, ce sera l'envoi de contingents américains ?* »

Ce sont les mêmes considérants que l'impérialisme américain a inscrit dans sa « feuille de route », dont le préambule reprend ceux des accords d'Oslo : « *la solution de deux Etats, israélien et palestinien, vivant côte à côte, est possible à condition que la violence et le terrorisme cessent* ». Pour atteindre cette « solution », les Palestiniens ont besoin « *d'une direction agissant de façon décisive contre la terreur* ».

Ce processus pouvait-il aboutir à autre chose qu'à une guerre civile sanglante et fratricide entre Palestiniens ? C'est la question que soulève l'organisation de Palestiniens des territoires de 1948 (4), Abnaa el-Balad (les Fils de la terre) :

« *Afin de briser la résistance palestinienne à l'occupation, (...) Israël et les Etats-Unis cherchent à allumer une guerre civile sanglante entre Palestiniens. Dans ce but, ils financent et arment ces Palestiniens qui ne se préoccupent de rien d'autre que de leur intérêt personnel dans le cadre de l'occupation. Ils cherchent à pousser des gens comme Mahmoud Abbas et Dahlan à combattre leur propre peuple pour la défense des colonies et de l'armée d'occupation* » (déclaration d'Abnaa el-Balad, juillet 2003).

LA NÉGATION DU DROIT AU RETOUR

Pouvait-il y avoir de solution sans le respect des droits nationaux les plus élémentaires du peuple palestinien ?

A cela, la déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale répondait :

« *Il s'agit pour reprendre l'expression de cet accord, de la mise en place d'un Conseil qui n'est rien d'autre qu'une "structure" ayant pour seule et unique fonction d'appliquer à la lettre les termes de cet accord décidé par l'impérialisme pour ses intérêts propres et qui implique le démembrement de la nation palestinienne et du peuple palestinien. C'est là l'application de ce qu'entend l'impérialisme par "nouvel ordre mondial". L'article 4 de cet accord ose écrire que "les deux parties considèrent la Cisjordanie et la bande de Gaza comme une unité territoriale unique". Unité territoriale unique qui exclut près des deux tiers de la Palestine, avec un "Conseil" qui administrera Gaza et Jéricho, 400 km² séparés de 150 kilomètres, où vivent près d'un million de Palestiniens, avec une densité de 2 000 habitants au kilomètre carré, qui sont pour la plupart des réfugiés de 1948, 1967, 1973, vivant dans des camps, dans une*

(4) C'est-à-dire des Palestiniens vivant à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël.

situation de pauvreté et de dénuement, dans une situation où 42 % de la terre leur échappent, restant sous le contrôle de l'Etat d'Israël. »

Pouvait-il y avoir de « solution acceptable » à Oslo sans la reconnaissance du premier des droits nationaux du peuple palestinien, à savoir le droit de vivre sur sa terre, ce qui implique le droit inconditionnel au retour de tous les réfugiés, quel que soit l'endroit d'où ils ont été chassés ?

Or que mettaient en place les accords d'Oslo ? La « création d'un comité de suivi, qui décidera par accord les modalités d'admission des personnes déplacées en 1967 de la Cisjordanie et de Gaza ».

La déclaration de la IV^e Internationale commentait : « Ce comité de suivi, comme l'“autogouvernement”, sera contrôlé par les Etats-Unis. Soulignons-le, six Palestiniens sur dix vivent en dehors des limites de l'Etat d'Israël et des territoires occupés (c'est-à-dire des territoires militairement contrôlés par Israël après les guerres de 1956, 1967, etc.), dispersés dans le monde entier et concentrés par centaines de milliers en Jordanie, au Liban, en Syrie, etc. Avec la nouvelle partition, ce que l'accord cherche à réaliser, c'est à diviser ce peuple, à briser sa longue lutte de résistance, ce qui n'a pu être fait jusqu'à présent malgré la terreur. Sous contrôle américain, avec le soutien direct ou la collaboration de tous les régimes de la région, cet accord légitime et renforce le démembrement du peuple palestinien et de la nation palestinienne. Car peut-il y avoir la fin de l'oppression et un pas vers l'indépendance nationale sans le droit au retour ? Les accords signés excluent explicitement le droit au retour pour les millions de Palestiniens chassés de leur pays en 1948 et, depuis, il vise à rendre définitive la situation de dispersion et de misère que vit le peuple palestinien. »

Voilà dix ans que ces lignes ont été écrites. Ni Oslo, ni son dernier avatar, la « feuille de route » de Bush, qui « supprime » le problème en invoquant au détour d'une phrase un règlement « juste et réaliste du problème des réfugiés » (« réaliste » signifiant qu'il ne pourra y avoir de droit au retour), n'ont permis le retour d'un seul réfugié palestinien.

Or peut-il y avoir la paix, tant que des millions vivront entassés dans les camps, sans eau ni électricité, à la merci des maladies, parfois à quelques kilomètres des villages d'où leurs grands-parents ont été chassés en 1948 ?

Est-ce un hasard si les dizaines de milliers de manifestants du 15 mai 2003 (commémorant la *Nakba*, c'est-à-dire la « catastrophe » de 1948) ont exprimé comme mot d'ordre central l'exigence du droit au retour, que les manifestations aient lieu dans les territoires de 1948 ou de 1967, dans les camps de réfugiés de Cisjordanie, de Gaza ou du Liban...

Ce n'est pas par hasard que cette question centrale concentre tout, comme le note le journal français *Le Figaro* (7 mai 2003) : « Israël a présenté une quinzaine de “remarques” sur la “feuille de route”. Ariel Sharon demande, par exemple, que les Palestiniens renoncent avant tout et formellement au droit au retour des réfugiés. »

Pour la IV^e Internationale, il n'y aura pas de paix sans la réalisation du droit au retour. Nous sommes donc inconditionnellement pour l'unité la plus large de tous ceux — quelle que soit leur position sur la solution à mettre en œuvre en Palestine — qui veulent combattre pour le droit au retour de **tous** les réfugiés dans les villes et les villages d'où ils ont été expulsés depuis 1948.

Pour ce qui nous concerne, nous estimons cependant que la réalisation de ce droit inaliénable est contradictoire à l'existence d'un Etat basé sur des critères religieux ou « ethniques ».

LES RELATIONS ISRAËL-ÉTATS-UNIS

Sharon, devenu Premier ministre en février 2001, déclarait alors sans détour : « La guerre d'indépendance n'est pas terminée. Non. 1948 n'était qu'un chapitre. (...) Nous ne pouvons pas dire que nous

avons terminé le travail et que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers » (Haaretz-Magazine, 13 avril 2001). Pour Sharon, en première ligne de front, impossible de concevoir autrement les choses que par l'écrasement jusqu'au bout de la révolution palestinienne.

Dans les mois qui ont suivi l'élection de Sharon, s'est produit le tournant mondial du 11 septembre 2001. La situation mondiale est depuis marquée par une offensive généralisée de l'impérialisme américain de dislocation des nations, comme on l'a vu en Afghanistan, en Irak, etc. De ce fait, l'impérialisme américain a été amené à s'opposer de plus en plus frontalement à tout mouvement visant à constituer la souveraineté nationale, donc à la révolution palestinienne.

Mais, dans le même temps, la guerre contre l'Irak, et l'occupation qui l'a suivie, a vu un embourbement croissant de l'impérialisme américain. Un embourbement qui est facteur de crise à la fois en Irak et aussi aux Etats-Unis mêmes.

L'impérialisme américain, engagé dans une guerre sans merci contre les peuples, est obligé d'intégrer dans toute sa politique les conséquences de ce qui se passe en Irak.

Alors que les troupes américaines s'enlisent et qu'aux Etats-Unis, trente ans après la guerre du Vietnam, retentit le mot d'ordre « *Ramenez les boys à la maison !* », le discours de Bush du 12 septembre 2003 à l'ONU, sommant les autres puissances impérialistes de lui prêter main-forte en Irak (« *aucun pays libre ne peut rester neutre* »), s'accompagne de pressions sur Sharon. Impossible d'expulser Arafat sous peine de tout faire exploser... en tout cas, pas maintenant.

L'impérialisme américain n'a donc cessé de multiplier les déclarations et les pressions sur tous, y compris sur Sharon. Ainsi en avril, Bush déclare au sujet du « gouvernement palestinien » d'Abou Mazen : « *Nous sommes optimistes, nous avons maintenant un interlocuteur à l'Autorité palestinienne qui s'est exprimé clairement sur la nécessité de combattre le terrorisme* ».

En mai 2003 il ajoute : « *tous les pays du Moyen-Orient ont des devoirs* », appelant Israël à « *alléger les souffrances des Palestiniens* ».

Comme le note la presse américaine : « *Après un an de négociations d'un plan de paix à long terme entre Israël et les Palestiniens, les Etats-Unis sont en train de mettre le plan de côté, privilégiant dans l'immédiat des pressions pour que les deux camps fassent très vite des pas concrets pour faire baisser la tension entre eux, a expliqué un porte-parole de l'administration américaine vendredi* » (*International Herald Tribune*, 10 et 11 mai 2003).

Une fois de plus, le pire des scénarios est envisagé à Washington : faudra-t-il envoyer des troupes américaines en Palestine ?

LA CRISE DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Cette situation d'impasse totale stimule une crise en profondeur qui secoue jusqu'aux sommets de l'Etat d'Israël. Une crise qui remet en cause les fondements mêmes sur lesquels cet Etat s'est constitué.

Il n'est pas habituel de lire, sous la plume d'un député du Parti travailliste israélien, ancien président de la Knesset (1999-2003) et ancien président de l'Agence juive, que « *le sionisme est mort* ». C'est pourtant par ce constat que commence l'article d'Abraham Burg, publié dans le quotidien israélien à grand tirage *Yediot Aharonot*, en septembre dernier. Il dresse un réquisitoire sans appel de la politique de partition de la Palestine :

« *Le sionisme est mort, et ses agresseurs sont installés dans les fauteuils du gouvernement à Jérusalem. (...) La nation israélienne n'est plus aujourd'hui qu'un amas informe de corruption, d'oppression et d'injustice. La fin de l'aventure sioniste est déjà à notre porte. Oui, il est devenu probable que notre génération soit la der-*

nière du sionisme. (...) On circule vite et sans problème sur la nouvelle route qui longe Jérusalem du nord au sud, à un kilomètre seulement à l'ouest des barrages. Qui va se soucier de ce que subit l'Arabe humilié et méprisé, obligé de se traîner sur des routes défoncées et interrompues par des barrages pendant des heures ? Une route pour l'occupant, une route pour l'occupé. Pour le sioniste, le temps est rapide, efficace et moderne. Pour l'Arabe "primitif", manœuvre sans permis en Israël, le temps est d'une lenteur éprouvante. Mais cela ne peut pas durer. Même si les Arabes courbaient la tête et avallaient leur humiliation, le moment viendra où plus rien ne marchera. Tout édifice bâti sur l'insensibilité à la souffrance d'autrui est appelé à s'effondrer avec fracas. Attention à vous ! Vous dansez sur un toit reposant sur des piliers qui chancellent ! Parce que nous restons indifférents à la souffrance des femmes arabes retenues aux barrages routiers, nous n'entendons plus la plainte des femmes battues derrière la porte voisine de notre demeure, ni celle des mères célibataires luttant pour leur dignité (5). (...) Même si on tuait 1 000 terroristes par jour, rien ne changerait. Leurs leaders et leurs meneurs sont engendrés par la haine et la colère et par les mesures insensées que produisent nos infrastructures moralement corrompues. Aussi longtemps qu'un Israël arrogant, terrorisé et insensible à soi-même et à autrui fera face à une Palestine humiliée et désespérée, nous ne pourrons pas nous maintenir. »

Et Burg de s'interroger sur la « solution » : un Etat ? Deux Etats ? « Si c'est la démocratie que vous voulez, vous avez deux options : soit renoncer au rêve de l'Eretz Israël dans sa totalité, aux colonies et à leurs habitants, soit octroyer à tous la pleine citoyenneté avec droit de vote aux législatives, y compris aux Arabes. Dans ce dernier cas, ceux qui ne voulaient pas les Arabes dans l'Etat palestinien voisin les auront aux urnes, chez eux-mêmes. La majorité, c'est eux ; nous, nous sommes la minorité. »

Ce point de vue est très minoritaire dans l'Etat d'Israël, mais il serait faux de croire qu'il s'agit d'une prise de position isolée. Car elle rejoint celle de Meron

Benvenisti, ancien adjoint au maire de Jérusalem, qui a publié dans le quotidien israélien *Haaretz*, du 8 août 2003, une interview sous le titre tout à fait révélateur de : « Pleure, ô solution à deux Etats bien-aimée ! ». Il déclare notamment :

« Je vis avec un profond sentiment d'abattement. Croyez-moi, il n'est pas facile, pour moi, de dire adieu au rêve de mon père : celui d'un Etat-nation juif. C'est dur pour moi. Cela a été aussi mon rêve à moi, durant la plus grande partie de ma vie. Mais j'ai vraiment peur, pour mes petits-enfants. Lorsque j'observe autour de moi, j'ai peur pour mes petits-enfants. Comment vivront-ils, ici ? Que vais-je leur laisser ? C'est parce que je sais qu'il n'y aura pas d'Etat-nation juif, ici, et qu'il n'y aura pas non plus, ici, deux Etats pour deux nations, que je m'accroche à cet espoir ténu que, peut-être, après tout, quelque chose de partagé en commun va se développer, ici. »

Ces failles qui commencent à apparaître au grand jour, y compris jusque dans les sommets de l'Etat colonial d'Israël, ont une base sociale. Cette base, c'est l'effondrement complet de l'économie et de la société israélienne. Les milliards de dollars de subventions provenant du gouvernement américain ne suffisent plus à soutenir l'Etat d'Israël, alors que toutes les ressources publiques sont mobilisées pour la répression.

Le 30 avril, se déclenche une grève générale contre le plan d'austérité draconien du gouvernement Sharon. Grève suspendue au bout de quelques jours par les dirigeants de la centrale Histadrout. Les travailleurs juifs cherchaient à protester contre des coupes budgétaires de 2,3 milliards de dollars, entraînant une baisse de 8 à 10 % des traitements de la fonction publique, des licenciements de dizaines de milliers de fonctionnaires, une augmentation de deux ans de l'âge du départ à la retraite et la baisse des allocations fami-

(5) Allusion au formidable mouvement des mères célibataires, juives et arabes, qui, à l'annonce de la décision du gouvernement Sharon-Netanyahu de supprimer les allocations auxquelles elles avaient droit, ont marché et campé durant des semaines devant le quartier des ministères.

liales. Les Etats-Unis avaient conditionné « l'octroi à Israël sur trois ans de garanties bancaires du Trésor américain » à l'adoption de ce plan, selon le ministre de l'économie, Netanyahu.

Cet effondrement généralisé des masses ouvrières juives, qui accompagne l'extension de la famine dans les territoires où les Palestiniens sont désormais parqués, n'est-il pas la preuve que le seul avenir que l'impérialisme réserve à tous ceux qui vivent sur la terre de Palestine n'est rien d'autre que le calvaire déjà imposé sur le continent africain ? N'est-il pas le pire acte d'accusation, non seulement contre les « accords d'Oslo », mais contre la partition de la Palestine elle-même ?

LA FAILLITE DE LA PARTITION

Car les accords d'Oslo, comme le rappelle leur article premier, n'avaient pas d'autre filiation que les résolutions de l'ONU instaurant la partition de la Palestine : « *Le but des négociations est d'établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le Conseil élu (...), et amenant à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU.* »

La différence majeure est qu'à Oslo, c'est la direction palestinienne elle-même qui prenait en charge l'application du plan de partition de la Palestine. Elle abandonnait ainsi les bases mêmes sur lesquelles s'était constitué le mouvement national.

Avions nous-raison, en septembre 1993, d'écrire dans notre déclaration :

« *Rappelons la base du mouvement national palestinien lorsqu'il s'était constitué en 1964. Il avait adopté sa charte qui disait : "Le mouvement de libération palestinien déclare solennellement que l'objectif final de cette lutte réside dans la restauration de l'Etat*

démocratique et indépendant de la Palestine, où tous les citoyens, quelles que soient leur race et leur religion, jouiront de droits égaux". En 1970, le II^e Congrès mondial sur la Palestine, organisé par le mouvement national palestinien, déclarait : "Tous les juifs, musulmans et chrétiens auront droit à la citoyenneté palestinienne." Voilà pourquoi "l'autogouvernement", qui nie le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, amène Arafat, dans la lettre qu'il a adressée au Premier ministre d'Israël, à déclarer, au sujet de la Charte palestinienne sur laquelle s'est fondée l'OLP, que "les considérants de la charte qui sont contradictoires avec ces accords sont désormais nuls et nonavenus". Répétons-le, pour les grandes puissances avec à leur tête l'impérialisme américain, il ne s'agit pas de la paix et du droit des peuples, mais de l'ordre impérialiste. Parce que cet accord est fondé sur la partition, sur l'éclatement, sur la négation des droits des peuples, sur l'oppression et la négation de la démocratie, il crée toutes les conditions pour de nouveaux affrontements, de nouvelles guerres, de nouveaux massacres. »

Avions-nous raison ? Et faut-il chercher ailleurs l'échec mort-né de la « feuille de route » américaine, dont le préambule se basait sur « la solution de deux Etats, israélien et palestinien, vivant côte à côte, est possible à condition que la violence et le terrorisme cessent », rejetant d'emblée la condition incontournable pour avancer vers la paix : le droit au retour pour tous les réfugiés et exilés ?

AVIONS-NOUS RAISON ?

Avions-nous raison de dire que ces accords créaient « toutes les conditions pour de nouveaux affrontements, de nouvelles guerres, de nouveaux massacres » et que la seule issue réside dans l'affirmation que « c'est aux travailleurs, c'est aux peuples de décider de leur avenir » ?

Ou bien fallait-il se rallier à ces accords ? Et dire, dix ans plus tard, comme le fait le journal stalinien français *L'Humanité* (3 et 4 mai 2003) à propos de la « feuille de route » que « les quatre partenaires (Etats-Unis, Russie, ONU et Union européenne — NDLR) ont annoncé qu'ils se réuniraient "régulièrement à haut niveau" pour évaluer les progrès de leur plan de paix et créeraient quatre groupes de surveillance chargés de vérifier si Israéliens et Palestiniens respectent leurs engagements. L'absence d'un tel mécanisme de contrôle est une des causes de l'échec du précédent processus de paix, dit d'Oslo ».

Ce serait donc une ingérence insuffisante des Etats-Unis, sous le masque de la « communauté internationale », qui serait à l'origine de l'échec d'Oslo ? Qui peut croire cela ? Faudrait-il que la Palestine déjà meurtrie subisse le sort de l'Irak sous la botte américaine ?

Ou bien faut-il que le peuple palestinien puisse décider ?

N'ont-ils pas raison ceux, certes encore peu nombreux, qui au Moyen-Orient, commencent à poser le problème de la perspective d'un seul Etat, laïque et démocratique sur tous les territoires historiques de la Palestine, comme l'universitaire israélien Ilan Pappé, qui vient de déclarer :

« Une solution juste à ce qui est au cœur du problème — le problème des réfugiés — ne sera probablement pas mieux servi que par la construction d'un Etat unitaire, ou binational englobant la Palestine et ce qui est aujourd'hui Israël. Cet Etat serait basé sur les principes des droits de l'homme et des droits civiques, permettant aux gens vivant entre le Jourdain et la Méditerranée de régler leurs problèmes — droits des femmes, environnement, économie et pauvreté. Toute autre voie, comme le passé l'a montré, perpétuera le conflit sur la terre déchirée de la Palestine et d'Israël. » (Ilan Pappé, historien à l'université de Haïfa, 13 septembre 2003)

Comme l'écrivain — et ancien négociateur palestinien — Ahmad Samih Khalidi, qui écrit dans les colonnes du quotidien britannique *The Guardian* (29 septembre 2003), sous le titre : « *La solution d'un seul Etat* » :

« Il y a quelque chose de poignant dans l'effort continu de la gauche sioniste de réconcilier l'irréconciliable. Ses critiques de Sharon ressassent une notion idéaliste d'un Etat juif dont la démocratie, le respect et la tolérance seraient les lignes directrices. En cherchant la paix avec les Palestiniens, la gauche cherche (...) à consolider l'Etat juif, préserver son caractère juif, se sortir du borbier de l'occupation et rétablir les valeurs d'une société humaine et démocratique. Mais pour des oreilles palestiniennes, c'est quelque chose qui sonne totalement faux : pour nous il y a une contradiction basique et incontournable entre sionisme et démocratie. Si le sionisme veut dire quelque chose, cela veut dire un Etat juif avec une nette majorité juive — et en Palestine cela ne pourra se faire qu'aux dépens des droits des Palestiniens arabes. (...) Quoi qu'il en soit, un certain nombre de développements récents ont changé les données. Avec une politique débridée de colonisation, désormais complétée par un "mur de séparation", qui sépare purement et simplement Palestiniens et colons israéliens à l'intérieur même de la Cisjordanie occupée, Sharon et ses prédécesseurs ont complètement liquidé la possibilité d'une colonisation viable et durable encadrée par des frontières nationales. (...) De sérieuses questions méritent d'être posées : qu'est-ce qui est le plus important : la démocratie ou le caractère juif de l'Etat ? Un Etat juif, ou une patrie pour les Juifs et les Arabes à égalité ? Qu'est-ce qui est préférable : pas d'Etat palestinien du tout, ou un seul Etat qui garantisse des droits égaux avec les Juifs ? Il y a des alternatives au choix entre un seul Etat ou deux Etats : un glissement vers l'apartheid, par exemple, ou une escalade de la résistance et de la violence, qui risquerait d'emmener les deux parties dans une fin amère. Mais la possibilité d'une option démocratique ne doit pas être écartée. »

FAUT-IL OUVRIR CETTE DISCUSSION ?

Ou bien faut-il défendre à tout prix la partition de la Palestine imposée en 1948, en se camouflant derrière de prétendus discours « radicaux », et en osant le faire au nom du trotskysme, comme le font les dirigeants du Secrétariat unifié, à l'instar du dirigeant de la LCR française Christian Picquet, qui déclare : « *Toutes les forces agissant en faveur d'une paix juste entre Palestiniens et Israéliens, c'est-à-dire pratiquement pour la reconnaissance d'un Etat palestinien souverain aux côtés de l'Etat d'Israël, doivent se considérer en état de mobilisation* » (Rouge, 18 septembre 2003).

Dix ans après Oslo, n'est-il pas temps d'ouvrir la discussion sur les raisons de cet échec, sur la perspective nécessaire qu'il s'agit d'ouvrir pour aider le peuple palestinien ?

Ouvrir la discussion, comme ont commencé à le faire militants arabes et juifs de Palestine dans les colonnes de la revue *Dialogue*, déclarant : « *Pour notre part, nous estimons qu'il n'y a qu'une solution réelle qui consisterait à constituer sur le territoire de **toute la Palestine** une République palestinienne garantissant à tous l'égalité des droits. Nous estimons qu'un réel règlement de la question palestinienne exige que soit inscrit comme solution positive le droit au retour de tous les exilés chassés de Palestine.* »

Dominique Ferré

Débats dans une école de cadres de la section de la IV^e Internationale au Brésil

Début septembre, s'est tenue au Brésil une école de cadres de la section de la IV^e Internationale, *O Trabalho*, courant du Parti des travailleurs. Parmi les très riches débats menés durant les deux journées de cette école, concernant notamment la stratégie du front unique dans son expression actuelle au Brésil et à l'échelle internationale, la question des gouvernements de front populaire à notre époque..., nous avons retenu les interventions portant sur la politique des trotskystes pour défendre le Parti des travailleurs et leur opposition radicale à la politique mise en œuvre par l'organisation qui incarne le plus complètement le centrisme réactionnaire, le Secrétariat unifié pabliste, avec les forums sociaux et la démocratie dite « participative ».

— On connaît les dégâts causés dans les organisations ouvrières à Porto Alegre par la prétendue « démocratie participative » : l'affaiblissement, pour ne pas dire la quasi-disparition, des organisations populaires indépendantes de quartier et des syndicats de fonctionnaires municipaux absorbés dans la gelée de ladite « société civile ».

Nos ennemis, ceux de la classe ouvrière, ont tellement apprécié que la chaîne de télévision Rede Globo (*qui détient le quasi-monopole de l'information télévisée au Brésil, chaîne de télévision ouvertement réactionnaire, liée financièrement au groupe Berlusconi en Italie — NDT*) diffuse tous les jours en fin de journée, à une heure de grande écoute, un feuilleton à la gloire de la démocratie participative, « *Agora são eles* » (« *Maintenant ce sont eux* » — *NDT*). Tous les jours, on y a droit. c'est « *Hora do Brasil* », version commercialisée (« *Hora do Brasil* » est une émission de propagande qui passe obligatoirement à la même heure sur toutes les chaînes et toutes les radios, datant de l'époque de la dictature militaire — *NDT*).

Tout se concentre aujourd'hui, dans la lutte de classe, sur l'existence ou la destruction des

organisations ouvrières indépendantes. La classe n'est classe que par son organisation. Détruire les organisations, c'est détruire la classe ouvrière en tant que classe consciente de ses intérêts historiques. C'est le plus sûr service qu'on puisse rendre au capital. L'aider à faire marcher la roue de l'histoire à l'envers : livrer les prolétaires comme individus isolés, désorganisés, comme force de travail « en soi », utilisable ou jetable à volonté. Cet objectif se heurte bien évidemment non seulement à la résistance de la classe ouvrière elle-même, mais également à celle de milliers de militants et de cadres ouvriers qui ont construit ces organisations et cherchent les moyens de les préserver.

Nous avons, comme IV^e Internationale, à porter tous nos efforts pour aider notre classe et ces militants à défendre les organisations indépendantes. Il n'y a pas de recette. Il faut dégager à chaque fois ce qui va permettre de cristalliser cette aspiration sur le terrain de l'action pratique. C'est le sens du manifeste « *Resgate o PT* » (« *Sauver, se réapproprier le PT* » — *NDT*). Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le futur de la classe ouvrière, de son combat, et le futur de la nation.

— De nombreux syndicats, de nombreux camarades syndicalistes, en toute bonne foi, utilisent maintenant le slogan : « *Un autre monde est possible*. » Il est séduisant, en effet. « Un autre monde est possible », ça peut vouloir dire : « Tout peut changer... » Un autre monde ? Mais sur quelle base ? Un « autre monde » sur la base de la perpétuation du système de la propriété privée des moyens de production, système en crise entraînant le monde à la décadence ? Ou, au contraire, sur la base de la liquidation de ce système, sur la base de la destruction de l'Etat de classe qui en assure la domination, et de l'appropriation collective des moyens de production ? Parce qu'il occulte cette question, le slogan fétiche des forums sociaux ne sert en réalité qu'à justifier la sacro-sainte domination du capital. L'article de *La Vérité* (« Altermondialisation : les habits neufs... », *document sur la base duquel s'est préparée l'école de cadres de la section brésilienne — NDT*) aide à comprendre l'entourloupe. Il est indispensable que nous développons partout un ferme combat théorique visant à aider les militants ouvriers à ne pas se laisser abuser par cette idéologie trompeuse, en la reliant aux questions concrètes de la lutte de classe.

Les positions des uns et des autres sur la question des retraites, par exemple, le vote « pour » émis par les députés de DS (*Démocratie socialiste, courant du PT qui regroupe les partisans du Secrétariat unifié pabliste au Brésil — NDT*), accompagné d'une honteuse déclaration de capitulation, en a éclairé plus d'un, y compris au sein de ce courant. L'Etat d'Alagoas, où je milite, est celui de la sénatrice Heloisa Helena (*membre de DS, qui est menacée d'exclusion, avec trois autres députés du PT, pour avoir déclaré qu'elle ne voterait en aucun cas la réforme des retraites — NDT*). DS y a un poids certain. Mais ils ne font strictement rien pour sa défense, qui est aujourd'hui directement liée à la défense même du PT. Alors que c'est l'Etat où le refus de son exclusion et celle des autres députés menacés devrait être le plus fort, la DS fait obstruction. Nous avons, quant à nous, engagé cette bataille avec le manifeste. Pour nous, ce n'est pas une question de boutique. Nous en appelons au front unique contre les exclusions. Nous allons mener la bataille pour que le directoire de Maceio (*la capitale de l'Etat d'Alagoas — NDT*) déclare, à l'image de ce qu'ont fait les camarades de Vila Maria, qu'ils n'acceptent pas les exclusions et qu'ils continueront à affilier Heloisa, qu'elle est et restera la candidate

« naturelle » du PT pour les prochaines élections municipales en octobre 2004.

• Je rejoins ce qu'a dit le camarade avant moi : nous devons faire un travail d'explication sérieux et continu, ne pas désertier le terrain du combat idéologique. C'est vrai en particulier en ce qui concerne les « forums sociaux ». Je vois de nombreux syndiqués autour de moi qui disent : « *Ne t'inquiète pas, nous allons aller au forum social et aussi à la conférence continentale contre l'ALCA...* » Les éléments de la révolution et de la contre-révolution cheminent ensemble. Nous devons comprendre cela pour dégager à chaque moment les moyens de clarification et d'action indépendante. J'approuve l'idée d'une lettre adressée aux participants au prochain Forum social brésilien (*cette année, le Forum social mondial ne se déroule plus à Porto Alegre, mais en Asie ; un « Forum social brésilien » se tiendra en novembre à Belo Horizonte [centre du Brésil] — NDT*). Cette lettre interroge les organisateurs de ce forum, qui ont annoncé publiquement qu'il n'était pas question de le transformer en une tribune contre la politique actuellement suivie par le gouvernement Lula (c'est écrit tel quel sur leur site Internet). Est-ce à dire que, pour participer au forum, il faut approuver la PEC-40, la contre-réforme des retraites contre laquelle les fonctionnaires viennent de faire massivement grève pendant un mois et demi ? Faut-il approuver la poursuite d'une politique qui voit les sans-terre continuer à se faire assassiner et 26 dirigeants du MST jetés en prison, tandis que la réforme agraire n'avance pas d'un millimètre ? Il faut écrire une lettre basée sur les faits, obliger à se poser les questions qui font mal, mettre le doigt sur la plaie et appuyer.

— Je suis militant syndical dans l'industrie, j'ai participé récemment à un stage de formation politique du PT. J'ai posé la question : les forces productives ne sont-elles pas en train d'être massivement détruites par le système lui-même ? Le moniteur m'a répondu : « *Certes, la force de travail est détruite dans certains endroits, ici et en Afrique, par exemple, mais elles se développent dans d'autres pays, en Chine et ailleurs en Asie...* » J'ai dit : « *Peut-être, mais dans quelles conditions, sur la base de quels droits, ou plutôt de quelle absence de droits ? La force productive, ce sont les hommes, et c'est aussi leurs droits, la reconnaissance sociale de leur qualification, quantifiés dans des statuts, des conventions collectives, des conquêtes et des institutions qui constituent la classe ouvrière...* » Je ne sais pas

si j'ai raison, mais, pour moi, détruire des centaines de milliers d'emplois qualifiés et couverts par des droits sociaux, et en « recréer » ailleurs, déqualifiés et sans droits, c'est aussi cela, détruire la force productive.

Si nous ne sommes pas là pour provoquer le débat, questionner, ce genre d'opinions comme celle que je viens de rapporter, véhiculée par ce moniteur, prennent corps dans les organisations justifiant le renoncement. Nous avons un rôle déterminant à jouer.

J'en donnerai un autre exemple : un adhérent de *Força Socialista (l'un des courants de gauche du PT — NDT)*, avec lequel je discutais du Forum social, me dit : « *Certes, il ne faudrait pas accepter le financement de la Banque mondiale, et je suis d'accord avec toi sur le rôle néfaste de la DS dans ces forums. Mais on peut aussi y rencontrer des gens intéressants, y impulser des campagnes internationales, comme, par exemple, le mouvement de défense de l'Amazonie, etc. Cette gelée sert quand même à quelque chose.* » Comment répondre à cet argument ?

— L'idéologie politique du SU s'article autour de l'identification classe-appareils, retirant toute responsabilité aux appareils pour la mettre sur le dos des masses. De cette manière, ils désarment la classe ouvrière. On le voit clairement ici, au Brésil. DS manipule les illusions que les masses ont sur le gouvernement qu'elles continuent à considérer comme le leur. Le rôle de Rossetto est très clair dans ce sens : il faut un ministre pabliste, « de gauche », pour faire avaler une politique qui, sur un tel sujet, considéré depuis toujours comme le plus prioritaire, n'est ni plus ni moins que la poursuite de la politique favorable à l'agro-négoce, aux grands propriétaires, contre les sans-terre. Dans l'alternative « capituler ou abandonner le PT », les pablistes sont le fer de lance de la capitulation. Les morénistes jouent un rôle symétrique, identifiant eux aussi masses et appareils ; ils disent : le parti, c'est fini, les jeux sont faits, il n'y a plus rien à défendre..., aidant ainsi l'appareil à empêcher que la classe se saisisse de ses organisations. Je ne sais pas s'ils ont un rôle aussi important dans d'autres pays, mais ici, au Brésil, ils jouent selon moi un rôle réactionnaire, peut-être encore plus important que le SU.

— Je me suis rendu compte, à la lecture de l'article de *La Vérité*, que nous n'avions pas toute la dimension du nouveau rôle du SU.

Selon moi, c'est directement relié à notre appréciation selon laquelle « sans les appareils, l'impérialisme ne pourrait parvenir à ses fins ».

Le SU a toujours joué un rôle réactionnaire, à commencer, dans les années 1950-1952, par la destruction de la IV^e Internationale comme organisation centralisée, puis vis-à-vis de la révolution politique (en Allemagne, en Hongrie, en Pologne...).

Mais, depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement de la bureaucratie du Kremlin, de satellite du stalinisme, le SU est passé à un autre stade. Ne vous êtes-vous jamais posé la question suivante : parmi les dirigeants du SU, ici, au Brésil, combien ne sont pas permanents au titre de l'appareil, dans les cabinets ministériels, au niveau fédéral, des Etats, municipal... ou bien permanents d'une des innombrables ONG ? Vous connaissez tous la blague selon laquelle, quand vous rentrez dans un cabinet ministériel aujourd'hui, il y a une chance sur deux que le premier type que vous rencontrez soit à DS, une sur trois que le deuxième le soit aussi, une sur quatre que le troisième, etc. Je ne sais pas ce qu'il en est ailleurs, mais ici, c'est comme cela. Si les conditions d'existence déterminent la conscience, les conditions matérielles d'existence de DS déterminent son programme.

— Au point de départ, je trouvais l'article de *La Vérité* peut-être un peu exagéré. Mais en réfléchissant, il est de plus en plus clair que nous devons réexaminer complètement la place du SU. Il y a eu un tournant dans l'existence de cette organisation, ce sont les forums sociaux. Il est si facile d'obtenir de l'argent si on accepte de rentrer dans ce cadre. A partir de là, on est passé d'une situation où DS était le « trotskysme light », dont l'appareil avait besoin (dans le genre : voyez ces trotskystes, ils sont raisonnables, ce n'est pas comme ces empêcheurs de tourner en rond de *O Trabalho* !), à une situation dans laquelle DS est devenu l'idéologue et le maître d'œuvre des forums sociaux et de la démocratie participative. Autrement dit des instruments de destruction des organisations ouvrières indépendantes. Leur place nouvelle est là.

J'ajouterai à ce qu'a dit le camarade tout à l'heure : ce n'est pas seulement la « novela » (*feuilleton — NDT*) de la Globo, c'est aussi le « *Jornal nacional* » (*informations télévisées — NDT*) qui fait tous les jours la promotion des ONG et de la démocratie participative.

— Pourquoi l'existence du PT concentre-t-elle toute la situation aujourd'hui ? La classe ouvrière n'est classe que par son organisation. Cela signifie qu'en dernière analyse, toute lutte en soi ne peut aboutir qu'à la défaite si elle n'est pas organisée. La lutte pour défendre bec et ongles l'organisation de la classe ouvrière constitue le b.a.-ba du trotskysme. Dans cette lutte, la classe se heurte aux appareils. Nous en vivons actuellement une brûlante illustration au Brésil.

Dans un article intitulé « *Classe, parti, direction* », à propos de la révolution en Espagne, Trosky souligne qu'« *une direction se constitue au travers des heurts entre différentes classes ou des frictions au sein d'une classe donnée. Mais, aussitôt apparue, la direction s'élève au-dessus de sa classe et subit de ce fait la pression et l'influence d'autres classes.* »

Et il écrit : « *Le prolétariat peut "tolérer" pendant longtemps une direction qui a déjà subi une totale dégénérescence intérieure, mais qui n'a pas eu l'occasion de la manifester au cours de grands événements. Il faut un grand choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution.* »

Nous sommes en plein dans des grands événements de cette nature. Mais même dans une telle situation, la classe ouvrière ne peut improviser une nouvelle direction. C'est l'impasse dans laquelle les Baba, Luciana Genro et le PSTU cherchent à entraîner toute une avant-garde qui se voit aujourd'hui confrontée à l'appareil et qui cherche une issue. Nous avons, quant à nous, construit une réponse théorique et pratique à cette tâche immense : ce que nous appelons la méthode de la transition sur le terrain même de la construction du parti. C'est cette orientation qui a justifié pour nous notre participation, à égalité avec tous les autres courants du PT, à la formation, il y a vingt ans, de ce parti et à sa construction dans les plus grandes luttes de classe de ces vingt dernières années. C'est cette même orientation qui s'exprime aujourd'hui dans notre participation à « *Resgate o PT* », toujours à égalité avec toutes les composantes du parti qui veulent préserver ce parti tel qu'il a été fondé, tel que les masses s'en sont saisi le 27 octobre pour s'ouvrir une issue.

Le mot d'ordre des bolcheviks : « *Rompez avec la bourgeoisie et nous vous promettons tout notre appui inconditionnel* », s'exprime aujourd'hui dans cette exigence : « *Pas une seule exclusion, non à la scission. Il peut y avoir des positions différentes face aux problèmes auxquels le pays, les travailleurs et le parti sont confrontés. Discutons. Totale liberté de discussion, personne ne doit être exclu. C'est cela le parti.* » C'est ce que nous répondons à Genoino. Tout en préservant notre totale indépendance, exprimant notre position sur toutes les questions : PEC-40, réforme agraire, ALCA, dette, FSM...

— Je crois que nous devons être très concrets en ce qui concerne la question des « forum sociaux », de la « démocratie participative ». Parce que beaucoup de ceux qui y voient une réponse aux défis de la situation actuelle le font en toute bonne foi. Il nous faut être concrets et précis. On ne combattra pas avec des formules générales.

Dans la ville où je milite, dans l'Etat de Parana, le Parti des travailleurs a eu de très bons résultats aux élections municipales en 2000. Nous avons élu le maire et deux conseillers municipaux sans aucune coalition avec la droite. Ce résultat a été obtenu grâce à une lutte victorieuse dans les années 1998-1999 contre la privatisation de l'eau. La victoire a engendré de très grands espoirs parmi la population, qui en attendait une meilleure qualité en ce qui concerne la santé, l'éducation, l'alimentation d'eau, l'urbanisation, etc.

La première année a été mis en œuvre tout ce qu'on peut imaginer de politique sociale compensatoire et immanquablement de « démocratie participative ». Cette année-là, nous avons mené un large débat dans le parti et dans la société, expliquant ce qu'étaient les politiques sociales compensatoires et la démocratie participative. Mais nous ne sommes pas parvenus à convaincre les adhérents du PT, et encore moins la municipalité, au sein de laquelle une dirigeante du SU prônait au contraire avec ardeur la méthode du budget participatif. DS a commencé à répandre des calomnies contre nous, disant que nous étions contre la municipalité. Notre réponse s'est située sur le terrain pratique. Nous avons organisé les habitants pour aller chercher des réponses aux revendications. La campagne de calomnies de DS avait sans doute aussi quelque chose à voir avec notre opposition au versement de fonds publics aux ONG, qui, dans les années 2001 et 2002, représentaient déjà 10 % du budget

annuel. Nous réclamions, au contraire, la municipalisation des services rendus par ces ONG. Il faut rappeler qu'à ce moment, la population avait une grande confiance dans la nouvelle municipalité.

Les premières assemblées du budget participatif ont été convoquées. La ville a été divisée en régions, et sur cette base ont été définies les priorités de chaque région. Peu après, il a fallu les adapter au budget. La majorité des demandes ne pouvaient être satisfaites parce qu'il n'y avait pas assez de moyens pour cela. Il est apparu que ceux qui devaient prendre la responsabilité de décider les refus et les coupes claires étaient les délégués élus par les régions. Or la majorité d'entre eux étaient les leaders d'associations populaires. Ils croyaient avoir été élus pour représenter les intérêts des habitants de leurs quartiers. Alors, ceux à qui nous avions réussi à expliquer, à partir de l'exemple de Porto Alegre en particulier, ce qu'était le budget participatif et en quoi il servait à diviser les habitants, les travailleurs, et à démoraliser leurs organisations, ceux-là commençaient à se méfier. Mais ils étaient disposés à patienter encore un peu.

Le temps a passé et nous avons continué à adresser à la municipalité les demandes des commissions de quartier. DS nous accusait de « paternalisme ». Dans la discussion salariale avec les fonctionnaires, la municipalité a fait valoir la loi de responsabilité fiscale (*LRF, qui fait obligation aux municipalités et aux gouvernements d'Etat du Brésil de limiter leurs budgets pour payer la dette fédérale — NDT*). Elle a refusé de satisfaire les revendications, ainsi que les demandes adressées au budget participatif.

En 2002, quand ils ont vu que même les demandes adressées l'année précédente ne seraient pas satisfaites, les militants, qui s'étaient tout d'abord engagés dans le budget participatif, sont retournés dans leurs quartiers. Mais ils y ont trouvé une population qui n'était pas prête à entendre l'argument selon lequel « il n'y avait pas assez d'argent », révoltée par le fait d'avoir été trompée.

C'est alors qu'ont commencé à tomber les illusions dans la « démocratie participative ». Et certains ont commencé à nous dire que nous avions raison. Notez bien que ce n'était pas rien que cette démarche : ces militants du mouvement populaire étaient intervenus l'année d'avant au conseil municipal contre mon mandat de conseiller municipal, nous accusant de

mensonge pour avoir diffusé un compte rendu de mandat où nous expliquions pourquoi le budget était insuffisant.

A ce moment, les inspireurs du budget participatif ont essayé d'expliquer que le problème, c'était « la coordinatrice ». Ils en ont fait venir un nouveau. Devinez d'où ? De Porto Alegre. La coordinatrice qu'ils accusaient d'incompétence était une dirigeante historique du mouvement populaire. Quand elle est revenue dans son quartier, elle a été rejetée par la population. Tel est le résultat de la « démocratie participative » : la démoralisation des militants ouvriers.

Le fait est qu'en août dernier, la « conférence municipale » a été un véritable fiasco : seul y ont participé la municipalité et une demi-douzaine d'habitants, aucune organisation. Récemment, le PT a fait un sondage d'opinion, d'où il ressort le rejet total et complet de la municipalité.

Grâce à notre persistance, en expliquant concrètement ce qu'était le budget participatif, sans agresser ceux qui croyaient que c'était là une solution, en mobilisant sur les revendications réelles, nous avons gagné une audience considérable auprès des organisations sociales. Et, le plus important, nous avons empêché qu'elles soient intégrées en tant que telles dans le budget participatif comme le voulait DS.

— Pour revenir sur la question des forces productives : les questions portant sur le travail vont au-delà du fait qu'il y en a ou pas. Quels types d'emplois sont créés aujourd'hui, sur la base de la destruction de centaines de milliers d'autres dans l'industrie ? Dans mon entreprise, il y a maintenant des gars qui travaillent deux heures par jour.

L'industrie automobile doit être étudiée en particulier. Historiquement, l'industrie automobile, à quelques exceptions près, s'est concentrée à São Paulo. Le problème, pour le capital, c'est que les travailleurs y ont conquis une longue histoire de résistance et de conscience de classe.

Avec la crise économique et l'ouverture des marchés pour l'exportation, dans les années 1990, de nombreuses entreprises qui n'opéraient pas encore au Brésil s'y sont intéressées.

Le gouverneur du Parana, Jaime Lerner (PFL, droite), a eu quelques « succès » dans ces négociations avec les multinationales en

leur offrant toute une série d'avantages. Il leur a accordé la concession des terrains où ont été installées les usines et l'apport de capital public sous forme d'achat d'actions à des taux intéressants pour le capital, comme pour Renault, par exemple. Le cas de Renault comporte en outre un scandale écologique, puisque les terrains cédés à l'entreprise correspondent à une vaste réserve dont la préservation était fondamentale pour l'approvisionnement en eau de la capitale de l'Etat, Curitiba.

Les promesses de développement et de création d'emplois qui « justifiaient », aux yeux de Lerner, un tel effort public, un tel transfert de fonds publics pour le privé, ont abouti pour la plupart à une grande frustration. Je ne dirai pas que cela n'a abouti à aucune création d'emploi, mais le « coût » pour l'Etat de chaque emploi créé a été exorbitant, dans la mesure où les multinationales en ont en réalité créé beaucoup moins que ce qu'elles avaient annoncé. Ces entreprises fonctionnent sur la base du *global sourcing*, produisant une partie de leurs pièces dans d'autres endroits du monde. Elles emploient en masse des travailleurs en sous-traitance. Selon la méthode du *just in time*, les pièces qui sont fabriquées au Brésil ne le sont pas nécessairement par la marque principale, qu'on n'appelle plus d'ailleurs fabricant, mais « usines de montage ». Sur le même site, on trouve maintenant plusieurs entreprises, chacune responsable pour une partie de la production. Ce qui a comme conséquence le fait qu'au lieu d'être tous organisés dans le même cadre syndical — le syndicat CUT de la métallurgie, par exemple —, les travailleurs se retrouvent pulvérisés entre divers syndicats (par exemple, la chimie pour les ouvriers sous-traitants qui peignent les carrosseries), une bonne part de ces « syndicats » étant directement des syndicats patronaux.

Chrysler est un exemple frappant de cette nouvelle génération d'emplois. Ils se sont installés à Campo Largo, au Parana. Ils ont dispersé les travailleurs de la manière que je viens de montrer. Ils ont exigé un syndicat de la métallurgie spécifique de Campo Largo. Comme il n'y a aucune autre activité métallurgique dans cette ville, c'est en réalité un syndicat Chrysler. Chrysler se trouvait déjà à ce moment dans une situation de crise à l'échelle mondiale. Résultat, l'entreprise est aujourd'hui complètement désactivée.

Outre la recherche de main-d'œuvre bon marché, non organisée, cet exemple montre le caractère « volatile » de ces prétendues « créa-

tions d'emplois », que les multinationales baladent d'un pays à l'autre sans la moindre hésitation.

— Cette discussion vient au bon moment. Un moment historique au Brésil. Pour la première fois, les travailleurs sont parvenus à mettre leur parti au gouvernement, avec notre participation effective au combat pour arriver à ce résultat, sur une orientation indépendante — nous avons combattu et formulé clairement ce qui était l'aspiration de tous : un gouvernement PT qui rompe avec le FMI —, les travailleurs, les jeunes ont eu le sentiment qu'ils allaient pouvoir prendre en main leur propre sort.

Moi qui suis un militant syndical dans la fonction publique — une catégorie qui a fait à 100 % campagne pour Lula —, je peux vous dire qu'aujourd'hui, après la PEC-40, les esprits sont autrement plus aiguisés. « *Pardon pour les fraudeurs, punitions pour les travailleurs* », c'est le slogan que les collègues de mon service ont accolé à la PEC-40. « *Ce n'est pas mon PT* », ne cesse de répéter un collègue. Le mot d'ordre « *Se réapproprier le PT* » sonne parfaitement bien aux oreilles des adhérents du PT avec lesquels je discute. Ils veulent que le PT redevienne « leur » PT. La classe ouvrière a besoin de ses organisations, partis et syndicats. Le manifeste sert à ouvrir une issue pour tous les adhérents du parti en indiquant que le combat n'est pas fini.

— Notre force, c'est notre programme, notre organisation. Quand j'étais perdu, dans une rue sans asphalte, sans numérotation, cherchant un adhérent PT que je voulais faire adhérer au manifeste, ce qui me confortait, c'était la certitude que dans tous les coins du pays, d'autres militants de *O Trabalho* étaient engagés dans la même bataille, cherchant comme moi de nouvelles adhésions. Un parti, c'est un corps collectif où toutes les parties doivent avancer ensemble. Si des militants éprouvent des difficultés, le dialogue, la discussion, l'élaboration collective ont pour but de les aider à les surmonter. C'est plus important que jamais parce que, aujourd'hui, la confusion est grande. Rien n'est simple. Notre programme nous donne une solide méthode pour agir, ce n'est pas un bréviaire, nous avons à construire sur cette base des réponses nouvelles à de vieilles questions qui se posent chaque fois d'une manière imprévisible. C'est ce que j'attendais de cette école et je ne suis pas déçu.

Brésil :
à quelques semaines du premier anniversaire
de l'élection de Lula à la présidence

C'est le Parti des travailleurs qui est en jeu

Par Anisio Garcez Homen

Dans nos précédents numéros (n° 32 et n° 33), nous avons analysé la situation ouverte par le vote de 53 millions de travailleurs, de jeunes, de sans-terre, de *favelados*..., qui ont porté, le 27 octobre 2002, Lula, le candidat du PT, à la présidence de la République du Brésil. « *Le Brésil à un carrefour* », écrivions-nous au lendemain de cette victoire. Six mois après cette élection, analysant lucidement les contradictions qui s'exprimaient de manière de plus en plus pressante, le camarade Miguel Luna titrait son article : « *Les nuées de l'orage s'amoncellent.* » Où en est-on aujourd'hui, presque un an après l'arrivée de Lula à la tête de l'État ?

Tout se concentre sur l'existence même du PT.

Loin de répondre aux exigences pressantes, vitales, des larges masses de la population, le gouvernement Lula se coule au contraire chaque jour davantage dans le moule préétabli des diktats du FMI, de la Banque mondiale et de Washington, comme le montrent en particulier le renoncement à tout pas concret, même le plus minime, dans la mise en œuvre de la réforme agraire et la honteuse réforme des retraites, approuvée en première lecture à la Chambre des députés.

Les masses, elles, cherchent par la grève, comme les fonctionnaires, par les occupations de terres, par la manifestation, comme les jeunes à Bahia, à réaliser ce pourquoi elles ont élu ce gouvernement, faire enfin valoir leurs droits.

En même temps, elles s'interrogent : « *Comment est-il possible que le gouvernement Lula fasse ces choses ?* » « *Comment peut-on en arriver au point d'envisager l'exclusion des parlementaires qui s'opposent à la "contre-réforme" des retraites, en restant fidèles à la position qui a toujours été la nôtre, celle du PT et de la CUT ?* » Les masses s'interrogent et les militants encore plus.

Face à cela, toutes les forces s'unissent dans un seul et même objectif : barrer la voie permettant aux travailleurs, aux militants de se réapproprier le PT.

Les pablistes de Démocratie socialiste (1), dans une note publique, donnent leur aval au vote en faveur de la « réforme » des retraites. Sauf deux d'entre eux, qui se sont abstenus (2), tous les députés de Démocratie socialiste ont en effet voté en faveur de cette contre-réforme qui remet en cause le système des

retraites au Brésil. Ils ont accompagné leur vote d'une honteuse déclaration : « (...) *La lutte sociale et l'action des parlementaires ont produit des avancées importantes dans ce texte (...). Mais la proposition est encore insuffisante (...). Cependant, pour un impératif de discipline de parti et du fait que nous estimons que la discussion sur le cours suivi par notre gouvernement n'est pas close, mais au contraire s'accroît et prend une forme définie, dans le débat sur la politique économique, nous votons le projet de réforme des retraites.* »

Dans une note datée du 7 août, la coordination nationale de Démocratie socialiste avalise ce vote et le justifie de la manière suivante : « *La position de DS est de voter en accord avec les délibérations du parti, manifestant de façon distincte les désaccords de contenu et une vision alternative de la relation du parti avec les forces sociales (...). En cohérence avec cette trajectoire et dans la perspective de continuer une lutte historique, DS a défendu le vote en accord avec les délibérations du directoire national (du PT) et a signé la déclaration de vote avec l'ensemble des autres camarades.* »

Les morénistes du PSTU (3) tentent, eux, de canaliser la résistance dans l'impasse du renoncement à la lutte pour le PT.

L'appareil, quant à lui, poursuit sa tentative de discipliner le parti, mettant en cause son existence même.

Mais la situation est telle que, même si le ministre de la Réforme agraire, Miguel Rossetto, membre de Démocratie socialiste, déclare qu'il va respecter la décision du Tribunal fédéral (STF) annulant l'expropriation des 13 000 hectares de la grande propriété agraire Sao Gabriel, les sans-terre, de leur côté, multiplient les occupations.

De même, les ouvriers de Volkswagen, qui ont cherché à s'opposer aux licenciements. De même, les fonctionnaires qui n'acceptent pas et poursuivent la lutte contre la PEC-40. De même, les jeunes collégiens qui n'acceptent pas l'augmentation des tarifs des transports qu'on prétend leur imposer...

Toute la situation tient dans cette contradiction, au centre de laquelle il y a l'avenir immédiat du PT.

C'est dans ces circonstances que plus de 3 000 militants et responsables du PT, de tous les courants du parti, Articulation de gauche, Articulation, *O Trabalho*, Force socialiste, Démocratie socialiste..., parmi lesquels des députés, des maires et conseillers municipaux, des syndicalistes, des dirigeants de mouvements de grève en cours, dont certains sont des fondateurs du PT, ont à ce jour signé le manifeste posant pleinement la question clé de toute la situation, « *Se réapproprier le PT* ». Ils déclarent en substance : « Nous sommes le PT. On peut discuter de tout. Nous sommes convaincus pour notre part qu'un gouvernement PT ne devrait pas hésiter à chercher l'argent où il est : dans les intérêts de la dette externe, dans les biens de ceux qui doivent de l'argent à l'INSS (Sécurité sociale), dans la fuite illégale de capitaux par la CC5 (dispositif légal permettant toutes les fuites de capitaux)... Un gouvernement du PT devrait adopter des mesures connues comme la centralisation des changes, des mesures aussi simples que le non-renouvellement de l'accord avec le FMI qui arrive à échéance en novembre. C'est notre position. Mais nous

(1) Démocratie socialiste est un courant du Parti des travailleurs qui regroupe les partisans du Secrétariat unifié au Brésil.

(2) Rappelons que le gouvernement Lula tente de faire adopter une réforme des retraites, la PEC-40, qui porte profondément atteinte aux droits des travailleurs et ouvre la voie aux fonds de pension. Une réforme à laquelle le PT lui-même s'est toujours opposé jusqu'à présent. La CUT l'a rejetée. Les fonctionnaires ont massivement fait grève dans tout le pays durant plus d'un mois pour le retrait de la PEC-40. Des centaines de milliers d'entre eux, avec leurs syndicats, sont montés par deux fois à Brasilia pour exiger des députés qu'ils rejettent cette contre-réforme. Le vote a eu lieu en première lecture à la Chambre des députés. Trois députés du PT ont voté contre. Ils sont menacés d'exclusion par la direction du parti, de même que la sénatrice Heloisa Helena, qui a d'ores et déjà annoncé qu'elle voterait contre au Sénat. Huit députés du PT se sont abstenus. Ils ont été suspendus pour une période de deux mois. Parmi ces députés sanctionnés, Heloisa Helena et trois députés sont membres du courant Démocratie socialiste.

(3) Le Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU) a été constitué par les militants du courant moréniste (du nom du dirigeant argentin Moreno, aujourd'hui décédé, qui fut un dirigeant du Secrétariat unifié, qui a rompu avec le SU et, après une courte période de rapprochement avec la IV^e Internationale, a préféré se réfugier dans un « national-trotskysme », combinant le sectarisme et l'opportunisme le plus plat vis-à-vis de l'appareil stalinien argentin en particulier). Le courant moréniste était lui aussi membre du PT. Il a choisi de désertir le PT, il y a onze ans, en accord avec la direction du PT, avec laquelle ils ont négocié leur sortie.

n'en faisons pas une condition pour agir en commun pour "se réapproprié le PT". La situation n'est pas facile, nous le comprenons. Mais ce qui a caractérisé le PT dès son origine, c'est la libre discussion, la démocratie. Les exclusions sont inacceptables. Ce serait la dénaturation complète de notre parti. »

Depuis que cet appel a été lancé, des centaines de militants et responsables y ont adhéré, des directoires locaux, municipaux du PT (4) ont déclaré publiquement qu'ils n'acceptaient pas les exclusions et qu'ils affilieraient les parlementaires exclus, continuant de les considérer

comme membres à part entière du parti. C'est de l'existence même du PT qu'il s'agit et, à travers lui, c'est le sort du mouvement révolutionnaire des masses au Brésil. Une question qui dépasse, bien entendu, le Brésil, qui concerne en réalité les travailleurs et militants du monde entier.

(4) Il s'agit des organismes de direction du PT au niveau du quartier, de la localité, de l'Etat — rappelons que le Brésil est une fédération —, avec, à son sommet, le directoire national, instance suprême du parti entre deux congrès, et la commission exécutive nationale, chargée de diriger le parti entre deux sessions du directoire national.

Chronique des événements de ces dernières semaines

150 MILITANTS ET CADRES DU PT LANCENT UN MANIFESTE : "SE RÉAPPROPRIER LE PT"

C'est à la mi-août que des militants du PT ont évoqué l'idée d'un manifeste, « *Se réapproprié le PT* ». Des discussions se sont menées. L'idée a fait son chemin.

Un membre du courant *O Trabalho*, courant IV^e Internationale du PT, précise : « *Nous avons une lourde responsabilité et en même temps un vaste terrain d'accord avec des milliers de militants et de cadres du parti. Des camarades de différents courants m'ont dit être d'accord avec l'initiative du manifeste. Une militante de Démocratie socialiste m'a dit qu'elle trouvait excessives nos critiques adressées à son courant, mais, elle est d'accord avec le manifeste et elle en pris des exemplaires pour le faire connaître. Cette semaine, lors d'un débat à l'université de São Paulo, le président du syndicat des professeurs d'université m'a donné également son accord en déclarant qu'il ne renoncerait pas au PT et se battra jusqu'au bout.* »

PENDANT CE TEMPS-LÀ, À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS...

Pendant ce temps-là, à la Chambre des députés, le gouvernement faisait le forcing pour faire passer à tout prix sa contre-réforme des retraites. Les fonctionnaires continuaient la grève avec leurs syndicats et la CUT elle-même pour en exiger le retrait.

Les députés du PT qui avaient voté contre ou qui s'étaient abstenus faisaient savoir, avant le passage en seconde lecture, qu'ils ne changeraient pas de position.

« *Les rebelles vont s'abstenir de nouveau et le PT doit les punir* », titrait le journal *O Estado* (15 août), qui rapportait la situation de la manière suivante :

« "D'un côté, le noyau dur du gouvernement veut nous punir, de l'autre, les fonctionnaires nous appellent à voter contre la réforme des retraites", explique Chico Alencar (député PT de Rio, qui s'est abstenu au premier tour). Dans les rangs du PT, il n'y a pas consensus sur la punition qui doit être appliquée au groupe des huit (qui se sont abstenus, NDT).

Pour Genoino, ils ont rompu avec le pacte du parti et doivent supporter le fardeau de leur décision. Selon le ministre de la Prévoyance, Ricardo Berzoini, les abstentions des députés ont été un "tir dans les jambes", "c'est un comportement qui s'oppose aux statuts du PT".

De l'autre côté, le président de la Chambre des députés, João Paulo Cunha (PT São Paulo), est un de ceux qui tentent de calmer la bagarre. "Le PT doit rechercher la paix, ne punir personne et aller de l'avant", dit-il. "Arrêtons de chercher qui a voté comme ci ou comme ça ». Pratiquement, cependant, la punition que défendent une bonne part des modérés pour les huit, est la perte de l'étiquette PT pour un an (perte du droit de se présenter au nom du PT, NDT). Non sans motif : nombre d'entre eux demandent à être candidats au nom du PT, en 2004, aux élections municipales. S'ils sont punis, ils ne pourront même pas concourir à la pré-candidature. »

Le même jour, *O Estado* annonçait également : « *Le STF (Tribunal suprême fédéral) annule une expropriation signée par Lula. » « Par 8 voix contre 2, les juges du STF ont confirmé la nullité de l'expropriation de cinq fazendas dans la région de São Gabriel, dans l'Etat de Rio Grande do Sul. L'expropriation, signée le 19 mai par Lula, était considérée comme la plus importante jamais opérée dans cet Etat. Elle portait sur une aire de 13 100 hectares », avec ce commentaire en titre : « Les ruraux euphoriques, les sans-terre révoltés ».*

Le lendemain, commentant cette décision du tribunal, dans la *Folha de São Paulo*, le ministre Rossetto déclarait : « *Nous respectons la décision de justice. »*

**“LE PATRIMOINE HISTORIQUE DU PT
NOUS APPARTIEN À TOUS !
AUCUNE EXCLUSION !”**

Le 9 septembre, dix jours, après le lancement public du manifeste « *Se réapproprier le PT* », dans le grand auditorium du siège national du PT, ce dernier enregistrait de nouvelles adhésions, parmi lesquelles celle de Chico de Oliveira, économiste, professeur à l'université

de São Paulo et fondateur du PT, et celle du député Naluh Gouveia, du lointain Etat d'Acre, dans l'extrême nord-ouest de l'Amazonie.

Dans un article intitulé « *Solides et liquides* », publié dans la *Folha de São Paulo* (2 septembre), le journaliste Janio de Freitas notait que « *le manifeste défini par ses signataires comme un "signal d'alarme", lancé initialement par 2 300 adhérents du PT contre le cours du gouvernement et du PT lui-même, n'a rien de divisionniste, comme on a essayé tout de suite de l'en accuser. »*

Des dirigeants du parti manifestaient quant à eux leur attention pour ce manifeste, et une certaine presse tentait de le disqualifier en prétendant que ses initiateurs auraient été « *contre y compris la candidature Lula.* »

Le président du PT, Genoino, reconnaissait que « *le patrimoine historique du PT appartient à tous* » (*O Estado*, 1 septembre). « *Oui, Genoino, ce parti nous appartient à tous, ont aussitôt déclaré les initiateurs du manifeste. C'est notre parti. Notre "patrimoine" commun. Nous sommes tous le PT et voulons continuer le PT. C'est pour cela que nous sommes contre et n'acceptons pas les sanctions de parlementaires, les suspensions et les exclusions qui en préparent d'autres et la scission du PT. Nous sommes tous PT.*

Oui, nous avons lutté, tout le monde le sait, pour amener le PT au gouvernement, avec Lula président, parce que c'est notre parti, le parti que nous voulons préserver des exclusions et de la scission. On peut ne pas être d'accord avec nous. Peut-être avons-nous raison, peut-être avons nous tort. Discutons. C'est cela le PT que nous avons construit, dans la complète liberté d'expression !

C'est dans cet esprit ouvert, discutant de la nécessité de défendre la démocratie et l'histoire du PT avec tous les adhérents à quelque courant qu'ils appartiennent, que nous allons maintenant multiplier les meetings locaux de lancement du manifeste. » Suivait la liste des 17 premiers meetings déjà convoqués à cette date.

Alors que le gouvernement s'appêtait à renouveler l'accord avec le FMI qui étrangle littéralement le pays, alors que les taux d'intérêt maintenus artificiellement élevés pour satisfaire les « marchés » entraînent le pays

dans la récession, alors que la tension ne cessait d'augmenter dans les campagnes, où les sans-terre font face à de véritables milices armées par les grands propriétaires, alors que la justice laissait les tueurs continuer leurs exactions (le nombre d'assassinats de sans-terre est déjà plus élevé que pour toute l'année dernière), tandis qu'elle emprisonnait José Rainha, l'un des principaux dirigeants du MST, sa femme Diolinda et 27 autres dirigeants du MST..., les interrogations et les inquiétudes se faisaient de plus en plus nombreuses et pressantes dans le PT. Il ne s'agissait plus seulement du manifeste, ni même de la « gauche du PT ». Elles ont commencé à se manifester jusque dans les rangs de l'Articulation, le courant lié à Lula, actuellement majoritaire dans le parti.

“LE BUDGET 2004 N'A PAS LA TÊTE DU PT, MAIS À PEINE LA SILHOUETTE”

« La pression du groupe modéré divise le PT » rapporte *O Estado*, le 10 septembre.

Rendant compte d'une réunion à Florianopolis des députés de ce qui s'appelle le « camp majoritaire », formé par les parlementaires de l'Articulation (lulistes) et ceux de Démocratie radicale (Genoino), *O Estado* rapporte :

« L'intention de députés de l'aile modérée du PT de créer un mouvement interne pour inverser ce qu'ils appellent l'“inertie” du parti devant la gestion quotidienne du gouvernement a divisé le groupe PT à la Chambre

des députés entre ceux qui ont applaudi et ceux qui ont condamné l'initiative.

“Il est visible que l'inconfort va se répandre dans le groupe parlementaire”, observe le député Chico Alencar (RJ), l'un des huit suspendus du PT (...).

Quant au président du groupe parlementaire, João Paulo Cunha (SP), il dit lui-même que “le budget 2004 n'a pas la tête du PT, mais à peine la silhouette”. “Cela suffit à mesurer la difficulté”, conclut Alencar. »

LE FMI FAIT MONTER LA PRESSION

Du coup, le 19 septembre, *O Estado* se plaint que « les réformes perdent le rythme ». Situation qui, selon ce journal, « préoccupe le Planalto (siège de la présidence, NDT) ».

« Le vote de la réforme des impôts n'a même pas été conclu à l'Assemblée des députés. Et les leaders du gouvernement, de l'Assemblée et du Sénat admettent déjà publiquement que la proposition sera finalement réduite à l'approbation d'à peine quatre points essentiels pour équilibrer les comptes des gouvernements fédéral et des Etats (...). Ce qui préoccupe le plus le gouvernement, cependant, c'est le rythme lent que le Congrès a imprimé quant à l'appréciation des deux réformes (retraites et impôts, NDT) ces dernières semaines. La proposition concernant les retraites, par exemple, ne devra pas être conclue au Sénat avant la mi- ou la fin novembre. Le calendrier du Planalto prévoyait

Quelques données sur la dette interne et externe du Brésil

La dette publique interne (parmi laquelle les dettes des communes et des Etats, vis-à-vis de l'union) s'élève aujourd'hui à près de 65 % du produit intérieur brut (PIB) et la dette externe (du secteur public et du secteur privé) est supérieure à 55 % du PIB. Autrement dit : la somme de l'endettement global du Brésil est supérieure de 20 % du total du PIB du pays. C'est pour y faire face, autrement dit pour assurer le versement des centaines de milliards de remboursements et d'intérêts qu'exigent les institutions financières internationales et les grandes banques, que Rogoff préconise « les mesures les plus radicales ».

le vote final pour le 8 octobre maximum. »

Le FMI fait monter la pression : « *Le pays restera vulnérable encore très longtemps, déclare le FMI* », titre *O Estado*, le 21 septembre. « *Le Brésil a encore devant lui une longue période de vulnérabilité interne et externe, a déclaré hier l'économiste en chef du FMI, Kenneth Rogoff. Sur un possible nouvel accord avec le FMI, il a déclaré : "Il appartient au Brésil de décider ce qu'il veut faire." Rogoff a fait un éloge appuyé de l'orientation économique du gouvernement Lula, mais il a observé qu'étant donné la dimension de l'endettement interne et externe, il n'est pas possible de résoudre le problème "du jour au lendemain". Pour Rogoff, "bien que le Brésil soit sur le bon chemin, et que son orientation mérite des éloges, il a encore un long chemin devant lui".* »

**REFUSANT LES EXCLUSIONS,
DES DIRECTOIRES MUNICIPAUX DU PT
DÉCIDENT D’AFFILIER
LES PARLEMENTAIRES
QUI SERAIENT EXCLUS**

Dans le PT, le manifeste fait des émules. Après celui de Vila Maria, à São Paulo, et plusieurs autres dans tout le pays, le directoire municipal de São José (Parana) approuve, le 21 septembre, une motion contre les exclusions, invitant ceux qui sont menacés d'être exclus à s'affilier au DM. La motion enregistre qu'« *il y a dans le directoire municipal des camarades qui sont en faveur de la réforme des retraites, d'autres qui sont opposés. Mais tous sont contre les exclusions.* » La motion est adoptée à l'unanimité.

A Delmiro Gouveia, dans le sertão de l'Etat d'Alagoas, région pauvre parmi les plus pauvres, une réunion de six directoires municipaux, réunit 40 participants. Elle approuve une motion d'affiliation de Heloisa Helena.

A Osasco, dans la banlieue de São Paulo, une réunion de 50 adhérents du PT a lieu au siège du parti. A la tribune : Rosa Eleutério, fondatrice du PT et membre de la commission exécutive municipale, Agnério Gaucho, prési-

dent du syndicat des ouvriers d'imprimerie, Mazé, professeur, conseillère municipale PT, membre du courant *O Trabalho*. Des réunions ont été annoncées le 27 septembre dans les communes voisines de Carapicuíba et Barueri, ainsi qu'une réunion « *Les jeunes se réapproprient le PT* ».

Salvador de Bahia, Curitiba, Florianópolis, Brasília, Recife... dans tout le pays se tiennent de telles réunions.

La *Folha de São Paulo* (30 septembre) rapporte la déclaration d'Heloisa Helena, sénatrice du PT, menacée d'exclusion parce qu'elle a annoncé qu'elle ne voterait en aucun cas la réforme des retraites actuellement examinée au Sénat : « *La sénatrice Heloisa Helena a décidé qu'elle ne prendrait pas l'initiative de quitter le parti et qu'elle va concourir à la primaire au sein du PT pour la candidature à l'élection municipale de Maceio. Si elle est réellement exclue après le 3 octobre — situation qui est présentée comme certaine par le sommet du PT —, elle sera dans l'impossibilité de disputer l'élection municipale de Maceio en 2004 (...). Première dans les sondages à Maceio, la sénatrice laisse à Lula et à la direction du PT la responsabilité des dégâts qui résulteraient de son éviction. Elle réaffirme qu'elle n'acceptera aucun diktat de la direction du parti et qu'elle votera contre la réforme des retraites de Lula.* »

Quelques jours auparavant, le 27 septembre, participant à une assemblée du directoire du PT de Vila Maria (São Paulo), convoquée à l'initiative du manifeste « *Se réapproprier le PT* », elle avait salué les 100 militants et responsables du PT présents en déclarant : « *Ce que nous défendons, c'est ce que nous avons appris dans le PT, la démocratie, le respect des opinions, la liberté de discussion. C'est votre résistance et celle de nombreux autres qui nous permettent d'affronter la commission de contrôle.* »

L'enjeu est grand : il s'agit, ni plus ni moins, du sort du PT et, à travers lui, du sort de la lutte de la classe ouvrière, de la jeunesse et du peuple brésiliens, tout le monde le comprend parfaitement.

Anisio Garcez Homen

Quelques réflexions sur le combat politique pour le front unique en Europe

Par Christel Keiser

Incontestablement, les classes ouvrières et les nations d'Europe sont soumises à une offensive sans précédent de la part de l'impérialisme, offensive qui menace leur existence même. La forme que prend cette offensive est la marche à la Constitution européenne, laquelle suppose notamment la remise en cause des droits et garanties, la baisse du "coût du travail", la déréglementation, ainsi que la remise en cause des organisations constituées par les classes ouvrières pour défendre leurs droits et le démantèlement du cadre même des nations.

LA MARCHÉ À LA CONSTITUTION EUROPÉENNE

De toute évidence, c'est aujourd'hui l'Union européenne qui cadre et dicte l'ensemble des politiques économiques et sociales de tous les pays d'Europe, y compris ceux qui ne sont pas immédiatement candidats à l'adhésion. La politique de régression sociale de l'Union européenne s'attache à démanteler toutes les conquêtes arrachées par la lutte de classe dans le cadre des nations. En France, la politique de l'Union européenne en matière d'emploi et

d'industrie a pour conséquence immédiate la désertification industrielle et la soumission aux impératifs des grands groupes, en particulier nord-américains. Ainsi, le gouvernement français a autorisé récemment un nouveau plan de 2 200 suppressions d'emplois à Alstom, entreprise qui emploie plus de 110 000 salariés, dont la moitié en France, en échange d'une recapitalisation partielle. Selon l'Union européenne, le gouvernement français n'avait pas le droit de décider cet apport financier ! Toujours en France, la politique de l'Union européenne se traduit par la marche à la privatisation de la santé, au démantèlement de l'assurance maladie et de l'ensemble de la Sécurité sociale, à la liquidation de l'agriculture.

La marche à la Constitution européenne provoque dans les rangs ouvriers, mais aussi dans la petite paysannerie, dans tous les pays d'Europe, une angoisse grandissante. Plus ou moins confusément — mais avec tout de même une conscience grandissante —, les travailleurs des villes et des campagnes voient de plus en plus dans l'Union européenne l'origine de la remise en cause de leurs droits et de leurs conquêtes consignés, dans le cadre de chaque nation, dans les institutions ouvrières : les conventions collectives, les statuts, les régimes de protection

sociale, et dans l'existence des organisations ouvrières elles-mêmes.

Le problème se pose devant la conscience de millions de travailleurs sous la forme d'une alternative qui, à ce stade, n'est pas encore perçue avec toute la netteté nécessaire, mais qui est le contenu même des luttes de classe dans les différents pays d'Europe : ou bien le corporatisme totalitaire et supranational de la Constitution européenne et de l'Union européenne ; ou bien la préservation et la reconquête de la démocratie, laquelle est inséparable de l'indépendance et des prérogatives des organisations syndicales.

Le projet de Constitution européenne est un facteur d'aggravation considérable de la remise en cause des droits, de démantèlement de toutes les nations en Europe et de toutes les institutions ouvrières. Jusqu'à présent, les directives européennes devaient, pour être applicables, être transposées dans le droit national par les Parlements de chaque pays. Une fois la Constitution européenne adoptée, ses décisions pourront s'imposer dans chaque pays sans passer par le truchement de la ratification des Parlements nationaux. La Constitution européenne prévoit que l'essentiel des domaines concernés par les politiques gouvernementales sera transféré au domaine exclusif de l'Union européenne ou au domaine partagé entre l'Union européenne et les Etats. Le projet de Constitution européenne précise que ce qui relève du domaine partagé (par exemple, le marché intérieur, les transports, la cohésion économique et sociale, les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique) peut faire l'objet de lois nationales dans la mesure où il n'y a pas de loi européenne qui s'applique dans le secteur concerné. C'est donc la loi européenne qui primera sur les lois nationales. Par conséquent, si une loi européenne décrète que le secteur de l'assurance maladie doit être ouvert à la concurrence et que les assureurs privés ont le droit de prendre en charge l'assurance maladie, les travailleurs, les assurés sociaux pourront toujours objecter qu'il existe dans leur pays un système d'assurance maladie qui ne relève pas du secteur privé, il leur sera répondu que cette réglementation est obsolète et que c'est la loi européenne qui s'applique.

Mais, dans le même temps, les classes ouvrières cherchent à résister. Dans les mois qui viennent de s'écouler, la situation en

Europe a été marquée par de grands mouvements de classe. On l'a vu en France avec les grèves du printemps, on l'a vu en Allemagne avec la grève des travailleurs de la métallurgie, on l'a vu en Autriche, en Italie ou encore en Pologne avec la grève des mineurs.

La classe ouvrière, confrontée à une offensive de destruction sans précédent depuis plus d'un demi-siècle, est sur la défensive. Mais, c'est précisément dans cette situation que se trouve posée pour tous les courants du mouvement ouvrier la question de la position qu'ils adoptent devant une telle alternative. Il y a ceux qui s'engagent sur la voie de l'accompagnement des contre-réformes destructrices : secteurs issus de la crise de décomposition du stalinisme, "socialistes" de la deuxième voie blairiste ou de la soumission à l'Europe, à la Schröder ou à la Hollande, et aussi partisans des forums sociaux, pablistes à l'avant-garde de la destruction du mouvement ouvrier organisé.

Mais il y a aussi, à tous les niveaux (y compris parfois de direction), dans les organisations traditionnelles, des militants, des groupes, des dirigeants, qui, face à la menace totalitaire de l'Union européenne, s'engagent sur la voie de la défense de la démocratie. Ils ne partagent pas les positions de la IV^e Internationale, en particulier sur la nécessité de l'expropriation du capital pour en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production. Mais, dès lors que ces militants, groupes et même dirigeants s'engagent dans la lutte pour la démocratie, non en paroles mais en actes, alors, les militants de la IV^e Internationale sont inconditionnellement disposés à forger avec eux l'indispensable front unique, qui, à travers la défense de la démocratie, pose des jalons de la défense de la classe ouvrière comme classe et même de la civilisation humaine, tout simplement.

RETOUR SUR LES "CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES"

Ici se trouve posée la question essentielle du rapport entre la classe ouvrière et ses organisations. La classe ouvrière n'est classe qu'au travers de ses organisations. Mais les travailleurs sont confrontés à la politique menée par les sommets des appareils des

organisations, auprès desquels les gouvernements cherchent des relais pour mettre en œuvre leur politique destructrice. C'est là qu'intervient la question centrale de la politique du front unique.

Qu'est-ce que le front unique ? La classe ouvrière ne peut combattre que si elle réalise son unité. Une politique de front unique vise à aider à la mobilisation des masses pour réaliser l'unité, laquelle ne peut se réaliser que sur la base des revendications définies par les travailleurs avec leurs organisations, sur une voie de rupture avec la classe capitaliste.

Cette question n'est pas nouvelle. D'une certaine manière, Marx et Engels l'ont posée dès le milieu du XIX^e siècle. Elle a fait l'objet de discussions majeures dans les congrès de la jeune Internationale communiste, notamment lors du II^e Congrès, elle est la base même de la fondation de la IV^e Internationale.

Le *Programme de transition* indique la manière dont les militants de la IV^e Internationale doivent mettre en œuvre leur stratégie. Trotsky écrit à ce propos dans le *Programme de transition* :

“De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et la paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie.”

Le *Programme* précise :

“Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste.”

En ce début de XXI^e siècle, si l'on regarde l'orientation suivie principalement par les appareils qui se soumettent aux orientations corporatistes imposées par l'Union européenne, une telle hypothèse de rupture peut sembler à première vue peu probable. Doit-on pour autant l'exclure ? Le *Programme* écrit à ce sujet :

“Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.”

Or les “circonstances exceptionnelles” ne sont-elles pas en train de s'accumuler dans le

monde entier et, en particulier, du fait de la marche accélérée à la Constitution européenne, sur le vieux continent ?

Le capitalisme parvenu à son stade impérialiste en putréfaction conduit la société à la faillite. La bourgeoisie se révèle incapable d'assurer aux peuples les moyens d'une existence décente. Elle n'est même plus à même de supporter l'ordre démocratique, pas plus qu'elle n'est capable à présent de préserver la souveraineté des nations, même des nations impérialistes. C'est dans ce contexte que se trouve mise à l'ordre du jour la nécessité d'une politique de front unique permettant aux travailleurs de se mobiliser dans l'unité pour la défense des organisations qui constituent la classe comme classe, et, par ce biais, de prendre en charge la lutte contre le démantèlement des nations elles-mêmes, et que des secteurs du mouvement ouvrier, à tous les niveaux, cherchent à se dresser contre cette mort programmée de la démocratie et de l'existence même du mouvement ouvrier.

Comment s'exprime la question du front unique ouvrier aujourd'hui ? Nous voudrions soumettre à la discussion quelques éléments de réflexion sur cette question, à partir des développements récents incluant l'activité des militants de la IV^e Internationale.

LA POLITIQUE DU “NEW LABOUR” DÉTRUIT TOUS LES DROITS

En Grande-Bretagne, les congrès des TUC et du Labour Party qui viennent de se tenir ont été marqués par une crise majeure entre la base des ces organisations et leur direction. Historiquement, il existe un lien organique entre les Trade-Unions et le

Quand Marx et Engels expliquent dans le *Manifeste du Parti communiste* quelle doit être la position des communistes à l'égard des partis ouvriers déjà constitués, ils énoncent les principes d'une politique de front unique ouvrier : “*Les communistes ne forment pas un parti distinct opposés aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.*”

Labour Party. Les Trades-Unions ont décidé au début du XX^e siècle de constituer le Labour Party. Aujourd'hui, la confédération des syndicats britanniques (TUC) regroupe près de 8 millions de travailleurs et la majorité des syndicats des TUC sont affiliés au Labour Party.

Le congrès des TUC a toujours lieu quelques semaines avant le congrès du Labour Party, car les décisions prises par le congrès syndical sont considérées comme des mandats pour le congrès du Labour Party. Le congrès des TUC s'est tenu cette année du 8 au 11 septembre. La mise en œuvre de la politique du "New Labour" de Blair, entièrement soumise aux diktats de l'Union européenne, aboutit à l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, au démantèlement de tous les services de santé et des systèmes de protection sociale, à l'accélération de la privatisation du secteur de l'électricité et de la distribution ainsi que des chemins de fer, et à l'engagement honteux de la Grande-Bretagne dans la guerre en Irak, rejeté par de larges secteurs de la classe ouvrière.

Pour résister à ces attaques, la classe ouvrière britannique est amenée naturellement à se tourner vers ses organisations, TUC et Labour. Dans ce contexte, organisations, militants et responsables sont de plus en plus nombreux à exiger le départ de Blair et de son "New Labour". Ainsi, Tony Woodley, le nouveau secrétaire général élu à la tête du TGWU, le syndicat des transports, a déclaré lors de ce congrès :

"Si j'étais le Premier ministre, je me poserais la question de partir à cause de la perte de milliers de vies et de l'incapacité à trouver des armes de destruction massive. La guerre a été illégale, ses prétextes fondés sur de fausses informations. Il faut rendre impossible que, demain, notre pays soit associé à d'autres guerres de ce type."

Lors de la rencontre européenne des 20 et 21 septembre derniers (1), Charly Charalambous, délégué par l'union locale des TUC de Torbay, a insisté sur la volonté de nombreux militants des TUC et du Labour Party de préserver leurs organisations comme des instruments au service de la classe ouvrière et, de ce fait, de la volonté de combattre pour en finir avec la direction Blair du Labour. Il a cité l'article que Tony Woodley a écrit pour *The Guardian* le 4 sep-

tembre dernier, intitulé *"Bien sûr, qu'il y a une alternative politique au New Labour !"* Dans cet article, Tony Woodley explique comment les valeurs fondamentales qui ont présidé à la fondation du Labour Party continuent de s'exprimer aujourd'hui. Elles s'expriment dans le fait que l'immense majorité des travailleurs se dressent contre les plans de réforme des retraites et veulent défendre leurs retraites contre la spéculation financière, que l'immense majorité des syndicats ont pris position pour la renationalisation des chemins de fer et la suppression des aides de finances privées au système de chemin de fer britannique, que la majorité des syndicalistes se sont prononcés pour conserver le système de santé dans le cadre du service public. Pour conclure son article, Tony Woodley affirme :

"Il y a un programme clair en ce qui concerne l'avenir du Labour Party et la place que les syndicats doivent tenir dans cet avenir. Il s'agit de réunir tous les adhérents du parti et autant de membres individuels que possible, ainsi que nos députés, autour des questions essentielles. Ensuite, mener campagne avec le plus grand nombre possible d'organisations et de mouvements adhérents au Labour Party. Réinstaurer la démocratie dans le parti, afin que des solutions alternatives puissent être discutées et enfin adoptées, et ensuite se présenter sur la base de ce programme face à nos ennemis les conservateurs sous une direction que nous aurons mise en place, et qui sera fière de ses traditions et de la politique qu'elle mènera. C'est cela qui sera une réelle alternative."

La résistance au New Labour et la défense de l'indépendance des organisations syndicales trouve également son expression dans la déclaration de Jane Caralan, une des repré-

(1) Les 20 et 21 septembre, à l'initiative de l'Entente Internationale des travailleurs, s'est tenue une rencontre européenne, durant laquelle les délégués de 15 pays ont expliqué la situation à laquelle ils étaient confrontés du fait de la politique de l'Union européenne et les initiatives prises sur le terrain de la lutte de classe et pour la défense des organisations ouvrières. Les militants de la IV^e Internationale ont naturellement été partie prenante de cette rencontre, dont l'objectif était de permettre à des militants ouvriers d'origines diverses de se regrouper dans un cadre de front unique, de fournir un point d'appui pour l'aide à la lutte de classe et de dégager des initiatives concrètes, en particulier contre l'Union européenne et son projet de Constitution.

sentantes de UNISON, le plus important syndicat des TUC, quand elle déclare :

“Les pays de l’Europe ne sont plus régis par des gouvernements démocratiques, mais par la Banque centrale européenne, qui fonde toute sa politique sur des objectifs d’inflation, les limitations budgétaires impossibles à tenir et le chômage... L’Europe de l’euro, c’est la flexibilité, la réduction des dépenses publiques et le chômage. Je ne pense pas que ce soit le programme des syndicats” (2).

“BLAIR DOIT PARTIR”

Lors du dernier congrès du Labour Party, la base a rejeté la réforme du système de santé que Blair voulait imposer, réforme qui autorise les hôpitaux publics les plus performants à opter pour un nouveau statut, qui les rend autonomes, leur permet d’emprunter de l’argent, d’investir, d’hypothéquer leurs terrains et de payer leurs salariés comme ils l’entendent. Une motion réclamant qu’on retire purement et simplement le projet a été adoptée à main levée à une forte majorité. Le texte était présenté par le syndicat UNISON, le plus important syndicat britannique, qui compte 1,3 million de membres, et soutenu par la plupart des organisations syndicales des services publics.

La députée Alice Mahon a dénoncé les mensonges du gouvernement concernant les armes de destruction massive et a dénoncé la guerre en Irak comme un crime.

Tony Woodley, le secrétaire général de TGWU, a répété lors du congrès ce qu’il avait dit lors du congrès des TUC :

“Je maintiens ce que j’ai dit : Blair doit partir.”

Il a insisté sur la nécessité de *“remettre le mouvement ouvrier au centre du parti”*.

Face à l’offensive conjointe de l’Union européenne et de l’impérialisme américain, qui menace l’existence même du mouvement ouvrier britannique, les militants et responsables de type réformiste ou travailliste sont tenus de s’engager sur la voie de la rupture avec Blair, qui concentre la rupture avec l’Union européenne et l’impérialisme américain. C’est là la base d’une politique de front unique, qui a amené les militants de la IV^e Internationale, en commun avec d’autres militants, à lancer la campagne *“Reclaim the*

Labour”. La lettre proposée par ces militants explique :

“Nous voulons nous réapproprier le parti contre Blair et le New Labour, parce que, avec UNISON, nous disons non à la guerre, retrait des troupes d’Irak ! (...) Nous voulons nous réapproprier le parti contre Blair et le New Labour, parce que nous disons non à une réforme des pensions qui implique l’augmentation de l’âge de départ à la retraite à 65 ans, voire 70, comme Bruxelles l’impose, car avec la TGWU, nous disons oui à la restauration du lien entre les pensions de l’Etat et les salaires (...). Nous voulons nous réapproprier le parti contre Blair et le New Labour, parce que nous avons besoin de notre parti et de nos syndicats, et que nous disons non à la rupture du lien, ainsi qu’à toute mesure allant en ce sens (...). C’est pourquoi nous vous invitons à discuter, à développer et à amender cette lettre, pour la signer et la faire circuler lors des congrès des TUC et du Labour Party.”

Ce combat pour se réapproprier le Labour ne peut pas être séparé du combat contre les institutions européennes. Rappelons qu’à l’origine, le Labour Party était totalement opposé aux institutions européennes. C’est le “New Labour” qui a rompu avec cette tradi-

(2) De ce point de vue, il faut souligner que la politique de larges secteurs de ce qu’il est convenu d’appeler l’extrême gauche (liés au SU ou encore aux centristes du SWP) se caractérise par les obstacles qu’ils dressent au mouvement par lequel les travailleurs et les militants cherchent à se réapproprier le Labour. Mark Sermotka, le secrétaire général du syndicat PCS des fonctionnaires, membre de Socialist Alliance (section du SU en Grande-Bretagne), affirme dans une interview au journal *Socialist Workers* : *“Le mouvement anti-guerre a été massif. Nous avons assisté à trois des plus importantes manifestations jamais vues en Grande-Bretagne. Il a uni les syndicalistes, les retraités, les vétérans, des gens de diverses tendances politiques et la communauté musulmane. Ces manifestations étaient monstres. Comment exploitons-nous ça ? Pour moi, le temps est venu d’accroître le mouvement visant à briser le moule et d’offrir aux gens une alternative à la gauche du Parti travailliste. Je pense que c’est un point qui mérite d’être abordé dans le mouvement syndical comme avec les gens qui n’ont jamais adhéré à un parti.”* Partout, les militants du SU se battent pour remettre en cause l’affiliation des syndicats au Labour Party. Leur objectif déclaré est de rompre les liens entre le Labour et les syndicats, et, par conséquent, de contribuer à détruire le Labour Party en laissant les mains libres à Blair et à détruire les syndicats en les transformant en ONG dans le cadre du mouvement antimondialisation.

tion. Aujourd'hui, il existe une proposition de mettre en place neuf Parlements nationaux, qui seraient directement issus des agences de développement régional, qui sont quant à elles déjà en place. Ces Parlements nationaux sont l'application du principe de subsidiarité, qui implique une totale soumission aux décisions prises à Bruxelles.

Le revers imposé à Blair lors du congrès du Labour Party constitue un point d'appui pour combattre cette orientation.

**“LE PARTI SOCIALISTE
DOIT ÊTRE LE PARTI
DES SERVICES PUBLICS”**

La Suisse a en commun avec la Grande-Bretagne que le mouvement syndical y est organiquement lié au Parti socialiste. Comme en Grande-Bretagne, l'offensive destructrice menée par l'Union européenne conduit les masses, pour combattre, à se tourner vers leurs organisations, Union syndicale suisse (USS) et PSS. Mais en Suisse, la menace que fait peser l'Union européenne sur tout ce qui fonde la démocratie et les conquêtes sociales dans ce pays amène le Parti socialiste, en tant que tel, naguère inconditionnel partisan de l'Union européenne, à faire un pas sur la voie de la rupture avec cette politique, en particulier dans les initiatives prises pour aider à la mobilisation de la classe ouvrière contre les mesures de privatisation qui découlent de l'Union européenne.

D'une certaine manière, on assiste à un déplacement vers la gauche du centre de gravité dans les rangs du mouvement ouvrier suisse, aussi bien au plan politique que syndical (il est significatif qu'au même moment se dresse une aile droite qui, autour des pablistes, cherche à subordonner les organisations au forum social et, pour ce faire, fait du combat contre la direction du PSS sa priorité ; ce faisant, il s'agit évidemment d'impuiser le prolétariat suisse).

Bien qu'elle ne soit pas membre de l'Union européenne, la Suisse y est liée par des accords bilatéraux dans certains domaines. Ce qui amène le conseil fédéral, qui se soumet de fait aux directives et au calendrier de l'Union européenne, à entreprendre une vaste politique de démantèlement des services publics et de remise en

cause des droits des travailleurs. Aujourd'hui, le conseil fédéral envisage de relever l'âge de départ à la retraite des femmes de 64 à 65 ans. La volonté de résistance des travailleurs, qui s'était déjà exprimée lors du référendum du 22 septembre 2002, par lequel une majorité a voté, à l'appel du PSS, contre la libéralisation du marché de l'électricité, a été confirmée lors de la manifestation du 20 septembre pour la défense des retraites à l'appel de l'Union syndicale suisse, manifestation qui a rassemblé plus de 30 000 travailleurs. Cette volonté s'exprime également au sein même de l'Union syndicale suisse et du Parti socialiste suisse.

Le congrès de l'Union syndicale suisse a adopté des *“lignes directrices”* relatives aux services publics. Il est écrit dans ce document :

“Notre Etat fédéral a été fondé en 1848 sur les valeurs de la Révolution française. Constitutionnellement démocratique, il a été conçu par ses citoyens majeurs et ses élites comme un Etat prestataire de services (...). Les services publics appartiennent à toutes et à tous. C'est grâce à eux que les citoyennes et citoyens s'identifient à l'Etat. Ils génèrent des prestations visibles et utiles. Chacun(e) y a droit.”

C'est en effet tout le problème. Les *“valeurs de la Révolution française”*, sur la base desquelles l'Etat fédéral a été fondé, doivent être balayées, comme, en France, la République une et indivisible héritière de la Révolution française doit être démantelée. Et cela, nombre de dirigeants du PSS et de l'USS ne l'acceptent pas. Certes, depuis des décennies, ils participent à des coalitions gouvernementales avec des partis bourgeois, lesquelles ont adopté des mesures contraires aux intérêts des travailleurs (3).

Mais, dans le cas présent, il s'agit d'autre chose. Ce qui est exigé des dirigeants socialistes, c'est qu'ils détruisent les bases mêmes sur lesquelles le mouvement ouvrier s'est constitué. Les travailleurs suisses ne l'acceptent pas et, dans leur mouvement de résistance, poussent vers la gauche leurs propres dirigeants.

Jean-Claude Rennwald, vice-président de l'USS et conseiller national socialiste, a affirmé que le PSS devait

“affirmer haut et fort que ses ministres

(3) Le PSS a un représentant au conseil fédéral.

ne sont plus disposés à avaler de nouvelles libéralisations, par exemple de la poste, et qu'ils ne cautionneront pas une 11^e révision de l'AVS au rabais".

L'USS et le PSS ont combattu ensemble la loi sur le personnel fédéral, qui signifiait la suppression du statut de fonctionnaire. Ils ont pris position contre la décision du gouvernement d'abaisser le monopole de la poste. Ils exigent le retrait du plan de fermeture des 18 centres de tri du courrier, qui entraînerait des milliers de licenciements. Ils se prononcent contre la décision du gouvernement de privatiser "le dernier kilomètre" (4) des télécommunications, de séparer l'infrastructure et l'exploitation au niveau des chemins de fer.

Christiane Brunner, présidente du PSS, a déclaré dans une interview :

"Le Parti socialiste doit être le parti des services publics. Nous pouvons et nous voulons avoir une majorité pour nous opposer."

Un communiqué de presse du PSS du 5 octobre relate l'assemblée extraordinaire des délégués du PS à Berne, qui a décidé de lancer un référendum contre la 11^e révision de l'AVS. Pour la présidente du parti, Christiane Brunner,

"le texte approuvé par les chambres fédérales lors de leur session d'automne ouvre la porte au principe d'une retraite à 67 ans pour toutes et tous, et le PS entend bien s'y opposer de toutes ses forces".

C'est à l'unanimité que plus de 180 délégués du PSS ont décidé d'approuver la proposition du comité directeur du parti. L'assemblée a également accepté de dégager un crédit extraordinaire destiné à la récolte de signatures. Il s'agit d'une campagne référendaire pour laquelle le PSS collaborera étroitement avec les syndicats et d'autres organisations proches.

C'est dans ce cadre que des militants syndicaux et des membres du PSS ont décidé de constituer un comité national pour la défense des services publics, contre les privatisations. Le 16 septembre dernier, le comité national a organisé une conférence, avec des candidats et des élus du PSS (la vice-présidente du PSS, la présidente du syndicat des services publics, le président du syndicat des télécommunications et de la poste, le secrétaire syndical de l'union de l'USS), à Berne, pour une majorité et pour un gouvernement du PSS contre les privatisations, pour la défense

des services publics. Lors de cette conférence, le responsable du syndicat de la communication a estimé qu'il était important de soutenir l'appel pour un gouvernement du PS. Il a lancé un appel à la gauche et aux syndicats pour qu'ils lancent et soutiennent un référendum contre la suppression du dernier kilomètre et pour le maintien du monopole de Swisscom.

Cette situation amène un militant de la IV^e Internationale suisse à affirmer :

"Je suis inconditionnellement pour un vote pour le PSS aux prochaines élections fédérales en octobre, pour une majorité du PS contre les privatisations et pour la défense des services publics."

On pourrait citer des phénomènes allant dans le même sens, bien que sous des formes différentes, dans d'autres pays, par exemple en Belgique, où le Parti socialiste était sorti renforcé des dernières élections. Pourtant, le PS est membre d'un gouvernement de coalition, qui mène une politique contraire aux intérêts des travailleurs. Le fait que la centrale syndicale belge (la FGTB) prenne position contre les privatisations et qu'il existe un lien organique entre la FGTB et le PS a eu pour conséquence que la volonté de rupture avec l'Union européenne s'est concentrée dans le vote PS, mandaté en quelque sorte par l'électorat ouvrier et populaire pour rompre avec cette politique.

L'ACTUALITÉ DU COMBAT POUR L'UNITÉ DE L'ALLEMAGNE

En Allemagne, l'ancien ministre des Finances, Oskar Lafontaine, qui avait quitté le gouvernement, car il était en désaccord avec la politique de Schröder, a déclaré sur la chaîne de télévision ARD : "*Schröder doit partir*", visiblement inspiré par les récents développements dans le congrès du Labour Party britannique. Quelles sont les conditions qui l'ont conduit à faire cette déclaration ?

Sous l'égide de l'Agenda 2010, le gouvernement Schröder a lancé l'offensive la plus brutale depuis la guerre contre les droits des travailleurs : réformes des systèmes de santé, de retraite, réforme du marché du tra-

(4) L'opérateur peut être privatisé, ainsi que le réseau de télécommunication, mais l'installation d'une ligne chez un utilisateur relève toujours d'un système national avec un monopole de l'installateur.

vail... Cette offensive, dictée par l'Union européenne, s'appuie sur la volonté d'accroître la division entre les travailleurs de l'est et ceux de l'ouest, comme un instrument pour remettre en cause pour tous les travailleurs d'Allemagne (et d'Europe) le niveau de garanties arrachées par la lutte de classe.

La grève récente des travailleurs de la métallurgie de l'est de l'Allemagne pour obtenir l'égalisation de la durée du travail à l'est sur celle de l'ouest, avec les organisations syndicales nationales, n'a pas abouti du fait de la politique de la direction de l'IG-Metall. Mais elle a mis au centre la question de la réalisation de l'unité des travailleurs de l'est et de l'ouest pour la défense des conquêtes ouvrières.

Schröder ne peut pas mettre en œuvre sa politique sans relais dans les sommets des appareils syndicaux. Mais, contradictoirement, dans les sommets et à tous les niveaux, s'exprime le refus de passer sous les fourches caudines de l'Union européenne et de sa politique de destruction de tous les droits ouvriers.

Ainsi, J. Peters, nouveau responsable de l'IG-Metall, s'en est pris vivement au SPD et à l'Agenda 2010 dans une interview à l'hebdomadaire *Die Zeit*, le 3 septembre dernier. Il a affirmé que le SPD poursuivait des buts qui, *“en partie, se situent à droite de l'Union”*. Il ajoute qu'il veut essayer de retrouver au plus vite un dialogue avec le chancelier et président du SPD, G. Schröder,

“parce que je crois encore toujours que ceci ou cela de ce que nous pensons puisse peut-être l'influencer et le faire penser différemment”.

J. Peters ne cède pas sur le combat pour l'unité est-ouest comme objectif de l'IG-Metall. Il affirme :

“Si l'IG-Metall y renonçait, elle perdrait une partie d'elle-même.”

Cette résistance trouve également son expression dans le SPD, y compris dans sa direction. Récemment, quatre députés du SPD ont voté contre la transformation de l'Institut du travail en une entreprise privée, 13 députés ont voté contre la fusion de l'aide aux chômeurs avec l'aide sociale et 17 députés ont voté contre la réforme du système de santé.

Ce que dit J. Peters souligne l'actualité du combat pour l'unité de l'Allemagne. L'ini-

tiative prise par des militants du SPD et des militants syndicaux, regroupés autour de “Pour la démocratie et une politique sociale”, de convoquer une conférence nationale pour l'unité véritable de l'Allemagne va dans ce sens. H. W. Schuster, délégué à la rencontre européenne, a expliqué :

“Notre conférence combat pour que les social-démocrates qui ne sont pas d'accord avec le cours de Schröder prennent leur place dans le combat pour l'unité. La conférence doit rassembler tous les social-démocrates et les syndicalistes qui n'acceptent pas que les syndicats libres et indépendants doivent se soumettre, que leurs conquêtes sociales et démocratiques, base de l'unité de l'Allemagne, que l'égalité des salaires, des droits, des prestations sociales soient détruites, que le SPD comme représentation politique des travailleurs soit détruit.”

En Allemagne, le combat pour le front unique, c'est le combat pour aider les travailleurs allemands à préserver leur syndicat et aider ces militants sociaux-démocrates qui veulent préserver le SPD comme représentation politique des travailleurs que Schröder veut détruire. Désertir ce terrain revient à tourner le dos aux intérêts de la classe ouvrière allemande (5).

PRÉSERVER L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Trotsky nous a appris que la lutte de classe est internationale dans son contenu, mais nationale dans sa forme. Pour des raisons qui tiennent aux conditions historiques de la lutte de classe en France, il n'y a pas dans ce pays de lien organique entre les centrales syndicales et le Parti socialiste. On peut dire qu'il n'y a pas de parti ouvrier réformiste digne de ce nom en France (6).

Mais il y a les millions de travailleurs qui se sont tournés vers les principales confédérations syndicales, la CGT et la CGT-FO,

(5) Alors qu'ATTAC engage une large campagne pour l'organisation d'une manifestation à Berlin le 1^{er} novembre, *“avec ou sans les syndicats”*, dans le cadre du Forum social européen.

(6) Le PS (et de moins en moins le PCF) conserve un électoralat ouvrier en France, mais de manière ténue, car la situation est plutôt caractérisée par l'abstention populaire et ouvrière, expression politique de rejet de l'Union européenne.

pour exiger d'elles qu'elles appellent à la grève générale, sur la base de leurs revendications, à savoir 37,5 annuités pour tous, public-privé, et non à la décentralisation, ce qui revenait à exiger d'elles qu'elles fassent un pas sur la voie de la rupture du lien de subordination avec l'Union européenne et le gouvernement qui, en France, applique sa politique.

Dans la dernière période, le combat pour le front unique s'exprime dans le combat pour préserver l'indépendance des organisations, en particulier par rapport au cadre fixé par le FSE et la CES, qui, dans les faits, vise à transformer les organisations syndicales en outils d'exécution des plans de démantèlement de l'Union européenne.

Mais c'est aussi le combat contre la régionalisation, pour le maintien de l'unité de la République, pour le maintien de l'égalité des droits sur l'ensemble du territoire, qui s'est matérialisé dans la manifestation du 21 septembre à Paris, à l'appel de militants d'origines diverses, et qui trouve son prolongement dans la campagne de front unique engagée par les militants du Parti des travailleurs dans le cadre de la préparation des élections cantonales.

DÉFENSE ET RECONQUÊTE DES CONQUÊTES D'OCTOBRE

Lors de la rencontre européenne, un camarade ukrainien a expliqué quelles étaient les conséquences concrètes de la mise en œuvre de la politique de l'Union européenne à l'Est de l'Europe. Il en a conclu à la nécessité de défendre ce qu'il a appelé les "îlots" des conquêtes d'Octobre. Il s'agit là d'une question essentielle : il n'y a pas et il n'y aura pas de construction d'un quelconque capitalisme national ukrainien ou russe. L'effondrement des régimes bureaucratiques a livré les pays de l'ex-URSS et de l'Est de l'Europe au pillage, à la décomposition. De ce fait, la classe ouvrière de ces pays est amenée, pour se défendre comme classe, à prendre appui sur ces segments, ces "îlots", issus des mesures expropriatrices dont l'origine sociale renvoie à octobre 1917. Pour les militants de la IV^e Internationale, cela recoupe une question importante : l'analyse faite par Trotsky sur la dégénérescence stalinienne de l'URSS, consignée notamment dans

La Révolution trahie, est-elle toujours d'actualité, et dans quelle mesure les tâches qui en découlent sont-elles en tout ou en partie un combat d'actualité ? (Cette question fera l'objet d'un rapport à l'ordre du jour du conseil général de la IV^e Internationale, qui se tiendra au début de l'année 2004) (7).

Une première réponse est fournie par les informations données lors de la rencontre européenne. Le 11 septembre, il y a eu une grève massive des mineurs en Pologne contre la fermeture des mines, fermeture exigée par l'Union européenne. En Roumanie, les syndicats ont, dans certains cas, réussi à s'opposer aux privatisations, obtenant même la renationalisation de certaines entreprises, comme cela a été le cas pour l'entreprise Résita. En ex-Yougoslavie, le gouvernement accélère la politique de privatisation, en particulier dans le domaine de l'énergie. Mais la résistance des travailleurs du secteur de l'électricité, par la mobilisation et la grève, a contraint le gouvernement à reculer jusqu'à l'an prochain son projet de privatisation. Le camarade de Serbie a précisé, lors de la rencontre européenne, que les travailleurs étaient conscients que ce ne sont pas seulement leurs droits qui sont menacés, mais aussi la classe ouvrière et la nation.

Sur cette base, les camarades ukrainiens ont proposé l'organisation d'une conférence internationale pour la défense et la reconquête des conquêtes d'Octobre, à Kiev. Aujourd'hui, il existe encore dans l'ex-URSS, en Roumanie, en ex-Yougoslavie, en Bulgarie, des segments de propriété sociale dont la classe ouvrière cherche à défendre l'existence. L'existence d'une telle conférence constitue un point d'appui, qui peut permettre de regrouper en Ukraine une force indépendante pour le combat pour la défense du Code du travail, mais aussi en Russie... Et c'est là, sous une forme particulière, la base du combat pour le front unique, à savoir la défense et la reconquête des conquêtes d'Octobre.

À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL GÉNÉRAL DE JANVIER 2004

Ce sont là quelques pistes de réflexion, qui montrent que, dans des situations nationales très diverses, il n'y a de place pour le combat de la IV^e Internationale que dans

l'aide à l'action pratique des travailleurs qui cherchent à préserver leurs organisations, conquêtes et institutions ouvrières. C'est cela le combat pour le front unique.

Les quelques exemples limités évoqués dans cet article peuvent aisément se relier à des questions soulevées par nos camarades sur tous les continents. On peut, par exemple, établir un lien avec le combat engagé par des militants de toutes tendances pour se réapproprier le PT au Brésil face à la politique de la direction, qui tend à céder face à la pression de l'impérialisme (voir dossier Brésil), ou encore avec le combat de front unique contre la guerre et l'arrêt de l'occupation militaire en Irak, combat pris en charge par un secteur important du mouvement syndical américain, qui convoque le congrès d'US Labour Against War fin

octobre. Mais c'est aussi la question posée par les développements syndicaux en Afrique du Sud ou encore le combat engagé par des organisations syndicales sur le continent asiatique pour préserver leur indépendance face au Forum social mondial qui aura lieu en Inde au début de l'année 2004.

Répetons-le : la question du front unique ouvrier est une question complexe, qui, à partir de principes communs, exige d'être traduite pour chaque situation. C'est pourquoi elle sera aussi à l'ordre du jour du conseil général de la IV^e Internationale, en janvier 2004.

Christel Keiser

(7) Le conseil général est l'instance élue par le congrès mondial.



**Désormais, *La Vérité* est publiée
tous les deux mois en quatre langues**

Les développements en Inde et au Bangladesh

*Par Nambiath Vasudevan
et Taffazul Hussain*

PRÉSENTATION

Depuis le 11 septembre 2001, la « guerre sans fin » déclenchée par Bush a signifié pour l'Asie un resserrement de l'étau impérialiste, à commencer par la Chine, où l'entrée dans l'OMC conduit au démantèlement de la propriété sociale, base même de l'unité et de la souveraineté de la Chine. Tous les pays voient leur indépendance et leur unité menacées au travers d'une offensive sans précédent contre les travailleurs.

L'Inde — qui compte plus d'un milliard d'habitants et qui est le pays le plus peuplé du monde après la Chine — connaît une attaque généralisée contre le secteur public, contre l'ensemble des droits conquis par la classe ouvrière, qui trouvent leurs origines dans les conditions dans lesquelles l'Inde s'est émancipée du joug colonial britannique.

Le Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres d'Asie, bien qu'il soit l'un des plus riches pour ce qui est des ressources de son sous-sol et de ses potentialités agricoles, qui compte environ 130 millions d'habitants, est directe-

ment menacé de dislocation, alors que l'impérialisme fait main basse sur toutes ses ressources.

On sait, pour se limiter à ce qu'on appelle le sous-continent indien, que le Pakistan, en particulier après que la guerre se fut déchaînée en Afghanistan, connaît une remise en cause des droits syndicaux et une aggravation de la situation économique, conséquences de la guerre.

C'est dans ces conditions que les responsables ouvriers de l'Inde, du Bangladesh et du Pakistan ont conjointement lancé un appel à une conférence asiatique de délégués ouvriers.

La Vérité a demandé aux camarades Nambiath Vasudevan, coordinateur du Trade Union Solidarity Committee de Mumbai (Inde), et au camarade Taffazul Hussain, l'un des responsables du Parti démocratique des travailleurs et président de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh, de donner leur appréciation sur les derniers développements dans la lutte des classes de leur pays respectif. Dans son prochain numéro, *La Vérité* publiera un article du même type sur le Pakistan.

Nambiath Vasudevan. — Les syndicats indiens ont constamment et fermement combattu les attaques des gouvernements successifs contre les droits ouvriers depuis 1991. C'était pour donner une légitimité à la remise en cause de ces droits que le gouvernement fédéral de l'Inde a formé en 1999 une commission sur les relations de travail. Cette commission a conclu ses travaux par des recommandations qui aboutiraient à donner toute liberté aux employeurs en ce qui concerne les licenciements individuels et collectifs et la fermeture d'entreprises. Dans les lois du travail telles qu'elles existent encore, il n'y a pas un tel droit sans limite donné aux employeurs.

La commission a aussi conclu que les employeurs devaient disposer de la possibilité d'embaucher sur la base de contrats à durée déterminée.

La résistance unie des organisations syndicales n'a pas permis à l'actuel gouvernement fédéral la mise en œuvre de ces propositions de « réformes ». Le 21 mai 2003, 40 millions de travailleurs participèrent à une grève générale de vingt-quatre heures contre ces mesures. Cette question de la modification des lois du travail s'inscrit dans un tableau plus large. Les attaques contre les lois du travail existantes, visant à en éliminer les éléments que la classe ouvrière peut utiliser dans ces luttes, ne constituent qu'un aspect — même s'il est très important — d'une offensive multiple contre les travailleurs. Une offensive sans précédent, qui couvre tous les terrains, économique, politique et légal.

UNE VAGUE DE PRIVATISATIONS DESTRUCTRICES

La privatisation se développe à une grande échelle, à travers une politique dite du « désinvestissement ». Il y a, au sein du gouvernement fédéral de l'Inde, un « ministère du désinvestissement » — en fait, de la privatisation. La privatisation amène avec elle la ruine de secteurs

entiers de l'économie nationale. L'industrie manufacturière a été la première cible principale de cette politique destructrice, et ce secteur est maintenant pratiquement anéanti.

Parmi les prochaines cibles, il y a l'ensemble des services, et notamment des services financiers, où le contrôle par le capital étranger devient de plus en plus fort. Il y a aussi les services publics les plus vitaux, tels que l'énergie, la communication, etc.

La question des fermetures d'entreprises est essentielle, et c'est là que la jonction entre ce processus et la remise en cause des lois du travail s'effectue. Jusqu'à maintenant — et c'est encore le cas aujourd'hui du fait du combat de la classe ouvrière —, les employeurs n'avaient le droit de fermer une entreprise de leur propre chef que si celle-ci comptait moins de 100 travailleurs. Au-dessus, une autorisation était requise au niveau du gouvernement de l'Etat dans lequel se trouvait cette entreprise.

Souvent, ce gouvernement réagissait en fonction de sa situation politique, par exemple, de la proximité d'élections, et tendait à imposer des délais avant d'accepter la liquidation de l'entreprise. Ce sont ces obstacles dressés devant leurs plans de destruction dont l'impérialisme et la bourgeoisie indienne cherchent à se débarrasser en abrogeant cette disposition. D'ores et déjà, la responsabilité de l'autorisation d'une fermeture d'entreprise ne dépend plus du ministre du Travail, mais d'un haut fonctionnaire qui prend donc une décision administrative sans engager de la même manière la responsabilité du gouvernement.

Les propositions de modification de la loi du travail sur ce point, par exemple, celle de ramener le seuil de l'interdiction d'une fermeture automatique à 1 000 employés, signifient, compte tenu de la structure de l'industrie indienne, priver l'écrasante majorité des travailleurs salariés de toute protection légale.

Dans les dernières années, en dépit de la résistance et des grèves, les employeurs ont réduit le nombre de travailleurs enga-

gés dans la production. Ils ont délocalisé et sous-traité toute une partie de la production et ils ont aussi effectué des fermetures d'entreprises. Lorsque ces actions sont contraires aux lois encore en vigueur et qu'elles constituent donc des actes illégaux, des poursuites ont été engagées devant des tribunaux. Mais ceux-ci prennent de plus en plus des décisions favorables aux employeurs.

La Cour suprême de l'Inde, elle-même, n'a rien trouvé à redire à l'utilisation du travail précaire — contrats à durée déterminée — dans l'industrie et les services.

Allant plus loin, la Cour suprême a récemment rendu un arrêt qui signifie que les travailleurs des services publics ne disposent pas du droit de grève. D'autres jugements impliquent que toute grève à l'échelle du pays ou de l'un de ses Etats, appelée par les organisations syndicales et des partis politiques, et affectant la « vie normale » de la population, n'était pas acceptable.

LE DROIT DE GRÈVE MENACÉ

Dans cette mesure, c'est le droit à la négociation collective qui est lui-même mis en cause. La grève comme droit démocratique est menacée non seulement dans le service public, mais en fait dans tous les secteurs.

Les décisions de la Cour suprême constituent un encouragement pour la classe dirigeante dans sa volonté de remettre en cause les droits ouvriers les plus élémentaires. La Cour suprême ne s'est pas opposée à des licenciements collectifs ou à des fermetures d'entreprises décidées par les employeurs. En revanche, dans la décision niant le droit de grève des employés du secteur public, était en cause le fait de savoir si le gouvernement d'un Etat peut arbitrairement et de manière unilatérale retirer des primes et des avantages acquis sur les retraites des fonctionnaires.

Cela s'est passé dans l'Etat du Tamil Nadu, un Etat du sud de l'Inde, dont la capitale est Madras. Plus d'un million d'employés du gouvernement se sont mis en grève le 2 juillet 2003, demandant le rétablissement de primes et le rétablissement à leur taux antérieur de leurs retraites réduites en 1998. Alors, au nom de mesures d'austérité, le gouvernement avait réduit les retraites de travailleurs qui n'avaient pas été salariés de l'Etat pendant trente-trois ans — alors que, auparavant, pour avoir droit à une pension complète, il fallait avoir travaillé trente ans. Les autorités de l'Etat ont refusé et ont déclaré la grève illégale. Trois cent cinquante mille employés furent renvoyés, les logements des dirigeants syndicaux envahis par la police, et 2 400 militants, dont le président du syndicat des employés de l'Etat du Tamil Nadu, furent arrêtés.

Le gouvernement se livra à un recrutement massif de nouveaux employés : 6 400 d'entre eux furent embauchés sur la base d'un contrat précaire. Les syndicats, considérant que la manière dont le gouvernement de l'Etat agissait était illégale, ont porté plainte. Finalement, l'affaire a été portée devant la Cour suprême, qui n'a pas répondu à ces questions, mais au contraire a déclaré que les travailleurs s'étaient rendus coupables d'avoir pris la population en otage.

La Cour suprême a déclaré que des employés gouvernementaux, y compris des médecins travaillant dans des hôpitaux d'Etat, n'avaient aucun droit « *fondamental, légal ou moral* » de se mettre en grève. La Cour a précisé : « *Les employés gouvernementaux ne peuvent prendre en otage la société en se mettant en grève.* » Elle a ajouté qu'« *aucun parti politique ou organisation ne peut prétendre avoir le droit de paralyser les activités industrielles d'un pays ou d'un Etat* ».

L'ensemble des organisations syndicales en Inde ont décidé de s'opposer à cette décision de la Cour suprême.

Alors que les travailleurs et leurs organisations luttent pour défendre leurs droits, on cherche à les diviser selon des clivages religieux ou « communau-

taires ». La lutte pour préserver l'unité de la classe ouvrière est donc essentielle et est inséparable de la défense de ses organisations.

LES CAUSES DE LA POLITIQUE "ANTIMUSULMANE"

On le sait, l'Inde est l'un des pays où se trouve l'une des plus grandes concentrations de pratiquants de la religion musulmane, 120 à 130 millions, et plus de 10 % de la population totale. Pour diviser les travailleurs, le gouvernement du BJP (le parti actuellement au pouvoir) développe délibérément une politique antimusulmane. L'un de ses résultats a été le massacre du Gujarat, où la minorité musulmane a été la cible de sanglants pogroms perpétrés avec l'appui du gouvernement de l'Etat, gouvernement contrôlé par le parti qui est au pouvoir à l'échelle fédérale.

D'autres provocations se préparent, notamment en ravivant l'affaire de Aodhya, le lieu où, en 1992, une mosquée avait été détruite par des extrémistes hindouistes parce que cette mosquée aurait été bâtie sur les ruines d'un temple indien, action qui avait conduit à de sanglants affrontements. Aujourd'hui, avec la couverture gouvernementale, on assure qu'il y avait bien les fondations d'un temple sous la mosquée et on évoque donc la nécessité de reconstruire un temple sur un site qui est un lieu de culte musulman depuis des siècles, ce qui permettrait toutes les provocations.

Cette volonté de diviser, en utilisant la propagande antimusulmane, s'étend à tous les domaines ; elle a maintenant atteint l'éducation dans la mesure où l'histoire est réécrite pour légitimer l'idée que l'Inde est un pays « hindou », c'est-à-dire défini par la religion et que les musulmans sont donc des étrangers.

Ces développements sont liés à la tension permanente avec le Pakistan,

manipulée par l'impérialisme américain. Depuis le 11 septembre, celui-ci a en effet renforcé ses positions en Inde, en relation même avec les attaques contre la classe ouvrière analysées plus haut.

L'INDÉPENDANCE DE CLASSE DE NOS ORGANISATIONS

De leur côté, les travailleurs de l'Inde sont de plus en plus conscients que la perte de leurs emplois, l'insécurité montante et la remise en cause de leurs droits résultent de ce qu'on appelle la mondialisation, qu'en d'autres termes, l'offensive accrue du capital est enracinée dans la politique poursuivie par les Etats-Unis. Aussi, l'invasion de l'Irak par ceux-ci, sous le prétexte de la nécessaire élimination « d'armes de destruction massive », a été condamnée par le peuple travailleur. C'est d'ailleurs sa pression qui a contraint le Parlement à adopter une résolution déplorant la décision des Etats-Unis de déclencher la guerre, et c'est elle qui rend difficile pour le gouvernement l'envoi de troupes indiennes en Irak pour renforcer l'occupation militaire anglo-américaine.

Le gouvernement du BJP a récemment invité Sharon à se rendre en Inde, et certains secteurs du parti dirigeant ont expliqué qu'il existait aujourd'hui un « axe des grandes démocraties », formé par Washington, Delhi et Tel-Aviv. Mais la visite de Sharon a provoqué des manifestations de solidarité avec la lutte du peuple palestinien, notamment à Bombay.

Pour résumer : depuis le 11 septembre 2001, il y a eu des changements considérables en Inde. Le rythme et l'ampleur des privatisations se sont accrus ; le secteur public est démantelé et vendu morceau par morceau à des intérêts privés ; tous les secteurs — télécommunications, énergie, transport aérien, métallurgie, etc. — sont touchés.

Comme nous l'avons vu, les travailleurs résistent. Au sein du mouvement syndical, beaucoup sont conscients du fait que ces

attaques ne peuvent être vaincues par un seul syndicat ou même dans un seul pays. Il est nécessaire d'aboutir à une solidarité plus large et plus profonde, enracinée dans les intérêts de la classe ouvrière. Il est nécessaire pour construire cette unité de préserver l'indépendance de classe de nos organisations.

Il est beaucoup question du Forum social mondial qui doit se tenir à Bombay en janvier 2004. Pour l'instant, cela ne concerne guère les travailleurs dans leur masse, car les documents préparatoires à ce forum n'existent qu'en anglais et ne sont donc accessibles qu'à une minorité. Il y a par contre un certain étonnement quant à l'ampleur de l'opération : beaucoup se posent la question du financement...

Ce sont les partis politiques de gauche qui sont les plus engagés dans cette préparation. Pour sa part, le Trade Union Solidarity Committee a écrit une lettre posant un certain nombre de questions aux organisateurs de ce forum. Notre souci, c'est la préservation de l'indépendance de classe de nos organisations (*cette lettre a été publiée dans le précédent numéro de La Vérité*). Pour l'instant, nous n'avons pas eu de réponse des organisateurs, mais nous savons que cette lettre a été traduite dans plusieurs langues de l'Inde et que la discussion se développe à ce sujet.

Tafazzul Hussain. — Après les élections générales de 2001 qui donnèrent le pouvoir, au Bangladesh National Party (BNP), le pays fut en fait placé sous administration américaine. L'ambassadeur américain, Maryan PETERS, fixa un programme de tâches pour le nouveau gouvernement, s'étendant sur une période de cent jours.

Dans ce programme, il était dit que la première tâche du gouvernement était de procéder à une privatisation généralisée de l'industrie et des services, de transférer à des compagnies américaines le gaz et le pétrole du Bangladesh pour qu'ils soient exportés par des pipelines passant par l'Inde. La privatisation des banques devait permettre à la compagnie américaine SSA de construire un port privé. Tous les quinze jours, il y avait des réunions entre l'ambassade et des repré-

sentants gouvernementaux pour évaluer ce qui avait été accompli et ce qui restait à faire, les succès et les échecs. Chaque semaine, des instructions venaient de l'ambassade américaine ou des représentants de la Banque mondiale quant à ce qu'il convenait de faire ou de ne pas faire.

Si le gouvernement prenait, sur une question d'importance nationale, des décisions qui ne convenaient point à ses tuteurs, la Banque mondiale et l'ambassade américaine convoquaient des conférences de presse pour mettre en garde le gouvernement.

Ce gouvernement, dès qu'il fut installé au pouvoir, commença l'élimination de ses adversaires politiques. Il le fit aussi bien dans les zones rurales que dans les villes. Les minorités furent parmi les premières victimes, car il était considéré que la minorité hindouiste avait voté pour l'autre grand parti de la bourgeoisie, la Ligue Awami. Ainsi, nous voyons à l'œuvre au Bangladesh le même processus qu'en Inde, mais à l'inverse : au Bangladesh, pays où 90 % de la population professent la religion musulmane, la minorité désignée est celle de religion hindoue. Mais, fondamentalement, les causes sont les mêmes : les besoins de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme américain, la soumission à l'impérialisme du gouvernement entraînent les mêmes résultats, la dislocation du pays.

Le BNP ne se contenta pas de sa victoire électorale, d'avoir une majorité au Parlement, mais il déclencha la terreur contre ceux qui n'avaient pas voté pour lui. Les hommes de main du BNP ont organisé des raids, brûlé des maisons, violé des femmes et assassiné des responsables politiques. Mais, face à ces déchaînements, l'ambassade américaine, tout comme la Banque mondiale demeurèrent muets. On considère aujourd'hui, qu'au Bangladesh, il y a quotidiennement 15 à 16 meurtres politiques.

LES CONDITIONS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

Avant l'adoption du budget de cette année, la Banque mondiale et le FMI ont édicté quatre conditions pour que le

Bangladesh puisse obtenir des prêts. Ces conditions sont :

— privatiser, par étapes, les quatre banques qui demeurent des banques d'Etat, entre 2003 et 2005 ;

— transférer à des compagnies américaines les gisements de pétrole et de gaz ;

— réduire les activités syndicales, notamment par une restriction du droit de grève, tout en diminuant les impôts pour les grandes compagnies ;

— privatiser le plus grand port du pays, Chittagong, par la construction d'un nouvel ensemble portuaire par la compagnie américaine SSA (1).

Le gouvernement a accepté ces conditions, ce qui ne veut pas dire qu'il puisse les appliquer aisément face à la résistance et à l'indignation des masses populaires du Bangladesh. Mais la violence dont il a été question plus haut est précisément utilisée dans ce but. C'est brutalement que, dans bien des cas, les manifestations sont réprimées, les piquets de grève ou de protestation attaqués par la police.

En ce qui concerne Chittagong, il y a eu un sursis, dans la mesure où la Cour suprême a jugé que les conditions de l'accord ne correspondaient pas aux exigences légales. Par ailleurs, il y a eu dans tous les secteurs, comme, par exemple, les chemins de fer, l'énergie, de grandes manifestations.

Mais la privatisation se poursuit et, avec elle, une désindustrialisation catastrophique. Par exemple, on a cherché à privatiser les sucreries. Mais la résistance des travailleurs, dans un secteur où les organisations syndicales sont bien implantées, a enrayé cette tentative. Aussi, le gouvernement cherche à aboutir au même résultat par un chemin détourné. On importe de plus en plus de sucre, notamment d'Inde, alors que le Bangladesh était autosuffisant dans ce secteur. Les produits importés bénéficient d'exemption de taxes, alors que la production locale est lourdement frappée. Ainsi, le sucre produit au Bangladesh coûte plus cher que celui qui est importé, et on prépare ainsi la ruine de ce secteur.

LE PAYS EST MIS EN VENTE

D'une manière générale, on peut dire que le pays est mis en vente. Cela s'exprime notamment dans la constitution de zones économiques spéciales — appelées au Bangladesh export processing zones (EPZ) — offertes aux investisseurs étrangers. Dans ces zones, les lois du Bangladesh ne s'appliquent pas dans les faits : il n'y a de respect ni pour les droits ouvriers ni pour les droits humains. Il y a dix ou onze zones de ce type dans le pays.

La semaine dernière, dans une réunion, le directeur de l'une de ces EPZ a formellement déclaré que les lois nationales du travail, notamment l'IRO (Industrial Relations Ordinance) de 1969, qui couvre les droits des travailleurs ne s'appliquaient pas.

Récemment, des travailleurs d'une entreprise coréenne ont porté plainte contre leur employeur devant une juridiction du Bangladesh. Les représentants de la direction de l'entreprise ont répondu : *« Ce tribunal n'a pas autorité pour nous juger. S'il y a une plainte, c'est au siège de l'OMC qu'elle doit être adressée. »*

En dépit de cette situation, les travailleurs cherchent à se regrouper et ont organisé des manifestations, qui se sont parfois heurtées à une violente répression. Il y a eu des travailleurs tués au cours de ces manifestations. Comme les syndicats sont bannis de ces zones, des « comités ouvriers » ont été formés pour organiser la résistance.

Le pays est menacé de destruction. Par exemple, alors qu'il était autosuffisant sur le plan alimentaire, il y a encore trois ans, le pays a aujourd'hui un manque de trois

(1) SSA est une multinationale basée sur la côte ouest des Etats-Unis. C'est elle qui a été au centre de l'offensive visant à liquider le syndicat des dockers et les droits des travailleurs. En Irak, militairement occupé, c'est SSA qui a raflé les contrats de reconstruction et de remise en marche des ports irakiens.

millions de tonnes de céréales. Le ministre des Finances a osé dire de cette situation : « *S'il n'y a pas un manque alimentaire, comment pourrions-nous mendier auprès des pays riches ?* »

Prenons l'exemple de l'industrie du jute. Le Bangladesh produisait 70 % de la production mondiale de jute. Aujourd'hui, nos entreprises sont liquidées, et la Banque mondiale et le FMI accordent au Bangladesh 250 millions de dollars pour fermer les entreprises.

La privatisation s'étend à tous les secteurs, par exemple, à l'enseignement. Il y a aujourd'hui au Bangladesh 42 universités privées qui font d'excellentes affaires. Les universités publiques sont par contre plongées dans le désordre et fréquemment fermées. Le parti au pouvoir lâche ses hommes de main sur ces universités, provoquant des incidents, frappant les enseignants et les étudiants. On voit là le rapport direct avec la privatisation. Il en va de même pour la santé. De nombreux hôpitaux publics ne sont plus des hôpitaux publics que de nom. Les médecins sont contraints de travailler pour des cliniques privées et il faut dans les hôpitaux publics que les malades paient pour tout ce qui leur est nécessaire.

À l'échelle régionale, il existe un traité appelé le South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC), qui inclut le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan, le Sri Lanka, le Népal, le Bhoutan et les Maldives. Mais il n'y a aucune coopération entre les nations. Au contraire, les conflits et les tensions sont sans cesse attisés entre l'Inde et le Pakistan, entre l'Inde et le Sri Lanka, entre l'Inde et le Bangladesh. Par exemple, le Bangladesh est un pays où l'équilibre agricole dépend pour beaucoup des rivières qui le traversent. Or les plus importantes de ces rivières ont leur source en Inde. Le gouvernement indien fait construire des barrages et détourner les rivières sans se soucier des conséquences dramatiques pour le Bangladesh. Fréquemment, des incidents éclatent à la frontière des deux pays.

Tous les pays de la région, le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh, connaissent des affrontements organisés au nom de l'un des fondamentalismes religieux, pour diviser les peuples dans chaque pays et pour les dresser les uns contre les autres.

OFFENSIVE CONTRE LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Dans cette situation, les organisations syndicales subissent des coups. Cette offensive est aggravée par le rôle des ONG, en particulier celles qu'on appelle les « ONG du mouvement ouvrier ». Douze d'entre elles « doublent » en quelque sorte les organisations syndicales. L'une d'entre elles est le Bangladesh Institut of Labour Studies (BILS). Elles reçoivent des millions de dollars, notamment de l'Union européenne. Elles dépendent sans compter pour les conférences qu'elles tiennent, alors que le syndicats, frappés par les licenciements, la répression, la pauvreté, ont du mal à assurer leurs activités élémentaires.

Cela mène à la signification du Forum social mondial qui doit se tenir en Inde. Au moment où j'écris, c'est un événement qui est encore peu popularisé au Bangladesh. Les travailleurs et mêmes les responsables syndicaux en ont peu entendu parler, mais les ONG se mobilisent et incitent les dirigeants ouvriers à s'y rendre.

Pour moi, le Forum social mondial, qui s'est d'abord tenu à Porto Alegre et qui émigre aujourd'hui à Bombay, se situe dans la droite ligne des conférences officielles de l'ONU, à commencer par celle de Copenhague (1995), qui a été suivie, notamment, par celles de Pékin et du Caire. La seule chose qui ait changé, c'est le nom des organisateurs : à la place de l'ONU, ce sont les ONG qui en prennent la responsabilité.

LE COMBAT POUR SAUVER LE PAYS

Pour en revenir à la situation au Bangladesh, les deux grands partis de la bourgeoisie, le BNP, aujourd'hui au pouvoir, et la Ligue Awami, qui détenait le pouvoir avant les dernières élections, ont fondamentalement la même politique. Il existait au Bangladesh une alliance de sept partis se réclamant du mouvement ouvrier et auquel notre parti, le Parti démocratique des travailleurs (PDT), appartenait, c'était le Left Democratic Front (LDF). Il existait également un front plus large, comprenant onze organisations politiques, dont certaines étaient issues de crises au sein de la Ligue Awami.

Nous avons rompu avec ce front des onze partis, mais aujourd'hui, c'est le LDF lui-même qui est en voie de désagrégation. Les deux partis qui ont leur origine dans le parti stalinien au Bangladesh, le Communist Party of Bangladesh et le Workers Party, recommandent une alliance avec la Ligue Awami. Nous nous y opposons, car sur l'ensemble des questions, reliées à la privatisation et à la subordination au FMI et à l'impérialisme américain, la Ligue Awami a la même

politique que le BNP. C'est d'ailleurs cette politique que la Ligue Awami a pratiquée lorsqu'elle était au pouvoir.

C'est sur le terrain de l'indépendance politique que peut se mener le combat pour sauver le pays du désastre et de son pillage total par l'impérialisme, en particulier par les multinationales américaines. Les travailleurs veulent résister. Il y a déjà eu une longue marche à travers le pays sous le mot d'ordre du refus de livrer nos ressources énergétiques à l'impérialisme américain. Et des milliers de travailleurs se sont rendus de Dacca à Chittagong, où s'est tenu un immense meeting pour dénoncer l'abandon du port de Chittagong à la voracité des multinationales américaines.

Le PDT, avec d'autres, s'est engagé dans la préparation d'une conférence nationale à Chittagong. Des centaines de travailleurs, de responsables syndicaux, d'enseignants, d'avocats, etc., ont déjà signé un appel qui proclame : « *Ce pays n'est pas à vendre ! Sauvons notre port, sauvons notre pays !* »

Cette conférence nationale se tiendra au début de l'année 2004, à Chittagong, rassemblera mille délégués de tout le pays, qui, ensemble, dégageront une perspective d'action pour rassembler toutes les forces qui s'opposent effectivement à la liquidation du Bangladesh.

A propos du slogan "Le travail n'est pas une marchandise" ... et de ses origines, de sa signification, de ses conséquences

Par Daniel Gluckstein

Comment comprendre la mode puissante qui semble porter le slogan : « *Le travail n'est pas une marchandise* » ? A l'origine, c'est l'association ATTAC qui s'en est fait la principale promotrice. Il fut bientôt repris par les organisateurs des forums sociaux mondiaux et continentaux. Rapidement, la formule a été reprise par un grand nombre d'organisations syndicales, de personnalités de « gauche » ou « progressistes » et même des Premiers ministres, de toute couleur politique.

UNE FORMULE TRÈS ANCIENNE...

La formule est en réalité très ancienne. Ce qui est nouveau et récent, c'est qu'elle puisse être présentée

comme « de gauche », voire « d'extrême gauche ».

Au premier abord, l'idée selon laquelle « *le travail n'est pas une marchandise* » sonne comme : « Nous, les ouvriers, nous ne voulons pas être traités comme des objets. Nous avons des droits, nous avons notre dignité. » Aspiration légitime.

Mais, derrière l'apparence, quel est le contenu ? Nombreux sont les responsables d'ATTAC et autres mouvements « altermondialistes » qui se déclarent marxistes ou qui, à tout le moins, n'hésitent pas à se réclamer de Marx.

Que dit Marx ? *Le Capital* s'ouvre par ces lignes :

« *La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production*

Petit florilège incomplet

Jacques Chirac, président de la République française :

— « *La santé n'est pas une marchandise* », (Paris, 14 février 2002).

— « *Tout ne peut pas être une marchandise !* » (Paris, 12 février 2002).

Alain Barrau (Parti socialiste, France) : « *Le monde n'est pas une marchandise* » (31 octobre 2001).

Jean-Claude Sandrier (Parti communiste français) : « *L'armement n'est pas une marchandise* » (Paris, 24 octobre 2002).

Padraig Flynn (commissaire européen) : « *Le travail n'est pas une marchandise* » (28 avril 1998).

Alan Larsson (ministre des Finances suédois) : « *Le travail n'est pas une marchandise destinée à être achetée, vendue et jetable comme n'importe quel produit commercial* » (Vienne, 9 et 10 novembre 1998).

Le maréchal Pétain : « *Les ouvriers veulent (...) ne pas vendre leur travail comme une marchandise* » (Commentry, 1941-1942).

Le général Franco : « *Le travail ne saurait être réduit à un concept matériel de marchandise* » (Charte du travail, 1938).

capitaliste s'annonce comme "une immense accumulation de marchandises". L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches (1). »

MARX ET LA LOI DE LA VALEUR

Marx s'attache à définir la **loi de la valeur**, qui détermine la valeur d'échange des marchandises entre elles.

« Le temps de travail nécessaire, dans une société donnée, à la production d'un article (...) en détermine la quantité de valeur. (...) Les marchandises dans lesquelles sont contenues d'égales quantités de travail, ou qui peuvent être produites dans le même temps, ont, par conséquent, une valeur égale (2). »

Pour Marx, donc, la valeur d'échange de toute marchandise peut être réduite à la quantité de travail social qui y est cristallisée. Cela revient à dire que toutes les valeurs existantes dans la société capitaliste peuvent être ramenées à leur équivalent en terme de quantité de travail.

Dans la mesure où

« toute activité productive, abstraction faite de son caractère utile, est une dépense de force humaine (...), une dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme, et, en ce sens, du travail humain au même titre », il en découle que « la valeur des marchandises représente purement et simplement le travail de l'homme, une dépense de force humaine en général (3). »

Le travail, comme source de toute richesse matérielle non fournie par la nature, n'est pas aux yeux de Marx une caractéristique du seul système de production capitaliste :

« (...) N'importe quel élément de la richesse matérielle, non fourni par la nature, a toujours dû son existence à un travail productif spécial ayant pour but d'approprier des matières naturelles à des besoins humains. En tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la condition indispensable de l'existence de l'homme (4). »

Mais la particularité de la force de travail en système capitaliste, c'est qu'elle

est utilisée pour produire, non pas des objets destinés à la consommation immédiate du producteur, mais des marchandises, c'est-à-dire des valeurs d'usage pour d'autres : des valeurs d'usage sociales.

LA FORCE DE TRAVAIL N'EST QUE MARCHANDISE

Au cœur de l'analyse de Marx, cet élément essentiel : la force de travail est marchandise, elle n'est même **que** marchandise en système capitaliste :

« Il nous faut maintenant examiner de plus près la force de travail. Cette marchandise, de même que toute autre, possède une valeur. Comment la détermine-t-on ? Par le temps de travail nécessaire à sa production.

*En tant que valeur, la force de travail représente le **quantum** de travail social réalisé en elle. Mais elle n'existe en fait que comme puissance ou faculté de l'individu vivant. L'individu étant donné, il produit sa force vitale en se reproduisant ou en se conservant lui-même. Pour son entretien ou pour sa conservation, il a besoin d'une certaine somme de moyens de subsistance. Le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se résout donc dans le temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance ; ou bien la force de travail a juste la valeur des moyens de subsistance nécessaires à celui qui la met en jeu.*

La force de travail se réalise par sa manifestation extérieure. Elle s'affirme et se constate par le travail, lequel de son côté nécessite une certaine dépense des muscles, des nerfs, du cerveau de l'homme, dépense qui doit être compensée. Plus l'usure est grande, plus grands sont les frais de réparation. Si le propriétaire de la force de travail a travaillé aujourd'hui, il doit pouvoir recommencer demain dans les mêmes conditions de vigueur et de santé. Il faut

(1) *Le Capital*, Livre premier, première section, chapitre I : « La marchandise ».

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*.

donc que la somme des moyens de subsistance suffise pour l'entretenir dans son état de vie normal.

Les besoins naturels, tels que nourriture, vêtements, chauffage, habitation, etc., diffèrent suivant le climat et les autres particularités physiques d'un pays. D'un autre côté, le nombre même de prétendus besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée, continuant longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et, par contre-coup, les besoins quelle apporte dans la vie. La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique ; ce qui la distingue des autres marchandises. Mais pour un pays et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi une donnée.

Les propriétaires des forces de travail sont mortels. Pour qu'on en rencontre toujours sur le marché, ainsi que le réclame la transformation continuelle de l'argent en capital, il faut qu'ils s'éternisent, "comme s'éternise chaque individu vivant, par la génération". Les forces de travail que l'usure et la mort viennent enlever au marché doivent être constamment remplacées par un nombre au moins égal. La somme de moyens de subsistance nécessaire à la production de la force de travail comprend donc les moyens de subsistance des remplaçants, c'est-à-dire des enfants des travailleurs, pour que cette singulière race d'échangistes se perpétue sur le marché.

D'autre part, pour modifier la nature humaine de manière à lui faire acquérir aptitude, précision et célérité dans un genre de travail déterminé, c'est-à-dire pour en faire une force de travail développée dans un sens spécial, il faut une certaine éducation qui coûte elle-même une somme plus ou moins grande d'équivalents en marchandises. Cette somme varie selon le caractère plus ou moins complexe de la force de travail. Les frais d'éducation, très minimes d'ailleurs pour la force de travail simple, rentrent dans le total des marchandises nécessaires à sa production (5). »

somme des valeurs des marchandises nécessaires à la production, à l'entretien et à la reproduction de la force de travail. Dans cette somme des valeurs intervient une variable, que Marx appelle l'**élément moral et historique**. Cette variable se relie aux conditions nationales propres à chaque pays, intégrant le degré de développement des forces productives et le niveau atteint par les conquêtes ouvrières, droits et garanties que la lutte de classe a arrachés. Entre un pays où la lutte de classe a imposé l'interdiction légale du travail des enfants et la reconnaissance d'un régime de Sécurité sociale fondé sur le salaire différé, comme parties constituantes de la valeur de la force de travail, et tel autre pays où il n'y a aucun système de protection sociale et où les enfants se font exploiter dès l'âge de six ans, la valeur reconnue socialement à la force de travail va bien évidemment différer.

Marx précise :

« Pour que le possesseur d'argent trouve sur le marché la force de travail à titre de marchandise, il faut cependant que diverses conditions soient préalablement remplies. (...) La force de travail ne peut se présenter sur le marché comme une marchandise que si elle est offerte ou vendue par son propre possesseur. Celui-ci doit par conséquent pouvoir en disposer, c'est-à-dire être libre propriétaire de sa puissance de travail, de sa propre personne. Le possesseur d'argent et lui se rencontrent sur le marché et entrent en rapport l'un avec l'autre comme échangistes au même titre. Ils n'en diffèrent qu'en ceci : l'un achète et l'autre vend et, par cela même, tous deux sont des personnes juridiquement égales.

Pour que ce rapport persiste, il faut que le propriétaire de la force de travail ne la vende jamais que pour un temps déterminé, car s'il la vend en bloc, une fois pour toutes, il se vend lui-même, et de libre qu'il était, se fait esclave, de marchand, marchandise. S'il veut maintenir sa personnalité, il ne

La valeur de la marchandise force de travail est donc déterminée par la

(5) *Le Capital*, Livre premier, deuxième section, chapitre VI, : « L'achat et la vente de la force de travail ».

doit mettre sa force de travail que temporairement à la disposition de l'acheteur, de telle sorte qu'en l'aliénant il ne renonce par pour cela à sa propriété sur elle.

La seconde condition essentielle pour que l'homme aux écus trouve à acheter la force de travail, c'est que le possesseur de cette dernière, au lieu de pouvoir vendre des marchandises dans lesquelles son travail est réalisé, soit forcé d'offrir et de mettre en vente, comme une marchandise, sa force de travail elle-même, laquelle ne réside que dans son organisme (6). »

“UN TEL RAPPORT N'A AUCUN FONDEMENT NATUREL”

Pour quelle raison l'ouvrier est-il obligé de vendre sa force de travail comme une marchandise ? Tout simplement parce que la division sociale du travail, qui, à l'époque du capitalisme, s'est généralisée et systématisée, ne permet plus à chaque être humain de produire les subsistances et les objets dont il a besoin pour vivre. Pour pouvoir se les procurer, il va lui falloir vendre la seule marchandise qu'il possède en propre, sa force de travail, pour acquérir une certaine quantité d'argent, c'est-à-dire l'équivalent de la valeur reconnue à cette marchandise particulière. C'est cet argent — retiré, sous forme de salaire, de la vente de sa force de travail — qui lui permet d'acquérir les marchandises dont il a besoin pour subsister, lui et sa famille. Marx écrit :

*« La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le **travailleur libre**, et **libre** à un double point de vue. Premièrement, le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui ; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre ; être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse (7). »*

L'existence d'un travailleur « libre » de vendre sa force de travail à côté d'un

possesseur d'argent « libre » de l'acheter est un produit de l'histoire : « *Un tel rapport n'a aucun fondement naturel* », précise Marx. Il s'agit d'un rapport social : la force de travail est, par contrainte sociale, une marchandise pour celui qui la vend et, par intérêt social, une marchandise pour celui qui l'achète.

Marx ajoute :

« Ce qui caractérise l'époque capitaliste, c'est donc que la force de travail acquiert pour le travailleur lui-même la forme d'une marchandise qui lui appartient, et son travail, par conséquent, la forme de travail salarié. D'autre part, ce n'est qu'à partir de ce moment que la forme marchandise des produits devient la forme sociale dominante (8). »

Insistons sur ce dernier aspect. Pour Marx, la forme marchandise des produits ne devient forme sociale dominante qu'à partir du moment où la force de travail acquiert pour le travailleur lui-même la forme sociale dominante de la marchandise. Autrement dit, si la force de travail n'était pas une marchandise, la forme marchandise des produits ne serait plus la forme sociale dominante. Et nous ne serions plus en système capitaliste !

Au fait, mesdames et messieurs les altermondialistes, sommes-nous toujours en système capitaliste ? Si oui, comment la force de travail pourrait-elle ne pas être marchandise ? A moins... à moins que depuis la chute du mur de Berlin, pour vous, le régime de la propriété privée des moyens de production ne soit devenu l'horizon indépassable. Nous y reviendrons...

FORCE DE TRAVAIL ET PLUS-VALUE

L'analyse de Marx est dépourvue de toute ambiguïté : tant que le capitalisme est capitalisme, la force de travail est marchandise. Elle n'est même **que**

(6) *Ibidem.*

(7) *Ibidem.*

(8) *Ibidem.*

marchandise. Plus encore : c'est précisément parce que la force de travail est marchandise qu'elle va être à la source du profit que le capitaliste a en vue lorsqu'il investit dans la production des marchandises.

D'où vient alors le profit ? Vient-il des échanges eux-mêmes, c'est-à-dire de la circulation des marchandises ?

A cette question, Marx répond :

« *La circulation des marchandises est le point de départ du capital. Il n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au XVI^e siècle (9).* »

Marx distingue la forme M-A-M, c'est-à-dire la « *transformation de la marchandise en argent et retransformation de l'argent en marchandise, vendre pour acheter* », de la forme A-M-A, celle sous laquelle on assiste à la « *transformation de l'argent en marchandise et retransformation de la marchandise en argent, acheter pour vendre* ».

Et de préciser :

« *Tout argent qui dans son mouvement décrit ce dernier cercle se transforme en capital, devient capital et est déjà par destination capital (10).* »

Mais la forme A-M-A n'a aucun sens en soi. Pourquoi un capitaliste investirait-il une quantité d'argent pour retrouver, au bout du procès de production, la même quantité d'argent ? Sauf si apparaît, au cours même du processus, une différence quantitative. Marx appelle la forme complète de ce mouvement non plus A-M-A, mais A-M-A', où A' est supérieur à A. Il précise :

« *Cet excédent ou ce surcroît, je l'appelle plus-value (en anglais, **surplus value**). Non seulement donc la valeur avancée se conserve dans la circulation, mais elle y change encore sa grandeur, y ajoute un plus, se fait valoir davantage, et c'est ce mouvement qui la transforme en capital (11).* »

En conséquence : A-M-A' est « *la formule générale du capital tel qu'il se montre dans la circulation* » (12).

LA "VERTU SPÉCIFIQUE" DE LA MARCHANDISE- FORCE DE TRAVAIL

A ce stade de la démonstration, Marx n'a fait que décrire la manière dont apparaît la plus-value. Mais il n'a aucunement expliqué le processus qui la fait naître.

Revenant sur ce qu'il a lui-même décrit concernant la valeur d'échange des marchandises, Marx soulève une contradiction qui, en apparence, obère son analyse :

« *Comme la circulation, par rapport à la valeur des marchandises, n'implique qu'un changement de forme, il n'en peut résulter qu'un échange d'équivalents.* »

Donc :

« *Tant que des marchandises, ou des marchandises et de l'argent de valeur égale, c'est-à-dire des équivalents, sont échangés, il est évident que personne ne tire de la circulation plus de valeur qu'il y en met. Alors aucune formation de plus-value ne peut avoir lieu (13).* »

La formation de la plus-value ne procède donc pas de la sphère de la circulation.

L'énigme à résoudre est ainsi posée :

« *La transformation de l'argent en capital doit être expliquée en prenant pour base les lois immanentes de la circulation des marchandises de telle sorte que l'échange d'équivalents serve de point de départ. Notre possesseur d'argent (...) doit d'abord acheter des marchandises à leur juste valeur, puis les vendre ce qu'elles valent, et cependant, à la fin, retirer plus de valeur qu'il n'en avait avancée (14).* »

(9) *Le Capital*, Livre premier, deuxième section, chapitre IV, « *La formule générale du capital* ».

(10) *Ibidem*.

(11) *Ibidem*.

(12) *Ibidem*.

(13) *Le Capital*, Livre premier, deuxième section, chapitre V, « *Les contradictions de la formule générale du capital* ».

(14) *Ibidem*.

A cet effet, écrit Marx, il faudrait que notre capitaliste

« eût l'heureuse chance de découvrir au milieu de la circulation, sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer serait réaliser du travail et, par conséquent, créer de la valeur. »

Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique ; elle s'appelle puissance de travail ou force de travail.

Sous ce nom, il faut comprendre l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles (15). »

Comme on le voit, pour Marx, la force de travail est non seulement une marchandise, mais une marchandise essentielle. C'est en la consommant que le capitaliste créera une valeur qu'il s'appropriera : la plus-value. Comment peut-on prétendre que ce système capitaliste n'étant pas remis en cause, la force de travail puisse être autre chose qu'une marchandise ?

Marx écrit :

« Revenons à notre capitaliste en herbe (...). Il vient d'acheter sur le marché tous les facteurs nécessaires à l'accomplissement du travail, les facteurs objectifs – moyens de production – et le facteur subjectif – force de travail. Il les a choisis en connaisseur et en homme avisé, tels qu'il les faut pour son genre d'opération particulier, filage, cordonnerie, etc. Il se met donc à consommer la marchandise qu'il a achetée, la force de travail, ce qui revient à dire qu'il fait consommer les moyens de production par le travail (16). »

Pour Marx, si l'on considère « le procès de travail, en tant que consommation de la force de travail par le capitaliste », on doit relever « deux phénomènes particuliers ».

D'une part :

« L'ouvrier travaille sous le contrôle du capitaliste auquel son travail

appartient. Le capitaliste veille soigneusement à ce que la besogne soit proprement faite et les moyens de production employés suivant le but recherché, à ce que la matière première ne soit pas gaspillée. »

D'autre part : « En second lieu, le produit est la propriété du capitaliste et non du producteur immédiat, du travailleur. Le capitaliste paie, par exemple, la valeur journalière de la force de travail, dont, par conséquent, l'usage lui appartient durant la journée. L'usage de la marchandise appartient à l'acheteur, et en donnant son travail, le possesseur de la force de travail ne donne en réalité que la valeur d'usage qu'il a vendue. Dès son entrée dans l'atelier, l'utilité de sa force, le travail, appartenait au capitaliste. En achetant la force de travail, le capitaliste a incorporé le travail comme ferment de vie aux éléments passifs du produit, dont il était aussi nanti. A son point de vue, le procès de travail n'est que la consommation de la force de travail, de la marchandise qu'il a achetée, mais qu'il ne saurait consommer sans lui ajouter des moyens de production. Le procès du travail est une opération entre choses qu'il a achetées, qui lui appartiennent. Le produit de cette opération lui appartient donc au même titre que le produit de la fermentation dans son cellier (...) (17). »

Dès lors, c'est dans le procès de travail lui-même, par le rapport d'exploitation capitaliste, que va être rendu possible le dégagement de la plus-value.

En effet, écrit Marx,

« la valeur que la force de travail possède et la valeur qu'elle peut créer diffèrent donc de grandeur. C'est cette différence de valeur que le capitaliste avait en vue, lorsqu'il acheta la force de travail (18). »

Ce qui décide un capitaliste à acheter la marchandise-force de travail, précise Marx, c'est

(15) *Le Capital*, Livre premier, deuxième section, chapitre VI, « L'achat et la vente de la force de travail ».

(16) *Ibidem*.

(17) *Le Capital*, Livre premier, troisième section, chapitre VII, « La production de valeurs d'usage et la production de la plus-value ».

(18) *Ibidem*.

« l'utilité spécifique de cette marchandise d'être source de valeur, et de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même. C'est là le service spécial que le capitaliste lui demande. Il se conforme en ce cas aux lois éternelles de l'échange des marchandises. En effet, le vendeur de la force de travail, comme le vendeur de toute autre marchandise, en réalise la valeur échangeable et en aliène la valeur usuelle.

Il ne saurait obtenir l'une sans donner l'autre. La valeur d'usage de la force de travail, c'est-à-dire le travail, n'appartient pas plus au vendeur que n'appartient à l'épicier la valeur d'usage de l'huile vendue. L'homme aux écus a payé la valeur journalière de la force de travail ; son usage pendant le jour, le travail d'une journée entière, lui appartient donc. Que l'entretien journalier de cette force ne coûte qu'une demi-journée de travail, bien qu'elle puisse opérer ou travailler pendant la journée entière, c'est-à-dire que la valeur créée par son usage pendant un jour soit le double de sa propre valeur journalière, c'est là une chance particulièrement heureuse pour l'acheteur (19). »

COMMENT EST DÉTERMINÉE LA VALEUR DE LA MARCHANDISE- FORCE DE TRAVAIL

Marx conclut :

« La production de plus-value n'est donc autre chose que la production de valeur prolongée au-delà d'un certain point. Si le procès de travail ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capital est remplacée par un équivalent nouveau, il y a simple production de valeur ; quand il dépasse cette limite, il y a production de plus-value (20). »

C'est là la vertu « miraculeuse », pour reprendre la formule de Marx, de la marchandise-force de travail. A la différence des moyens de production (matières premières, machines, amortissement...) dont la valeur se retrouve à l'identique « reproduite » dans les marchandises produites, la marchandise force de travail, elle, dès lors qu'elle est en activité, a comme caractéristique que « son mouvement crée à chaque instant une

valeur additionnelle, une valeur nouvelle » (21). Pour se faire comprendre, Marx envisage deux cas de figures.

Premier cas de figure :

« Supposons que la production s'arrête au point où le travailleur n'a fourni que l'équivalent de la valeur journalière de sa propre force, lorsqu'il a, par exemple, ajouté par son travail de six heures une valeur de 3 sh. (22). Cette valeur forme l'excédent de la valeur du produit sur les éléments de cette valeur provenant des moyens de production. (...) Par rapport aux 3 sh. dépensés, la valeur nouvelle de 3 sh. apparaît comme une simple reproduction (23). »

Dans ce cas, on reviendrait à la formule A-M-A. Il n'y aurait pas de plus-value et on ne voit pas pourquoi le capitaliste ferait un tel investissement non productif.

La réalité relève donc de l'autre cas de figure évoqué :

« Nous savons déjà cependant que la durée du travail dépasse le point où un simple équivalent de la valeur de la force de travail serait reproduit et ajouté à l'objet travaillé. Au lieu de six heures qui suffiraient pour cela, l'opération dure douze heures ou plus. La force de travail en action ne reproduit donc pas seulement sa propre valeur ; mais elle produit encore de la valeur en plus. Cette plus-value forme l'excédent de la valeur du produit sur celle de ses facteurs consommés, c'est-à-dire des moyens de production et de la force de travail (24). »

C'est précisément là qu'intervient le mécanisme de la lutte de classe.

(19) *Ibidem*.

(20) *Ibidem*.

(21) *Le Capital*, Livre premier, troisième section, chapitre VIII, « *Le capital constant et le capital variable* ».

(22) Dans ce cas, Marx fait l'hypothèse que la valeur de la journée de travail, c'est-à-dire la somme des valeurs des marchandises nécessaires à la production, la reproduction et l'entretien de la marchandise-force de travail, est représentée par trois hillings.

(23) *Le Capital*, Livre premier, troisième section, chapitre VIII, « *Le capital constant et le capital variable* ».

(24) *Ibidem*.

Marx rappelle :

« Nous sommes partis de la supposition que la force de travail est achetée et vendue à sa valeur. Cette valeur, comme celle de toute autre marchandise, est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production (25). »

“JE VEUX LA VALEUR DE MA MARCHANDISE”

Par conséquent, la classe capitaliste va en permanence chercher à abaisser le temps de travail nécessaire à la production de la marchandise-force de travail, de manière à dégager un temps de travail extra (supplémentaire) de plus en plus grand et donc à augmenter la part de la plus-value par rapport à la valeur de la force de travail.

Marx souligne :

« La journée de travail n'est donc pas une grandeur constante, mais une grandeur variable. Une de ses parties est bien déterminée par le temps de travail qu'exige la reproduction continue de l'ouvrier lui-même ; mais sa grandeur totale varie suivant la longueur ou la durée de surtravail. La journée de travail est donc déterminable, mais, par elle-même, elle est indéterminée (26). »

Dans la détermination de cette longueur de la journée de travail, intervient précisément le fait que la force de travail est une marchandise. Son échange entre celui qui la vend et celui qui l'achète obéit aux règles de l'échange général des marchandises.

Marx écrit :

“Le capital n'a qu'un penchant naturel, qu'un mobile unique : il tend à s'accroître, à créer une plus-value, à absorber, au moyen de sa partie constante, les moyens de production, la plus grande masse possible de travail extra. Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage. Le temps pendant lequel l'ouvrier travaille est le temps pendant

lequel le capitaliste consomme la force de travail qu'il lui a achetée. Si le salarié consomme pour lui-même le temps qu'il a de disponible, il vole le capitaliste.

Le capitaliste en appelle donc à la loi de l'échange des marchandises. Il cherche, lui, comme tout autre acheteur, à tirer de la valeur d'usage de sa marchandise le plus grand parti possible. Mais, tout d'un coup, s'élève la voix du travailleur, qui jusque-là était comme perdue dans le tourbillon de la production :

La marchandise que je t'ai vendue se distingue de la tourbe des autres marchandises, parce que son usage crée de la valeur, et une valeur plus grande qu'elle coûte elle-même. C'est pour cela que tu l'as achetée. Ce qui pour toi semble accroissement de capital est pour moi excédent de travail. Toi et moi, nous ne connaissons sur le marché qu'une loi, celle de l'échange des marchandises. La consommation de la marchandise appartient non au vendeur qui l'aliène, mais à l'acheteur qui l'acquiert. L'usage de ma force de travail t'appartient donc. Mais par le prix quotidien de sa vente, je dois chaque jour pouvoir la reproduire et la vendre de nouveau. Abstraction faite de l'âge et d'autres causes naturelles de dépérissement, je dois être aussi vigoureux et dispos demain qu'aujourd'hui pour reprendre mon travail avec la même force. (...) Par une prolongation outre mesure de la journée de travail, tu peux en un seul jour mobiliser une plus grande quantité de ma force que j'en puis remplacer en trois. Ce que tu gagnes en travail, je le perds en substance. Or l'emploi de ma force et sa spoliation sont deux choses entièrement différentes. (...) Tu paies une force de travail d'un jour quand tu en uses une de trois. Tu violes notre contrat et la loi des échanges. Je demande donc une journée de travail de durée normale, et je la demande sans faire appel à ton cœur, car, dans les affaires, il n'y a pas de place pour le sentiment. (...) J'exige la journée de travail normal, parce que je veux la valeur de ma marchandise, comme tout autre vendeur.

Comme on le voit, à part des limites tout élastiques, la nature même de

(25) *Le Capital*, Livre premier, troisième section, chapitre X, « La journée de travail ».

(26) *Ibidem*.

l'échange des marchandises n'impose aucune limitation à la journée de travail et au travail extra. Le capitaliste soutient son droit comme acheteur, quand il cherche à prolonger cette journée aussi longtemps que possible et à faire deux jours d'un. D'autre part, la nature spéciale de la marchandise vendue exige que sa consommation par l'acheteur ne soit pas illimitée, et le travailleur soutient son droit comme vendeur quand il veut restreindre la journée de travail à une durée normalement déterminée. Il y a donc ici une antinomie, droit contre droit, tous deux portant le sceau de la loi qui règle l'échange des marchandises. Entre deux droits égaux, qui décide ? La force. Voilà pourquoi la réglementation de la journée de travail se présente dans l'histoire de la production capitaliste comme une lutte séculaire pour les limites de la journée de travail, lutte entre le capitaliste, c'est-à-dire la classe capitaliste, et le travailleur, c'est-à-dire la classe ouvrière (27). »

Le système capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, n'a d'autre racine que ce rapport social d'exploitation qui contraint le prolétaire à vendre sa force de travail comme une marchandise. La compréhension de cette réalité débouche sur cette conclusion politique tirée par Marx (et à sa suite par tous ceux qui assumeront la continuité du marxisme) : aussi longtemps que survivra le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, le prolétaire n'aura rien d'autre à vendre que sa force de travail comme une marchandise.

CE QUI FONDE L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Mais cette force de travail vendue comme une marchandise est aussi à la base de ce qui fonde l'unité de la classe ouvrière. En effet, la classe ouvrière ne commence à devenir « classe pour soi » — c'est-à-dire consciente de ses intérêts et s'organisant pour les défendre et les faire prévaloir — que quand, combattant la division par laquelle la classe capitaliste cherche à

opposer les ouvriers entre eux, elle progresse sur la voie de la réalisation de son unité. Unité qui se matérialise dans la construction d'organisations ouvrières indépendantes, et la conquête d'institutions ouvrières indépendantes et de droits collectifs. Mais la classe ouvrière ne peut être classe que **parce que tous les ouvriers sont placés dans une même relation vis-à-vis du processus de production**. La classe ouvrière ne peut être classe que parce que, vis-à-vis du procès de production, elle constitue une même force de travail, contrainte de se vendre comme marchandise, tandis que, de l'autre côté de la barrière, la classe capitaliste est composée de ceux qui, possédant les moyens de production, achètent la force de travail comme une marchandise et lui font produire plus de valeur qu'elle n'en consomme.

Dans la société capitaliste, la reconnaissance de la force de travail comme une marchandise est à la base de la reconnaissance de la lutte de classe, c'est-à-dire de l'antagonisme irréductible entre les classes sociales, entre capital et travail. **La reconnaissance de la force de travail comme une marchandise est la condition de l'organisation indépendante de la classe ouvrière, de l'indépendance de classe.**

UNE NÉCESSAIRE RÉVOLUTION SOCIALE

Pour que le travail ne soit plus une marchandise, une révolution sociale sera nécessaire : la révolution expropriatrice du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Seule la socialisation (l'appropriation collective) des moyens de production fera disparaître la scission entre possesseurs de moyens de production et possesseurs de force de travail. Alors le système d'exploitation disparaîtra et la plus-value elle-même, but unique de l'exploitation capitaliste, disparaîtra.

(27) *Ibidem.*

Dès lors, le prolétaire, n'étant plus contraint de vendre sa force de travail comme une marchandise, cessera d'être un prolétaire (28). La classe ouvrière pourra alors bénéficier de l'usufruit plein et entier de son travail. Alors s'ouvrira la marche au socialisme et, au-delà, au communisme, société sans classe et sans Etat, où chacun recevra selon ses besoins et où la production sera régulée par la satisfaction des besoins humains et non par la recherche du profit, c'est-à-dire par l'extorsion de la plus-value.

Pour que cette œuvre expropriatrice indispensable ait lieu, encore faut-il que dans la société capitaliste telle qu'elle est aujourd'hui, la classe ouvrière puisse conquérir son droit à l'organisation indépendante, défendre et renforcer à chaque étape l'existence des institutions ouvrières, ces « *bastions de démocratie prolétarienne insérés dans les interstices de la société bourgeoise* », comme les appelait Trotsky. Pour cela, la classe ouvrière se doit d'exciper en permanence du caractère de marchandise de sa force de travail pour pouvoir justifier — du point de vue même des lois du libre-échange qui caractérisent le capitalisme — de son droit absolu à échanger cette marchandise à sa juste valeur et à disputer au capitaliste sa prétention d'extorquer davantage de surtravail.

Comme le dit Marx : c'est « *droit contre droit* ». Cela pose le problème de la force, donc du rapport de force entre les classes sociales. Cela pose le problème de l'existence d'organisations ouvrières indépendantes, d'institutions ouvrières qui cristallisent l'existence de la classe ouvrière comme classe.

LA CHARTE D'AMIENS DE LA CGT DE 1906

Sous toutes les latitudes, les organisations ouvrières (marxistes ou pas), et en particulier les organisations syndicales, ont toujours revendiqué le droit absolu de la classe ouvrière de s'organiser pour vendre au plus haut niveau sa force de travail. Pour prendre un exemple parmi d'autres, citons la Charte d'Amiens, qui a fondé en France la

Confédération générale du travail (CGT) en 1906 :

« *La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.*

Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation générale. »

Ainsi donc, la CGT inscrit son action dans le mouvement général de la classe ouvrière, dont la tâche historique est « *l'abolition du salariat et du patronat* », c'est-à-dire l'abolition du système d'exploitation capitaliste fondé sur l'obligation faite à la classe ouvrière de vendre sa force de travail comme une marchandise. D'autre part, dans l'activité quotidienne du syndicalisme, la Charte d'Amiens fixe à la CGT le mandat constant d'imposer par le rapport de force la vente au meilleur prix de la marchandise-force de travail, précisément parce que c'est une marchandise.

LA CONSTITUTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN CLASSE POUR SOI

On peut dire que l'histoire du mouvement ouvrier, c'est l'histoire de la

(28) Prolétaire : « *Celui dont les ressources proviennent uniquement du travail manuel* » (dictionnaire *Le Robert*).

classe ouvrière se constituant en classe pour soi et prenant au mot, en quelque sorte, la classe capitaliste :

« Vous dites que votre système est fondé sur le libre-échange ? Vous prétendez échanger notre marchandise-force de travail contre son équivalent argent sous la forme de salaire ? Eh bien, nous vous prenons au mot et nous allons nous organiser pour que dans ce marchandage, au sens plein du terme, nous, vendeurs de la force de travail, ne soyons pas lésés dans les proportions où vous, capitalistes, voulez nous léser. Car nous, les ouvriers organisés et conscients, nous avons compris de vous, les capitalistes, ce que sont les lois éternelles de l'échange. Nous sommes conscients qu'en système capitaliste, nous n'avons d'autre choix que de réaliser la valeur échangeable de notre marchandise-force de travail et, par conséquent, d'en aliéner la valeur usuelle. Mais, par notre organisation en classe pour soi, nous avons compris que notre marchandise-force de travail présente à vos yeux une valeur d'usage particulière ; elle rend un service spécial, puisqu'elle produit plus de valeur qu'elle n'en consomme. C'est la raison pour laquelle, dans le cadre même de la loi générale qui régit les échanges entre les marchandises, nous, classe ouvrière organisée et consciente, cherchons en permanence à réduire cette part de surtravail que vous, classe capitaliste, voulez vous approprier. Et cette tâche, nous l'accomplissons en faisant valoir par notre lutte de classe davantage "d'éléments moraux et historiques" qui vont s'intégrer dans la valeur de notre force de travail. A l'inverse, vous, la classe capitaliste, vous allez tout faire pour réduire au strict minimum la valeur de la force de travail de manière à vous approprier la plus grande part possible de plus-value. Mais nous sommes conscients, nous classe ouvrière, qu'il n'y a pas de lutte de classe sans ce rapport d'échange, sans précisément ce caractère de marchandise de notre force de travail. La remettre en cause, c'est remettre en cause notre droit à nous organiser pour défendre nos intérêts spécifiques dans un échange qui, comme tout échange, comprend une partie qui achète et une partie qui vend. »

La notion même de force de travail reconnue comme marchandise est la condition de la reconnaissance de

l'existence des organisations ouvrières indépendantes et du droit de la classe à s'organiser comme classe. C'est donc la condition de la démocratie (29). A l'inverse : tout régime politique corporatiste négateur de la démocratie tente d'interdire à la classe ouvrière de s'organiser comme classe... au nom du fait que « le travail n'est pas une marchandise ».

LE RÉGIME CORPORATISTE DE VICHY

France, 1941-1942 : le régime corporatiste de Vichy — instauré sous l'égide de l'occupant nazi — met en place la Charte du travail, dans laquelle (la CGT, centrale syndicale indépendante, ayant été dissoute et interdite) il cherche à incorporer la classe ouvrière. Dans un discours prononcé à Commeny, le maréchal Pétain déclare :

(29) On pourrait objecter à cet argument le fait que l'Organisation internationale du travail (OIT) a intégré dans sa déclaration de Philadelphie de 1944 la formule « *Le travail n'est pas une marchandise* ». C'est exact. A quoi nous répondrons ceci : L'OIT est une organisation tripartite, dans laquelle siègent à égalité les représentants des Etats, des patrons et des organisations syndicales. L'OIT constitue un point d'appui pour le mouvement ouvrier international dans la mesure où les conventions qui ont été ratifiées garantissent un certain nombre de droits et de conquêtes collectifs pour les salariés, dès lors qu'elles sont ratifiées par les gouvernements et les Parlements nationaux. Alors qu'aujourd'hui, l'impérialisme, et notamment l'impérialisme américain, remet en cause l'existence des nations et de toutes les garanties collectives que la classe ouvrière y a inscrites par sa lutte de classe, la défense de telles conventions s'inscrit dans la défense des organisations ouvrières indépendantes, des garanties collectives et des nations. Il n'en reste pas moins que l'OIT, constituée comme organisation tripartite, suppose l'existence d'un lien permanent entre patrons, gouvernements et organisations de salariés. On observera, en outre, que l'affirmation « *Le travail n'est pas une marchandise* » n'était pas présente dans la déclaration constitutive de l'OIT en 1919. C'est en 1944, à une époque où toutes les forces politiques étaient marquées par le sceau du corporatisme, y compris les secteurs de la bourgeoisie qui s'étaient opposés aux régimes fascistes et totalitaires, que cela fut inscrit. Ce n'est pas une raison pour les organisations ouvrières de s'en réclamer. Ce qu'elles n'ont d'ailleurs pas fait entre 1944 et le milieu des années 1990.

« Les ouvriers veulent d'abord s'évader de l'anonymat où ils ont été jusqu'ici trop souvent confinés. Ne pas vendre leur travail comme une marchandise, ne pas être traités comme des machines, mais comme des êtres vivants, pensant, souffrant, avoir avec leurs chefs des relations d'homme à homme (30). »

Pétain prétend donc qu'ouvriers et patrons ne sont pas reliés entre eux par des rapports d'exploitation antagoniques, mais qu'il ont « des relations d'homme à homme ». Ils seraient partie intégrante d'une unité organique plus vaste, celle de la « société organisée », où la lutte de classe n'existerait pas. Peu auparavant, Pétain avait, dans un discours à Saint-Etienne, déclaré :

« Ouvriers, techniciens, patrons, si nous sommes aujourd'hui confondus dans le malheur, c'est qu'hier vous avez été assez fous pour vous montrer le poing. Cherchez au contraire à mieux vous connaître. Vous vous en estimerez davantage, vous aurez confiance les uns dans les autres, vous résoudrez ensemble les grands problèmes du travail et de l'ordre social. »

Il y a un rapport entre les deux citations.

Quelques années après la grande vague révolutionnaire de 1936 (conduite dans l'impasse par la politique des appareils du PCF et de la SFIO, alliés à la bourgeoisie dans le cadre du gouvernement de Front populaire), Pétain tient le langage de la contre-révolution :

« Hier, les ouvriers ont été assez fous pour montrer le poing aux patrons et les patrons aux ouvriers ; il faut s'estimer réciproquement, ne pas considérer l'ouvrier comme une marchandise et, dans ces rapports d'homme à homme, œuvrer au bien-être commun... »

Lequel bien-être commun suppose l'acceptation par tous du régime d'exploitation capitaliste fondé sur l'exploitation de la force de travail ; mais celle-ci est camouflée, déguisée, dans le rapport corporatiste où l'existence des classes sociales est purement et simplement niée.

LE RÉGIME FRANQUISTE

Mêmes références dans le Fuero del trabajo (Charte du travail) de Franco de 1938 (modifié le 10 janvier 1967 pour l'adapter au concile Vatican II), dont nous citons trois articles :

Article 1 :

« Le travail est la participation de l'homme à la production (...) pour (...) l'aisance de sa vie et pour le meilleur développement de l'économie nationale. »

Article 2 :

« Etant essentiellement personnel et humain, le travail ne saurait être réduit à un concept matériel de marchandise (...). »

Article 3 :

« Le droit de travailler est la conséquence du devoir imposé à l'homme par Dieu, pour l'accomplissement de ses fins individuelles et pour la prospérité et la grandeur de la patrie. »

L'ÉGLISE CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER INDÉPENDANT DÈS LE XIX^e SIÈCLE

La référence à Dieu n'a rien de fortuit. Dès le XIX^e siècle, c'est l'Église qui organise les premiers contre-feux au développement du mouvement ouvrier indépendant. Les premières organisations syndicales jaunes sont souvent d'inspiration chrétienne, opposant à la lutte des classes l'association capital-travail, au nom de la fraternité des hommes en Jésus-Christ. C'est à cette source que les régimes corporatistes totalitaires des années 1920 et 1930 iront puiser leur inspiration. En 1891, l'encyclique *Rerum novarum*, sous-titrée « Sur la condition des ouvriers », est publiée par le pape Léon XIII.

(30) Cité dans la préface de René Belin à la brochure *La Charte du travail*, éditée en 1942, et écrite par René Guédon.

On y lit en particulier :

« *L'homme doit accepter cette nécessité de sa nature qui rend impossible, dans la société civile, l'élévation de tous au même niveau.* »

L'encyclique *Rerum novarum* en tire des conclusions pratiques :

« *L'erreur capitale dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies-nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une affirmation à ce point irraisonnable et fausse qu'il faut placer la vérité dans une doctrine absolument opposée. De même que, dans le corps humain, les membres, malgré leur diversité, s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné et qu'on pourrait appeler symétrique, ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté.* »

Comment engendrer semblable concorde ? En rappelant à chacun ses devoirs. Citons *Rerum novarum* :

« *Parmi ces devoirs, voici ceux qui regardent le pauvre et l'ouvrier. Il doit fournir intégralement et fidèlement tout le travail auquel il s'est engagé par contrat libre et conforme à l'équité. Il ne doit point léser son patron. (...) Quant aux riches et aux patrons, ils ne doivent point traiter l'ouvrier en esclave (...). Parmi les devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui convient. Ce serait un crime à crier vengeance au ciel que de frustrer quelqu'un du prix de ses labeurs.* »

C'est donc au patron qu'il revient de fixer à l'ouvrier « le prix de ses labeurs ». Aucune marchandage n'est possible, puisque la force de travail n'est pas, ici, une marchandise : il suffit de « respecter » en l'ouvrier le fait qu'il n'est pas un esclave (ce qui, en système capitaliste, pour des raisons analysées d'ailleurs par Marx, correspond à un « prix du labour » au-

dessous duquel le capitaliste n'a pas intérêt à descendre). Mais, à partir du moment où ce n'est pas l'échange des marchandises qui définit la valeur de la force de travail, il n'y a donc aucun élément objectif sur lequel la classe ouvrière puisse prendre appui pour s'organiser et faire valoir ses droits !

Comment prévenir alors une sur-exploitation excessive de l'ouvrier ? L'Église a tout prévu :

« *Dans ces cas et d'autres analogues, comme en ce qui concerne la journée de travail et les soins de la santé des ouvriers dans les usines (...), il sera donc préférable d'en réserver en principe la solution aux corporations ou syndicats.* »

Bien évidemment, les « syndicats » et « corporations » dont il est question ici ne sont pas les syndicats ouvriers indépendants, fondés sur la reconnaissance de la classe ouvrière comme classe. Il s'agit des corporations fascistes, celles que l'on va retrouver dans la Charte du travail de Pétain, dans celle de Franco, dans les faisceaux de Mussolini et dans l'ensemble des constructions corporatistes qui s'épanouiront dans les années trente en Europe.

1931

En 1931, l'encyclique *Quadragesimo anno* sur « l'instauration de l'ordre social », prononcée par le pape Pie XI, après avoir rejeté les « prétentions injustifiées du capital » comme les « prétentions injustifiées des travailleurs », réaffirme « le principe d'une juste répartition » et d'un « juste salaire ». L'encyclique déclare :

« *Ils se trompent, en effet, ceux qui (...) concluent que l'ouvrier est autorisé à revendiquer pour soi la totalité du produit de son labour.* »

Donc, la marchandise-force de travail doit nécessairement produire plus de valeur qu'elle n'en consomme.

Mais, en même temps, il faut absolument camoufler l'essence même de la force de travail comme étant une

marchandise, sous peine d'inciter la classe ouvrière à s'organiser comme classe pour vendre au meilleur taux cette force de travail. Aussi, l'encyclique *Quadragesimo anno* prône-t-elle la détermination du salaire à partir de trois considérants : « *Tout d'abord, on doit payer à l'ouvrier un salaire qui lui permette de pourvoir à ses subsistances et à celles des siens.* » Il est évoqué que, même s'il faut faire travailler tous les membres de la famille, « *il n'est aucunement permis d'abuser de l'âge des enfants ou de la faiblesse des femmes* ». Pas d'abus, une sobre et juste consommation, en somme...

Deuxième critère :

« *Dans la détermination des salaires, on tiendra également compte des besoins de l'entreprise et de ceux qui l'assument. Il serait injuste d'exiger d'eux des salaires qu'ils ne pourraient supporter sans courir à la ruine et entraîner les travailleurs avec eux dans le désastre.* »

Par conséquent :

« *Que tous donc, les ouvriers comme les patrons, s'appliquent en parfaite union d'efforts et de vue à triompher de toutes les difficultés.* »

Pour finir,

« *on s'inspirera enfin dans la fixation du taux des salaires des nécessités de l'économie générale* ».

1961

On pourrait citer également l'encyclique de Jean XXIII de mai 1961 sur « *l'évolution contemporaine de la vie sociale à la lumière des principes chrétiens* », qui elle aussi réclame « *la fixation du juste salaire* » « *pour mener une vie digne de l'homme et subvenir à leurs charges de famille* ». Mais, précise Jean XXIII : « *Dans la fixation d'un juste salaire, on doit aussi considérer l'apport effectif de chacun à la production* », etc.

On pourrait multiplier les citations. Toutes montreraient qu'à l'origine de

l'affirmation selon laquelle la force de travail n'est pas une marchandise (et que, par conséquent, sa valeur doit être déterminée par des critères qui n'ont rien à voir avec la somme des valeurs des marchandises nécessaires à son entretien, sa production et sa reproduction), on retrouve la doctrine sociale de l'Eglise, matérialisée dans les régimes corporatistes.

De ce point de vue, il n'y a rien d'étonnant que, aujourd'hui encore, des idéologues de l'extrême droite se revendiquent de cette continuité. Citons, parmi d'autres, Jean-Yves Le Gallou, l'un des responsables du Mouvement national républicain, formé sous l'égide de M. Mégret, comme scission du Front national de Jean-Marie Le Pen, et qui, dans un discours prononcé le 27 août 2000 à l'appui de la « *préférence nationale* », déclare :

« *Nous, nous disons que le travail n'est pas une marchandise. Le travail est un élément qui construit la personnalité. Le travail est un élément qui enracine l'homme dans une activité, dans un métier, dans une entreprise, dans un pays, dans une patrie.* »

DE VICHY À PORTO ALEGRE...

Force est de constater que c'est dans cette continuité que le Forum social mondial de Porto Alegre s'est fait le porte-voix du mot d'ordre « *Le travail n'est pas une marchandise.* »

Nous avons, dans de nombreux articles de *La Vérité*, analysé le mécanisme, le contenu, les objectifs du Forum social de Porto Alegre. Il apparaît clairement que, sous l'égide du mot d'ordre : « *Le travail n'est pas une marchandise* », ce Forum social est largement soutenu par différents gouvernements qui y envoient leurs ministres. Les livres des animateurs du Forum social sont édités par la Banque mondiale, qui les fait circuler comme modèle de la démocratie participative. Y participent les représentants des Eglises, et notamment celle du Brésil, extrêmement puissante, les repré-

sentants des gouvernements, les représentants des institutions internationales, mais aussi, directement, les représentants de la classe capitaliste.

"APPUI ET PARRAINAGES"...

Sur le site Internet du Forum social mondial, on lit sous le titre « *Appuis et parrainage* », cet avertissement :

« *Le Forum social mondial a reçu le soutien financier et institutionnel de plusieurs entreprises, organisations et fondations. Sans ce soutien, le FSM ne se serait pas réalisé.* »

La page web de cet avertissement fournit des détails édifiants concernant les « parrains » du Forum social mondial : Petrobras (la compagnie brésilienne du pétrole, en voie de privatisation) y côtoie la Fondation Ford (liée à l'une des plus grandes multinationales du monde) et la Fondation de la Banco do Brasil (l'une des plus grandes banques brésiliennes, étroitement liée au système financier international et aux grandes banques américaines) !

Parmi les « associations », on trouve au premier plan OXFAM International, ainsi que ses succursales belge, danoise, anglaise, hollandaise et américaine. Il s'agit de la plus impressionnante ONG dans le monde, qui fait l'objet d'« investissements » multiples de la Banque mondiale, de l'Union européenne, etc. Nous y reviendrons.

La participation d'organisations ouvrières à des forums de ce type vise à les intégrer dans un cadre où, le travail n'étant pas une marchandise, la classe ouvrière n'est plus classe, et les organisations ouvrières n'ont plus le mandat spécifique de défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs face à la classe capitaliste.

Dès lors, c'est la marche à un corporatisme d'un type nouveau, mondialisé, supranational, sous l'égide de l'OMC, de la Banque mondiale, du FMI, de l'Union européenne.

... À SAINT-DENIS

Le Forum social européen de Paris-Saint-Denis de novembre 2003 présente les mêmes caractéristiques.

On y retrouve, là aussi, la présence d'organismes représentants les Eglises : *Témoignage chrétien*, Les Amis de *La Vie*, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), le Secours islamique France, ATD-Quart Monde.

Le soutien des gouvernements est une donnée officielle du Forum social européen.

Lors de l'assemblée européenne de préparation du Forum social européen de Paris-Saint-Denis (Gênes, 19 et 20 juillet 2003) (31), le rapport présenté sur les finances fournit les informations suivantes :

— total prévision dépenses : 4 353 000 euros ;

— total prévision recettes : 3 867 000 euros ;

— déficit au 30 juin : 486 000 euros.

Concernant les recettes, le total de 3 867 000 euros est ventilé ainsi :

— droits d'inscription : 450 000 euros ;

— fonds publics : 3 357 000 euros ;

— vente des produits dérivés : 60 000 euros.

Donc, 87 % du total du financement prévu du Forum social européen proviennent des fonds publics (l'aide publique ne se limite pas d'ailleurs à l'aide financière, mais concerne aussi l'hébergement gratuit, comme le signale le compte rendu de la réunion du 14 août).

(31) Le compte rendu de cette assemblée européenne de préparation est disponible sur les différents sites Internet mis en place par le FSE et ses organisations constitutives.

Dans un document daté de septembre 2003, le secrétariat d'organisation du FSE signale avoir déjà reçu un demi-million d'euros du gouvernement français.

Ironie de l'histoire, nous sommes en septembre 2003. Des centaines de milliers de travailleurs de la fonction publique en France subissent sur leur salaire des prélèvements de 400, 500 euros, chaque mois, depuis août (et cela va durer plusieurs mois), comme prix à payer de la longue grève du printemps dernier. Des centaines de milliers de salariés vont donc se voir retirer jusqu'à 1 000, 2 000, 3 000 euros parce que le gouvernement les sanctionne : ils ont osé faire grève pour défendre leur régime de retraite, défendre leurs droits et leurs statuts, contre la décentralisation. Le gouvernement aux ordres de l'Europe ne l'accepte pas, il le fait payer, et au prix fort, aux grévistes.

En même temps que le gouvernement prélève leur argent aux grévistes, il subventionne, à sa demande, le Forum social européen. Pourquoi le gouvernement français finance-t-il le Forum social européen ? Pour les mêmes raisons que les grandes entreprises brésiliennes financent le Forum social mondial. Qui paie commande ! Le contenu corporatiste du Forum social appelle le financement par les Etats et les gouvernements qui mettent en œuvre les politiques anti-ouvrières. Il est significatif qu'en France, le financement public du Forum social européen soit quasiment effectué moitié-moitié par la gauche et par la droite. A égalité avec le gouvernement, on retrouve la région Ile-de-France, dirigée par le « socialiste » Huchon, la Ville de Paris, dirigée par le « socialiste » Delanoë, ou le conseil général de Seine-Saint-Denis, dirigé par un représentant du Parti communiste français.

Dans le compte rendu du secrétariat d'organisation du FSE du 16 mai 2003, on lit :

« Le groupe Finance a pour mandat de poursuivre toute piste complémentaire de financement, si petites soient-elles, et,

notamment, en direction d'OXFAM, des groupes parlementaires européens, des fondations. »

QUE SE CACHE-T-IL DERRIÈRE OXFAM ?

De nouveau, le sigle OXFAM. Que se cache-t-il derrière cette ONG que l'on retrouve dans tous les « forums » où le travail est réputé « *ne pas être une marchandise* » ?

Présente dans une centaine de pays, OXFAM est une de plus grandes ONG dans le monde. Son budget annuel est estimé globalement à 190 millions d'euros (plus de 200 millions de dollars). Dans le journal français *Le Monde*, daté du 26 janvier 2002, le responsable des finances du Forum social mondial de Porto Alegre déclara :

« Les 650 000 dollars (740 000 euros) qu'il a récoltés proviennent essentiellement de l'ONG internationale OXFAM. »

D'où vient cet argent ?

Le rapport d'activité 2001 d'OXFAM-Québec cite, « *parmi les principaux bailleurs de fonds d'OXFAM-Québec, passés et actuels* » : l'Association canadienne de santé publique, la Banque mondiale, le Conseil canadien pour la coopération internationale, le gouvernement des Pays-Bas, le ministère des Affaires internationales du Nouveau-Brunswick, le ministère des Affaires internationales du Québec, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, la Communauté européenne.

Autre exemple : OXFAM-Grande-Bretagne fait part en plus des origines de ses fonds pour l'année 2000 (en livres sterling) :

« Gouvernement du Royaume-Uni, département du développement international : 10 533 000. Union européenne : 10 382 000. Haut Commissariat aux réfugiés (ONU) : 2 323 000. Autres agences de l'ONU : 1 243 000.

Membres d'OXFAM International : 9 437 000. Gouvernements (autres que Royaume-Uni) : 533 000. Autres agences internationales : 1 013 000. Œuvres de bienfaisance de la Loterie nationale : 427 000. Autres agences du Royaume-Uni : 77 000. Dons en nature, véhicules et matériel médical : 57 000. Dons en nature, aide alimentaire reçue du Programme alimentaire mondial : 15 915 000. Dons en nature, aide alimentaire reçue de l'Union européenne : 2 237 000. »

OXFAM apparaît donc comme un intermédiaire, une société écran entre de généreux donateurs qui veulent rester discrets : la Banque mondiale, les gouvernements des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne, et d'autres pays, l'ONU, l'Union européenne et... d'heureux bénéficiaires, au premier rang desquels les forums sociaux.

OXFAM-Grande-Bretagne revendique plus de 10 000 salariés !

« *Le travail n'est pas une marchandise* », nous dit-on... mais travailler pour OXFAM peut rapporter, et gros !

Il est confortable, en effet, d'appartenir au staff de direction d'OXFAM-Grande-Bretagne. En 2001, trois responsables gagnaient entre 50 000 et 59 999 livres sterling ; trois, entre 60 000 et 69 999, et un, entre 80 000 et 89 999.

Et tout cela finance de très « sociaux » forums mondiaux, européens ou asiatiques... au compte de quoi, au compte de qui ?

UNE OFFENSIVE CORPORATISTE : LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Le mot d'ordre « *Le travail n'est pas une marchandise* » est totalement relié au principe de « démocratie participative » appliqué par la municipalité de Porto Alegre, gérée par les responsables de l'organisation brésilienne affiliée au Secrétariat unifié. L'élément essentiel en est la tentative d'intégration-subordination des orga-

nisations ouvrières de salariés à la gestion de la municipalité.

« *La démocratie participative, c'est une machine à intégrer et détruire les organisations syndicales et populaires, à les réduire à n'être plus que des rouages de l'administration "participative", se pliant au cadre des décisions prises par le gouvernement — que ce soit au niveau de l'Etat ou de la municipalité — et les justifiant auprès de la population* »,

expliquait l'an dernier, dans *Informations ouvrières*, un syndicaliste de Porto Alegre, Lourival Pereira, président du syndicat SAGERS des travailleurs des silos et entrepôts de Rio Grande do Sul. Rappelant que le syndicat des personnels communaux et l'Union des associations populaires de quartier avaient été ainsi littéralement « absorbées » et liquidées par ce mécanisme, ce militant syndical rapportait l'expérience de son propre syndicat :

« *Nous avons un accord collectif, c'est une conquête. Mais cet accord n'est pas inscrit dans la loi, nous devons donc chaque année le renouveler (...). Cette année, nous demandions 12,43 %. Nous avons dû nous mettre en grève. Le gouvernement a appelé la police. Comment comprendre cela d'un gouvernement qui proclame partout qu'il pratique la "démocratie participative" ? Nous n'avons pas cédé. La grève s'est terminée sur une petite victoire. Nous n'avons pas eu le réajustement de nos salaires, mais nous avons obtenu la réaffirmation de notre contrat collectif, une augmentation substantielle des tickets-restaurant — qui représentent pour certains salariés jusqu'à 30 % de leur salaire — et nous avons obtenu la garantie du maintien de notre fonds de retraite, que le gouvernement laissait s'effondrer.*

Une chose est claire : rien ne se gagne jamais sans une dure lutte.

En fait de "démocratie participative", le gouvernement n'a cessé de nous expliquer : l'entreprise est dans une situation difficile et vos revendications n'aident pas à s'en sortir. Il n'y a pas d'argent, etc.

Mais, dans le même temps, il a accordé un prêt d'un montant de 200 millions de reais à une entreprise privée, le groupe TREVO, qui produit des fertilisants et possède des silos et des entrepôts.

Si l'on considère que le total des salaires de l'entreprise tourne autour de 500 000 reais, l'augmentation que nous demandions ne dépassait pas 750 000 reais. Deux cent soixante fois moins que le prêt qu'ils ont accordé à TREVO. Qu'est-ce qu'il y a de "démocratique" et de "participatif" là-dedans ? »

Un autre syndicaliste brésilien parlait, lui, de l'étau dans lequel la municipalité « participative » avait broyé le syndicat des fonctionnaires municipaux :

« On nous a placés face au chantage suivant : nous ne pouvons pas tout payer. Il y a des priorités. La population vous le dit : la priorité, ce sont les égouts (ou bien autre chose), vous ne pouvez pas vous y opposer en présentant des revendications de salaires qui remettraient tout en cause. Ils ont cherché en permanence à nous opposer à la population. Le budget participatif, c'est au nom de "l'intérêt commun" qui n'est rien d'autre finalement que l'intérêt de ceux qui tiennent les commandes : "diviser pour mieux régner". C'est une très vieille pratique du corporatisme réactionnaire. »

LE MOUVEMENT SYNDICAL EN DANGER

Sous une autre forme, on mesure aujourd'hui comment le mouvement syndical lui-même est soumis à une extraordinaire pression qui l'amène à remettre en cause son essence même. Dans une déclaration de la confédération syndicale française CGT du 6 août, titrée : « *Le salarié au travail n'est pas une marchandise* », on peut lire :

« La conquête de droits sociaux universels applicables pour les salariés de tous âges, sexes et condition sociale doit être à l'ordre du jour. Cet enjeu doit être placé au centre de tous les débats dans les instances internationales (ONU, OIT, OMC, FMI...) »

Faut-il rappeler, concernant la CGT, que l'affirmation selon laquelle « *le salarié au travail n'est pas une marchandise* » est exactement a contrario de la base constitutive de la CGT adopté dans la Charte d'Amiens de 1906 (voir plus haut) ? La CGT (comme la CGT-FO) ne s'est-elle

pas constituée sur la base des droits et garanties arrachés par la classe ouvrière en France avec ses régimes particuliers de protection sociale, son Code du travail, ses conventions collectives, ses statuts ?

Ne plus évoquer ces droits et garanties qui constituent la classe ouvrière comme classe, au profit d'hypothétiques « droits sociaux universels à conquérir », dans le cadre de l'ONU, de l'Organisation mondiale du commerce, du FMI ou de l'Union européenne, c'est renoncer à l'indépendance de l'organisation syndicale, c'est faire un pas sur la voie du corporatisme.

Cette pression qui s'exerce sur les organisations syndicales est naturellement véhiculée au premier rang par certains organismes internationaux, qui ont fait de l'insertion dans les institutions internationales le centre de leur activité. Parmi elles, l'UNI, dont la branche UNI-Europa écrit dans une déclaration du 6 mai 2002 :

« L'UNI se réclame du principe selon lequel le travail n'est pas une marchandise. »

La Confédération européenne des syndicats, véritable institution de l'Union européenne, propage à tous vents la même affirmation. Cela permet de promouvoir l'intégration des syndicats dans l'élaboration de la « Constitution européenne », via une prétendue « Charte des droits sociaux fondamentaux », véritable plat de lentilles pour lequel le mouvement syndical devrait renoncer à défendre tout ce qui a été conquis par la lutte de classe dans chacun des pays concerné.

ET LA SANTÉ ? ET L'ÉCOLE ?

Ici, il convient de mesurer certaines conséquences pratiques de la mystification « *Le travail n'est pas une marchandise* » et de ses dérivés : « *La santé n'est pas une marchandise* » ; « *L'école n'est pas une marchandise* » ; « *Non à la marchandisation de...* », etc.

En système capitaliste, la santé constitue une « marchandise » de choix. Il suffit par exemple d'étudier les réseaux et systèmes

de santé privés aux Etats-Unis pour voir que la « marchandise-force de travail » des travailleurs de la santé, incorporée aux moyens de production (hôpitaux, lits, appareils chirurgicaux, etc.), produit une marchandise « service de santé », dont la valeur est supérieure à la somme des valeurs des marchandises incorporées dans sa production : une plus-value a été dégagée dans le procès même de la production de la marchandise-santé.

C'est pourquoi des groupes capitalistes privés puissants investissent dans ce domaine.

La seule possibilité pour que la santé ne soit pas une marchandise, c'est qu'elle soit un service public, et de préférence un monopole public d'Etat. Le mot d'ordre « *La santé n'est pas une marchandise* » ou encore « *L'école n'est pas une marchandise* », pour avoir un sens, devrait donc être ainsi formulé :

« La santé (l'école) ne doit pas être une marchandise et pour cela doit être exclusivement un service public destiné à satisfaire les besoins de la population : donc cela exige la défense inconditionnelle du service public de santé (d'instruction), là où il existe, et le refus de toute forme de privatisation ; et là où un tel service public n'existe pas, cela exige la nationalisation immédiate sans indemnités ni rachat des institutions privées de santé et d'instruction. »

Chacun en conviendra : ce n'est qu'ainsi formulée que l'idée sous-jacente à « *La santé (l'école) n'est pas une marchandise* » prend une signification saisissable et utile aux travailleurs, à leurs familles, plus généralement à la démocratie.

Cette formulation n'apparaît jamais. Et pour cause : les plus ardents propagateurs du mot d'ordre « *La santé (l'école) n'est pas une marchandise* » sont aussi les organisateurs... de la privatisation de la santé, de l'école et des services publics en général.

PRIVATISEURS...

L'accusation peut sembler grave. Nous l'étayons.

Première preuve : la Confédération européenne des syndicats (CES) est au cœur du Forum social européen. « La santé, l'école, etc., n'est pas une marchandise » fait partie de son credo quotidien. Or la même CES a corédigé avec le patronat européen une directive instituant le « service d'intérêt général » (SIG).

Qu'est-ce que le « service d'intérêt général » ? C'est un « service rendu au public », pour lequel

« les opérateurs peuvent revêtir la forme soit d'une administration, soit d'une entreprise publique, soit d'une entreprise privée, soit d'une entreprise d'économie mixte, soit d'une entreprise intercommunale »,

indique la directive européenne.

L'Union européenne elle-même a fait de ce « service d'intérêt général » une arme de destruction des services publics dans chaque pays d'Europe. Les services publics des chemins de fer, de l'énergie, mais aussi de l'instruction, sont démantelés et des « morceaux » entiers – en général les plus rentables – livrés au privé. Mais cela reste « service d'intérêt général ».

Et cette arme de destruction des services publics a été élaborée et mise en œuvre par ceux qui proclament que « *la santé (l'école) n'est pas une marchandise* » !

Deuxième preuve : les organisations « non gouvernementales » occupent une place de choix dans tout le dispositif des forums sociaux, on l'a vu avec OXFAM. Or, en Asie, en Afrique, et de plus en plus en Europe même, les mêmes ONG sont propulsées par le FMI et la Banque mondiale comme « substituts caritatifs » à des services publics en voie de destruction. Ainsi, le Bangladesh ne connaît plus de système d'instruction publique. Les seules « écoles » sont les quelques heures d'instruction concédées ici ou là par les ONG.

... ET "ÉQUITABLES COMMERÇANTS"

Troisième preuve : de plus en plus importante est la place occupée — parmi

les organisations qui constituent les forums et autres rassemblements altermondialistes — par les associations qui prouvent « le développement durable » et les réseaux dits de « commerce équitable ».

Parmi les organisations coorganisatrices du Forum social européen 2003, on trouve dans la catégorie

« organisation prônant le “commerce équitable” : le Collectif de l'éthique sur l'étiquette, Commerce équitable.com, qui se présente comme une “entreprise SARL” française de commerce équitable), la Plate-forme pour le commerce équitable ”.

Or qu'est-ce que le commerce équitable ? Il suffit de lire les prospectus distribués par les associations du type Max Havelaar pour le comprendre. Le commerce équitable, c'est du commerce de marchandises produites dans des conditions où un revenu est garanti aux producteurs, dont on nous dit qu'il est supérieur à celui garanti en général dans les pays concernés, et dans des conditions d'exploitation dont on nous assure qu'elles sont moins atroces que celles qui y ont cours d'ordinaire.

A supposer que cela soit vrai (une étude serait sans doute instructive sur ce point), cela n'enlèverait rien au fait que, dans les conditions du marché capitaliste, le commerce dit « équitable » n'est possible que si la force de travail, ayant été achetée comme marchandise, elle a bien permis une production de plus-value incorporée dans la valeur de la marchandise, plus-value qui est source de profit pour nos très « équitables commerçants ». Le commerce équitable fait circuler des marchandises produites grâce à l'exploitation de la force de travail. Que les « équitables commerçants », suivant en cela des recommandations de l'Eglise (voir plus haut), rehaussent légèrement la rétribution des producteurs, ne change rien à l'affaire (32).

Dans la « Charte pour le commerce équitable » on lit les considérants suivants :

« D'un moyen de relation avec les hommes, le commerce est souvent devenu un enjeu de pouvoir (...) inéquitable, cette forme du commerce banalise une relation de dominants-dominés (...). Ce commerce est responsable de la dégradation des termes

de l'échange (...). Placés dans ce contexte, les producteurs fabriquent des biens dans les conditions de travail souvent inhumaines, voire d'esclavage. »

Ce serait donc le commerce qui serait inéquitable et responsable de la dégradation des termes de l'échange et des conditions dans lesquelles les producteurs produisent ? Selon la vieille idéologie catholique, ce serait le commerce qui est condamnable. Le profit n'apparaîtrait-il pas dans le processus de production ?

Il y a un rapport avec l'affirmation selon laquelle « *le travail n'est pas une marchandise* ». Comme « *le travail n'est pas une marchandise* », ce n'est pas l'exploitation du travail qui est source de plus-value. Il suffit donc d'un commerce plus équitable. Mais peut-il y avoir un commerce équitable sans qu'au préalable il n'y ait des conditions sociales de production équitables ? Et peut-il y avoir des conditions sociales de production équitables dans le cadre du régime de la propriété privée des moyens de production ? Ou, si l'on pose le problème en sens inverse, le but de l'opération « commerce équitable » n'est-il pas — outre de faire faire du commerce à ceux qui en usent et abusent — fondamentalement de masquer le rapport social d'exploitation qui prend racine dans le régime de la propriété privée des moyens de production ? D'ailleurs, « *la charte pour le commerce équitable* » ne s'en cache pas. Elle affirme que

« l'objectif est de permettre aux producteurs et aux consommateurs de vivre leur dignité et leur autonomie ».

Pour cela,

« des changements structurels sont nécessaires dans la pratique du commerce actuel. Le commerce équitable crée les conditions requises pour atteindre cet objectif. »

Pendant des décennies, les travailleurs ont cru que c'était par leur propre organisation, par la construction d'organisations syndicales, par la lutte

(32) D'autant que l'une de leurs motivations — et non des moindres — est de capter la clientèle de la petite bourgeoisie bien-pensante des grands centres urbains.

contre l'exploitation qu'ils pouvaient changer l'ordre des choses. Pendant des décennies, les travailleurs, avec leurs organisations, notamment syndicales, ont eu l'illusion qu'il fallait combattre contre les conditions d'exploitation sur le terrain même de la production pour pouvoir modifier l'ordre des choses. Aujourd'hui, il suffirait de créer quelques conditions de « commerce équitable » pour que le monde en soit bouleversé ?

Mais, au fait, comment fonctionne le « commerce équitable » ? Parmi les « critères de progrès » indiqués par la « charte pour le commerce équitable » :

« Une organisation participative respectueuse de la liberté d'expression et de l'avis de chacun. Cela peut se traduire dans un groupe par une prise de décision démocratique, ou dans une entreprise, par la négociation entre patronat et syndicats... »

Relevons aussi ceci :

« L'élimination du travail des enfants en utilisant les moyens les plus adaptés dans l'intérêt de l'enfant. Le travail des enfants ne peut être toléré que dans une période transitoire, en vue d'une scolarisation ou d'une formation. »

Ainsi, le « commerce équitable » « peut passer » par une négociation entre patronat et syndicats. Cela peut... Cela peut aussi ne pas passer par là. Le « commerce équitable », « peut » passer par l'élimination du travail des enfants ou... par son maintien toléré dans une période transitoire.

Le « commerce équitable » ne s'intéresse donc pas aux droits et garanties arrachés par les travailleurs dans le cadre de la lutte de classe dans chaque pays. Il considère que les Etats, les gouvernements sont exonérés de toute obligation de respecter les droits ouvriers conquis par les travailleurs, la protection des jeunes.

Le « commerce équitable » considère que la défense des conventions de l'Organisation internationale du travail, le combat pour leur ratification par les gouvernements ne sont pas à l'ordre du jour, pas plus que les Codes du travail, les conventions collectives. Il s'agit, dans un arrangement avec les producteurs, d'essayer de mettre en œuvre quelques

règles sociales plus ou moins respectées. Il s'agit, on l'aura compris, de mettre en œuvre ce que l'encyclique *Rerum novarum* avait recommandé : une juste rétribution. Ils le disent eux-mêmes. Dans une émission de télévision sur la chaîne française TF 1, le 20 novembre 2000, les responsables de l'association Max Havelaar ont clairement indiqué leurs méthodes et leurs objectifs. Citation : « *Le producteur a reçu une juste rémunération de son travail.* » Mot pour mot l'encyclique de l'Eglise ! On y apprend que, grâce à l'achat de café par l'association Max Havelaar, le président d'une coopérative du Costa Rica a pu garantir une amélioration du revenu versé à 4 500 familles qui produisent du café. Ce directeur de coopérative a pu aussi financer des projets ; il évoque par exemple des bourses pour les études de jeunes Costaricains. Nous n'avons pas les moyens de vérifier si cela est vrai. Mais même si cela était vrai, cela reviendrait à exonérer l'Etat de toute responsabilité dans les services publics. Il s'agirait de dégager des « services » privatisés, qui seront rendus selon leur bon vouloir par les ONG et autres fondations Max Havelaar. C'est de privatisation dont il s'agit, de renoncement à tout droit collectif. C'est, en réalité, ni plus ni moins, que la charité chrétienne.

D'ailleurs, Victor Ferrera, président de Max Havelaar-France, ne s'en cache pas. Dans la même émission de télévision, il déclare : « *Nous pourrions leur envoyer de l'argent sous forme d'aide humanitaire, mais notre démarche est complètement différente.* » Il s'agit donc bien de la vieille association capital-travail. Il s'agit donc bien de privatisation. Il s'agit donc bien de l'accompagnement de la destruction des services publics.

ET LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ, DANS TOUT CELA ?

Il est remarquable que cette rhétorique sur « *le travail n'est pas une marchandise* », dont le caractère intégralement réactionnaire a été ici démontré, ait été remise au goût du jour... par le Secrétariat unifié ! Celui-ci confirme ainsi la place nouvelle qui est la sienne. Dans cette phase de décomposition de l'impérialisme, après

l'explosion de l'appareil international du stalinisme, le Secrétariat unifié doit se réclamer frauduleusement de la IV^e Internationale pour mieux constituer la pointe avancée de l'offensive visant à subordonner tout le mouvement ouvrier international aux politiques corporatistes, menaçant l'existence même de la classe ouvrière et de ses organisations, et, partant, de la démocratie (33).

Il y a une relation directe et étroite entre l'affirmation résolument anti-marxiste et anti-ouvrière selon laquelle le travail ne serait pas une marchandise et l'insertion du Secrétariat unifié au premier plan dans les mécanismes institutionnels d'intégration. Il est clair par exemple que le Forum social mondial de Porto Alegre se constitue comme composante sociale (revendiquée ouvertement comme telle par ses organisateurs) du Forum économique de Davos et de l'Organisation mondiale du commerce. De même, le Forum social européen se constitue comme composante sociale (et revendiquée comme telle) des institutions de l'Union européenne et de la future « Constitution européenne ». Le Parlement européen joue en ce sens un rôle essentiel. Ce qui a été une nouvelle fois mis en évidence le 4 septembre 2003, lorsque les députés européens pablistes, Krivine et Vachetta, membres de la LCR et dirigeants du Secrétariat unifié, ont voté en faveur d'un rapport qui recommande de faire de l'OMC le cadre démocratique d'aide aux pays en voie de développement et positionne l'Union européenne comme un instrument de la défense des intérêts des peuples (34).

Cette insertion au premier rang des dirigeants du Secrétariat unifié dans la mise en place de l'Union européenne rejoint le rôle joué par leur camarade ministre Rossetto dans le gouvernement brésilien (35). Dès lors que le travail n'est plus une marchandise, il n'y a plus de place pour les organisations ouvrières indépendantes, plus de place pour la lutte de classe : il ne reste

plus qu'à organiser la « composante sociale » de la mondialisation.

DÉFENDRE LE MARXISME COMME UN TOUT

Trotsky a écrit naguère que l'idéologie dans la politique du stalinisme jouait un rôle secondaire et subsidiaire. En réalité, disait-il, Staline révisé le marxisme avec les bottes du Guépéou. On pourrait dire aujourd'hui de Krivine, Rossetto, Vachetta et des autres qu'ils révisent le marxisme et trahissent le programme de la IV^e Internationale, non pas avec l'encre de leur élaboration théorique, mais d'abord et avant tout avec les subsides sonnants et trébuchants de l'Union européenne, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Et qu'à défaut de résoudre la question sociale en général, ils ont — comme l'écrivait Marx — résolu la question sociale particulière de leur fonds de commerce, qui consiste à mener les politiques les plus anti-ouvrières, réactionnaires et de destruction du mouvement ouvrier en se drapant frauduleusement dans le drapeau de la IV^e Internationale. Telle est leur place et leur fonction. La nôtre est d'aider, en toute circonstance, les exploités et les opprimés à défendre, renforcer, construire l'indépendance de leurs organisations. Une tâche qui s'inscrit dans la défense du marxisme comme un tout, fondé sur l'unité entre la théorie et la pratique dans l'organisation.

Daniel Gluckstein

(33) Lire l'article publié dans le n° 32 de *La Vérité* : « *Altermondialisation : les habits neufs du néocapitalisme, une découverte théorique du Secrétariat unifié préparant son congrès mondial* ».

(34) De larges extraits de ce rapport ont été publiés dans *Informations ouvrières*, n° 608 (2153), 24 au 30 septembre 2003.

(35) Voir l'article paru dans ce numéro de *La Vérité* et l'article paru dans le n° 33.

Le contenu du combat de la classe ouvrière chinoise

Par François Forgue

Fréquemment, les médias, lorsqu'ils parlent de la Chine, utilisent des termes enthousiastes pour décrire sa "transformation", sa marche vers "l'économie de marché". Toutefois, ils ne peuvent masquer que le chômage de plus en plus massif, la situation dramatique dans les campagnes, la différenciation entre les régions, l'ampleur de la corruption révèlent une situation explosive. Ils ne peuvent ignorer qu'à la racine des difficultés que la direction du PCC rencontre à mettre en œuvre sa politique se trouve la résistance de la classe ouvrière.

Quel est contenu de ce combat des ouvriers chinois, combat multiforme, déterminé, poursuivi malgré la répression ? C'est la question à laquelle nous voudrions commencer à répondre pour qu'une discussion puisse se développer sur ce point.

Comme le souligne Daniel Gluckstein dans un article paru dans le n° 32 de *La Vérité* (mars 2003), c'est sur la nécessité de la révolution politique

"que s'est fondée la IV^e Internationale, à savoir qu'il y a une contradiction absolue entre les besoins de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre (s'appuyant, dans un pays comme la Chine, sur les segments de propriété sociale et les conquêtes arrachées par la révolution de 1949) et la politique de restauration du capitalisme" (1).

La révolution politique procède de la résistance des travailleurs contre le pouvoir

de la bureaucratie confisquant l'Etat ouvrier pour assurer la couverture de ses privilèges parasitaires. C'est une révolution, parce qu'elle met à l'ordre du jour la destruction de l'appareil d'Etat dilapidateur et subordonné à l'impérialisme de la bureaucratie. C'est une révolution prolétarienne, à la fois parce que le prolétariat en est la force motrice et parce qu'elle vise à rétablir et à se réappropriier le contrôle des conquêtes

(1) Daniel Gluckstein, "Altermondialisation : les habits neufs du néo-capitalisme. Une découverte théorique du Secrétariat unifié préparant son congrès mondial".

sociales arrachées par la révolution. C'est en ce sens — et en ce sens seulement — qu'elle n'est pas une révolution sociale, parce qu'elle ne vise pas à détruire les rapports de production sur lesquels repose le régime qu'elle entend éliminer. La révolution politique, c'est l'organisation indépendante des travailleurs, la démocratie ouvrière détruisant ce qui lui est opposé. En ce sens, la révolution politique n'est pas une révolution "au rabais" ; elle est l'expression, dans des pays où les principaux moyens de production ont été expropriés, de la lutte mondiale de la classe ouvrière pour son émancipation. Comme révolution, la révolution politique a un contenu social précis, celui de la révolution prolétarienne, mettant en cause le pouvoir de la bureaucratie, courroie de transmission de l'impérialisme mondial.

On sait qu'en mai 1989, le pouvoir du Parti communiste chinois dut faire face à un immense soulèvement du peuple travailleur et de la jeunesse.

LA POLITIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Que disait la IV^e Internationale de ce mouvement ? Dans une déclaration datée du 22 mai 1989, elle expliquait :

« Ce sont les mêmes objectifs démocratiques et sociaux qui s'incarnaient dans la révolution de 1949. Elle affirmait la volonté du peuple travailleur de Chine d'instaurer une authentique démocratie, d'en finir avec le pillage du pays, avec la terreur et la misère que les grands propriétaires fonciers faisaient régner dans les campagnes, d'en finir avec l'exploitation.

Mais qu'en ont-ils fait, ces bureaucraties qui prétendent incarner le "socialisme", qui disent aux travailleurs et aux étudiants : "Vous n'avez pas la compétence nécessaire pour discuter des problèmes du pays" ? Ils ont édifié un système antidémocratique, sclérosé, que le peuple chinois dénonce justement comme celui des "nouveaux mandarins", tout aussi corrompus que les anciens. La démocratie, ce n'est certes pas le retour à une situation où la Chine était la proie des puissances étrangères, où les "seigneurs de la guerre" se partageaient le pays. Pour le peuple travailleur de Chine, la démocratie, c'est son droit à exercer son contrôle sur les

conquêtes de la révolution, à désigner librement ses représentants, à garantir qu'ils lui rendent des comptes (...).

Cette exigence a résonné en Chine dans les protestations des étudiants et des travailleurs, qui, à l'époque des "Cent Fleurs", ont dénoncé la bureaucratie et ses privilèges.

Elle s'est affirmée au travers des contradictions et des manœuvres de l'appareil dans les années de la "Révolution culturelle", où des centaines de milliers de jeunes, à qui l'on avait enjoint de "lutter contre les survivances de la bourgeoisie", identifièrent comme la pire des survivances la bureaucratie elle-même et son pouvoir antidémocratique.

Elle s'est affirmée à nouveau dans les grandes manifestations en avril 1976, comme dans le combat courageux des militants du Printemps de Pékin, aujourd'hui encore emprisonnés, comme dans les manifestations des étudiants de 1986 (...).

Aujourd'hui, c'est l'expérience quotidienne de millions de travailleurs qui leur indique que la bureaucratie corrompue et incompétente menace directement les conquêtes acquises par la révolution, qu'elle ouvre la voie au rétablissement du régime capitaliste » (extrait de l'article "La révolution chinoise contre la bureaucratie", supplément "Spécial Chine" à Tribune internationale, n° 50, de juillet 1989).

Quatorze ans ont passé. La panique qui s'était emparée de la bureaucratie face à ce qui constituait le commencement de la révolution politique contre son pouvoir a, malgré l'écrasement et la répression, retardé la marche vers la liquidation des conquêtes. Puis l'impérialisme et la bureaucratie sont repartis à l'assaut.

"L'ouverture", l'entrée dans l'OMC provoquent une hausse de plus en plus accélérée du chômage massif. Aux millions de chômeurs urbains chassés de leur emploi par la restructuration ou la fermeture pure et simple de leur entreprise s'ajoutent des millions de paysans chassés de leurs terres, et qui donnent maintenant à des secteurs des grandes villes chinoises l'allure des immenses bidonvilles d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine qui leur avait été épargnée jusqu'alors.

La répression, l'arrestation des "meneurs", l'interdiction de toute forme

d'organisation échappant au contrôle du parti d'Etat n'ont pu empêcher qu'en permanence et dans l'ensemble du pays se succèdent manifestations et protestations, arrêts de travail, délégations massives aux autorités, que s'exprime une résistance des travailleurs qui contient toutes les aspirations qui étaient à la base du soulèvement révolutionnaire de 1989 (2).

L'article de Daniel Gluckstein auquel nous nous sommes référés est un article d'ensemble, analysant la politique et la fonction du "Secrétariat unifié" (SU) et de ses composantes nationales.

LE CAPITALISME EST-IL RÉTABLI EN CHINE ?

Il existe à Hong-Kong un groupe politique, Pioneer, qui se réclame du trotskysme, qui est lié au SU, sans officiellement être son représentant à Hong-Kong. C'est un groupe qui cherche à intervenir dans le combat réel des travailleurs chinois, avec lequel, d'ailleurs, nous nous sommes retrouvés dans des campagnes communes. Toutefois, le lien organisé avec le SU n'est pas sans conséquences pour l'évolution de ce groupe. Pioneer a publié, il y a quelques mois (18 janvier 2003), un document sur la situation de la Chine.

Ce texte commence par affirmer :

"Depuis la seconde moitié des années 1990 et bien que la situation politique et économique de la Chine ait été clairement différente de celle de l'URSS et de l'Europe de l'Est, la restauration capitaliste y a également eu lieu."

Ces quelques lignes d'introduction définissent une position que l'on peut résumer ainsi : le capitalisme a été restauré en Chine comme il l'a été en URSS et en Europe de l'Est. Avant d'en venir à la Chine, arrêtons-nous un instant sur l'URSS et l'Europe de l'Est.

Y a-t-il eu "restauration capitaliste" en URSS et en Europe de l'Est ? Il est nécessaire de préciser ce que l'on entend par là. La bureaucratie a usé de son pouvoir jusqu'au bout pour ouvrir les pays qu'elle contrôlait à la pénétration, à la mainmise et au pillage impérialistes, tout en liquidant de

ses propres mains toute la structure économique reposant sur l'économie nationalisée. Chacun de ces secteurs a agi pour assurer sa survie. Elle a explosé dans le cours de cette marche à la liquidation des bases de la propriété sociale ; chacun de ses "clans" a tenté de trouver une place au service direct de l'impérialisme, ouvrant la voie à la "mafiosisation" de la vie économique et politique.

L'effondrement de la bureaucratie et de son pouvoir — dans des conditions où l'action de la classe ouvrière qui menaçait le pouvoir de la bureaucratie n'a pu aboutir à substituer à ce pouvoir celui de la classe ouvrière démocratiquement organisée — a entraîné la dislocation généralisée de la propriété sociale. Mais peut-on parler de "restauration" ou de rétablissement du capitalisme ? Se constitue-t-il dans ces pays un marché national relié au marché mondial ? Se forme-t-il une bourgeoisie nationale ?

La réalité n'est-elle pas, au contraire, celle d'une gigantesque destruction des forces productives, de la classe ouvrière, des nations, des bases mêmes de la civilisation ?

Destruction qui s'est accomplie au travers de la dislocation de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est (les guerres dans les Balkans font partie de ce processus) : le lien avec le marché mondial s'effectue par la ruine des économies de ces pays, qui, en retour, accroît la dislocation du marché mondial.

En fait, le processus de destruction de la propriété sociale débouche sur la barbarie et non sur l'établissement d'une économie capitaliste tant soit peu stable. Il s'agit là d'une conséquence du point atteint à l'échelle mondiale par la décomposition du système impérialiste.

Répétons-le, la propriété sociale à l'échelle nationale, la planification ont été détruites, mais nulle part n'y a été substitué un "capitalisme" tant soit peu stable. En fait, on a assisté en URSS à une décomposition généralisée, accompagnée de la destruction

(2) Pour se limiter à quelques articles parmi les plus récents parus dans *La Vérité*, citons : "Chine : le choc se prépare" (avril 1994), "Après les accords entre les Etats-Unis et la Chine sur l'entrée à l'OIT" (décembre 1999), "Après l'entrée de la Chine à l'OMC" (janvier 2002) et "A la veille du XVI^e Congrès du PCC" (octobre 2002).

de secteurs entiers de l'économie. La décomposition a conduit à une "mafiosisation" de l'économie au compte de clans issus de la bureaucratie et s'affrontant pour être les clients privilégiés de l'impérialisme. En ex-URSS et dans tous les pays de l'Europe de l'Est, la classe ouvrière — comme fraction du prolétariat mondial — résiste en s'accrochant dans le combat pour sa survie aux segments qui demeurent de la propriété sociale, aux éléments de ses conquêtes qui n'ont pas été détruits.

Cette défense par la classe ouvrière de son existence même repose, à chaque moment, toutes les questions qui surgissaient de la montée de la révolution politique contre la bureaucratie. De la manière la plus directe, cette lutte pose la question "socialisme ou barbarie".

Peut-on analyser les développements en Chine sans les intégrer à ces développements mondiaux et à l'expérience qui se dégage de l'évolution en URSS et en Europe de l'Est ? Peut-on imaginer un instant qu'un semblable bouleversement puisse se produire en Chine sans d'immenses explosions politiques et sociales ? Cela n'implique-t-il pas la destruction de fond en comble de ce qu'on appelle le secteur d'Etat, et qui demeure l'axe du fonctionnement de toute l'économie, y compris des secteurs privés qui le parasitent, sans donc un effondrement de la production, un déchirement de toutes les relations sociales ? Il s'agirait là d'une catastrophe entraînant inexorablement l'explosion de l'unité nationale de la Chine, organiquement liée à la propriété sociale, à la collectivisation des grands moyens de production résultant de la révolution de 1949.

Certes, c'est à cela que conduit la politique de la direction bureaucratique, dont l'orientation a été confirmée et accélérée par le XVI^e Congrès. Certes, c'est cela qu'exige l'impérialisme. C'est cela qui est contenu dans l'intégration de la Chine à l'OMC. La IV^e Internationale a longuement analysé les conséquences de l'accord présidant à l'entrée de la Chine dans l'OMC. Il a été démontré que sa mise en œuvre est contradictoire avec les bases sur lesquelles repose encore l'économie chinoise, qu'il est une machine de guerre contre ce qui demeure des conquêtes de la révolution chinoise, contre la propriété sociale.

Mais c'est précisément aux conséquences de cette politique qui signifie sa destruction — y compris physique — que la classe ouvrière s'oppose. Nous reviendrons plus loin sur différents aspects de ce combat multiforme, qui a trouvé dans la dernière période son expression la plus développée dans l'action des travailleurs de Liaoyang élisant leurs délégués.

RIEN N'EST JOUÉ

Tous les éléments d'une catastrophe d'une immense ampleur sont présents dans la situation actuelle : la pénétration impérialiste, qui fait de secteurs entiers de la classe ouvrière chinoise, sous le contrôle policier de la bureaucratie, une main-d'œuvre sous-payée, qui produit directement de la plus-value pour alimenter le gonflement de la spéculation internationale que nécessite le fonctionnement de l'économie capitaliste décomposée ; la privatisation — c'est-à-dire la destruction entamée de branches vitales de l'économie, provoquant le chômage massif. Avec la destruction des forces productives, s'accroît dans des proportions gigantesques la corruption. Elle est devenue le fondement même de l'existence de la bureaucratie et le moteur de la naissance du secteur privé, et son développement, qui tend à échapper à tout contrôle, génère l'aiguïssement de toutes les contradictions au sein de la bureaucratie elle-même.

Il demeure que la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie n'a pas encore abouti à la liquidation générale des rapports de propriété institués par la révolution de 1949. L'obstacle qui n'a pu être éliminé est celui de la résistance des travailleurs des villes et des campagnes, résistance qui s'enracine dans ce qui demeure des conquêtes de la révolution chinoise, résistance qui ouvre pratiquement, dans l'action de millions de travailleurs, la perspective de la révolution politique.

C'est ce qui est absent du texte de Pioneer. La racine de cette incompréhension se trouve dans la manière dont ce texte expose ce qu'il présente comme le legs du trotskysme au sujet de la révolution chinoise.

HÉRITAGE DU TROTSKYSME OU HÉRITAGE DU PABLISME ?

Que dit en effet le texte de Pioneer ?

“Le Parti communiste chinois ayant renversé le régime du Kouo-min-tang a, depuis les années 1950, toujours affirmé que l’Etat chinois était un Etat socialiste ou de dictature du prolétariat. Toutefois, non seulement ce socialisme ne s’est jamais réalisé, mais jamais la classe ouvrière n’a détenu de pouvoir (...). Les marxistes révolutionnaires (trotskystes) définissaient la Chine d’alors comme un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé sur la seule base que le régime bureaucratique du PCC avait liquidé la classe des grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, et établi son système fondé sur la propriété d’Etat et l’économie planifiée, qui sont des éléments essentiels de la dictature du prolétariat, et qu’en ce sens, le régime du PCC servait la classe ouvrière tout comme dans le cas du régime soviétique dégénéré (stalinien).”

Il n’est pas possible, dans les limites de cet article, de reprendre le développement de la révolution chinoise et les discussions qu’elle provoqua alors dans la IV^e Internationale et dans la section chinoise. Il va falloir s’en tenir ici à quelques remarques rapides — mais indispensables — pour rétablir la réalité des faits.

La IV^e Internationale — et sa section chinoise — ont débattu de la révolution chinoise. Il a été constaté qu’un vaste et profond mouvement de mobilisation révolutionnaire des masses, une révolution au sens où Trotsky la définissait, à savoir *“l’entrée des masses sur la scène où se décide leur destin”*, en avait fini avec la domination des propriétaires fonciers, entraînant une réforme agraire radicale, qu’elle avait mis fin à la domination de l’impérialisme sur la Chine, rétablissant l’unité et la souveraineté du pays. Pour ce faire, la révolution avait dû en finir avec la domination de la bourgeoisie chinoise elle-même, procédant à l’expropriation des principaux moyens de production, qu’ils aient appartenu aux capitalistes étrangers ou aux capitalistes chinois.

Cette vague révolutionnaire balayait de fond en comble toute la Chine, liquidait toutes les vieilles institutions et y substituait

un autre régime, s’appuyant sur une immense révolution agraire et sur la mobilisation révolutionnaire dans les villes, dont le PCC assumait la direction. La révolution chinoise marquait la réalisation et donnait toute la richesse concrète d’une hypothèse prévue dans le programme de fondation de la IV^e Internationale :

« De tous les partis et organisations qui s’appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu’ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires, qui devraient, à notre avis, constituer le programme du “gouvernement ouvrier et paysan”.

La création d’un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L’expérience antérieure nous montre, comme nous l’avons déjà dit, que c’est pour le moins peu vraisemblable. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l’influence d’une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu’ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Il s’agissait bien de “circonstances exceptionnelles” : le régime s’effondrait, laissant un vide social et politique derrière ses ruines ; la banqueroute économique et financière était totale et, surtout, partout les masses exploitées et opprimées des campagnes et des villes passaient à l’action, commençaient à régler leurs comptes avec leurs oppresseurs, féodaux et usuriers dans les campagnes, patrons étrangers et chinois dans les villes. Le régime à l’agonie réagissait par une guerre d’extermination. Mais les “circonstances exceptionnelles” n’étaient pas que chinoises. La vague révolutionnaire qui déferlait en Chine faisait partie de la vague révolutionnaire mondiale formée à la fin de la Seconde Guerre mondiale, limitant les possibilités de riposte de l’impérialisme et mettant en cause l’équilibre et le partage établis à Yalta avec la bureaucratie stalinienne.

La direction Mao Tsé-toung du PCC a dû “aller plus loin” que ne l’établissait son

programme officiel de coexistence avec la “bourgeoisie nationale”, qui correspondait à la volonté de “statu quo” avec l’impérialisme de la bureaucratie stalinienne. Pour faire un pas en avant dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, la direction du PCC a dû préalablement s’opposer sur ce point central à la politique de Staline.

La “propriété d’Etat”, “l’économie planifiée” ne sont pas des catégories économiques abstraites séparées des facteurs qui les ont engendrées : elles sont des résultantes de la révolution chinoise. Elles constituent, ajoute le texte de Pioneer, “*des éléments essentiels de la dictature du prolétariat*”.

Il serait plus exact de dire que, concentrant l’élimination de la bourgeoisie comme classe dominante — en mettant fin à la propriété privée des moyens de production —, elles sont des “éléments essentiels” de la marche à la transformation socialiste de la société — qui peut être entamée à l’échelle nationale, mais ne peut aboutir qu’à l’échelle internationale. En ce sens, elles sont des objectifs nécessaires de la dictature du prolétariat (qui peut, comme ce fut le cas en 1917, y préexister).

LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE ET LE STALINISME

Mais le texte de Pioneer ignore un autre “élément essentiel”, vital, de la “dictature du prolétariat” : l’exercice démocratique de son pouvoir par la classe ouvrière, c’est-à-dire l’instauration de la république des conseils ouvriers.

Ce qui l’amène à dire que “*le régime du PCC servait la classe ouvrière, tout comme c’était le cas pour le régime soviétique dégénéré*” (le stalinisme).

Les camarades de Pioneer croient, sans doute sincèrement, qu’il s’agit là de la position “trotskyste”, de la position de la IV^e Internationale. Non, ce que cristallise cette phrase, c’est la position du pabliste, contraire au programme de la IV^e Internationale.

Non, le régime du stalinisme — la destruction du Parti bolchevique par l’extermi-

nation de ses militants, la trahison systématique des combats de la classe ouvrière à l’échelle internationale (à commencer par la révolution chinoise de 1927) — ne “*servait pas la classe ouvrière*”, mais œuvrait à la liquidation de toutes les conquêtes de la révolution. La bureaucratie stalinienne (“*passée définitivement du côté de l’ordre bourgeois*”, dit le programme de la IV^e Internationale), instrument de l’impérialisme, est l’ennemie de la classe ouvrière. C’est cela, la position trotskyste.

La genèse de la bureaucratie chinoise est différente de celle de la bureaucratie en URSS, qui a dû établir son pouvoir en écrasant les institutions de la démocratie ouvrière (les soviets) érigées dans la révolution.

Dans le cas de la Chine, comme le constate justement le texte de Pioneer, “*les travailleurs chinois n’ont jamais exercé le pouvoir politique*”. Il n’y a pas eu, en Chine, de pouvoir démocratique des travailleurs organisés dans leurs comités ou conseils. Le PCC a pu immédiatement s’arroger le monopole du pouvoir.

Le développement des luttes sociales et politiques en Chine (les “Cent Fleurs”, la Révolution culturelle, mai 1989, la résistance actuelle des travailleurs) n’a cessé de mettre en cause ce monopole du pouvoir. Couche séparée, monopolisant le pouvoir politique, préservant ses privilèges et se heurtant par là même à la masse des travailleurs des villes et des campagnes, la bureaucratie se fait — contre les masses, au travers de contradictions et de crises — le relais de l’impérialisme : le contenu de sa domination est un contenu bourgeois.

LA NATURE BOURGEOISE DE LA BUREAUCRATIE

C’est du caractère **bourgeois** de la bureaucratie que procède la nécessité de la révolution politique. C’est le courant pabliste, pour qui le stalinisme est présenté comme l’instrument de réalisation “*à sa manière*” du socialisme, qui a inventé la prétendue “théorie” d’une “*double nature de la bureaucratie*”.

Pour Trotsky, pour le programme de la IV^e Internationale, le contenu social de la

dégénérescence de l'Etat ouvrier, de l'écrasement du pouvoir démocratique des conseils ouvriers, c'est sa dégénérescence bourgeoise. Pour Trotsky, la caste contre-révolutionnaire est "la courroie de transmission de l'impérialisme".

"En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution, mais la révolution, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut la renverser. Les dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inévitabilité de la révolution mondiale" (La Révolution trahie).

C'est à partir de là qu'est formulé le pronostic qui est intégré au programme de fondation de la IV^e Internationale :

"Ou bien la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou bien la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme."

Pour Trotsky, pour la IV^e Internationale, la bureaucratie est une couche intrinsèquement contre-révolutionnaire, la courroie de transmission de la pression de l'impérialisme, rôle inséparable de son hostilité mortelle à l'égard de toute expression de la démocratie ouvrière. A l'inverse, la défense des conquêtes de la classe ouvrière, grandes ou petites — dans le cas de la Chine, la défense de ce qui demeure des conquêtes de la révolution chinoise — est indissociable de la défense et de l'exercice de la démocratie ouvrière.

LE PABLISME ET LA RÉPRESSION ANTITROTSKYSTE

Et cela vaut pour la Chine, et dès le début de l'installation au pouvoir du PC.

Dans un article paru dans *La Vérité* en avril 1994, sous le titre "*Chine : le choc se*

prépare", le camarade Olivier Doriane écrivait :

"Le monopole du pouvoir exige de faire taire tous groupes et tendances indépendants. La section chinoise de la IV^e Internationale sera une des cibles privilégiées de la répression stalinienne. En 1947, la section chinoise a une large tradition derrière elle. C'est en effet dès 1929 que le secrétaire général du Parti communiste chinois, Chen Duxiu, rompt avec la politique imprimée à l'Internationale communiste par Staline et rejoint l'Opposition de gauche. En 1949, des centaines de trotskystes sont arrêtés et emprisonnés dans tout le pays. L'organisation trotskyste sera détruite par la violence de la répression. Quand viendra l'heure d'établir un bilan d'ensemble de la révolution chinoise et des raisons qui ont amené ensuite pendant des décennies à une coupure entre les militants chinois et le mouvement ouvrier mondial, en Chine, il faudra revenir sur la responsabilité écrasante de ceux qui se regroupent aujourd'hui dans l'organisation du Secrétariat unifié, qui, du fait de leur adaptation au stalinisme, ont, dès cette époque, couvert la répression bureaucratique contre les groupements indépendants."

Olivier Doriane poursuit en citant une lettre du dirigeant trotskyste chinois Ping Zhuzhi, adressée en 1953 au dirigeant du SWP James P. Cannon :

« A la réunion du secrétariat international élargi, en février de cette année, quand je fis un rapport sur l'arrestation massive de trotskystes dans tout le pays, le 22 décembre 1952 et le 8 janvier 1953, et que je demandai une discussion en réunion sur cette question, Pablo était opposé à une telle discussion et déclara que "la persécution stalinienne des trotskystes est l'ABC de notre mouvement, que tout le monde le sait, que donc il n'est pas nécessaire d'en discuter encore une fois". J'étais furieux de cette attitude et je la dénonçai : "C'est justement toi qui ne comprends pas cet ABC, sinon tu n'aurais pas pris la défense des persécutions que Mao fait subir aux trotskystes, lors de la dernière réunion du comité exécutif international." Mais il insista encore : "En comparaison avec les réalisations de la révolution de Mao Tsé-toung, l'arrestation de quelques centaines de trotskystes est insignifiante". »

"Insignifiante" ! C'est ainsi que les adulateurs du stalinisme justifiaient les purges et les monstrueux procès de Moscou.

“Insignifiante”, c’est ainsi que ceux pour qui le stalinisme “*pouvait réaliser le socialisme à sa manière*” jugeaient la démocratie ouvrière.

La question de la démocratie ouvrière est au contraire essentielle pour ceux qui se placent sur le terrain du programme de la IV^e Internationale, c’est-à-dire du combat pour l’émancipation du prolétariat par lui-même, c’est-à-dire du mouvement effectif vers la République universelle des conseils.

LA POLITIQUE DU SECRETARIAT UNIFIÉ MÈNE AU DÉSASTRE

Le programme de la révolution prolétarienne, le programme de la démocratie ouvrière, le programme et les principes de la IV^e Internationale sont incompatibles avec la politique de soumission à la bureaucratie stalinienne — et en dernière analyse de l’impérialisme —, qui est l’essence du pablisme. Aujourd’hui, après l’effondrement du pouvoir des bureaucraties stalinienne, c’est directement au service de l’impérialisme que le SU place son usurpation frauduleuse du trotskysme. Il reste un élément de continuité : c’est en se référant au pseudo-trotskysme de Pablo et de ses associés des années 1950 que Pioneer est conduit à ne pas saisir le contenu de la lutte des travailleurs chinois contre la dictature bureaucratique et la liquidation de la propriété sociale.

C’est ainsi que, parlant de l’évolution dans les années 1980 et de la politique de réforme et d’ouverture, le texte de Pioneer considère que

« la politique de “réforme” et “d’ouverture” impulsée par Deng Xiaoping a progressivement gagné en ampleur, tout en approfondissant son contenu, ce qui a signifié que la propriété d’Etat n’était plus défendue ou promue par l’Etat, mais progressivement affaiblie et finalement détruite ».

Que les “réformes” de Deng Xiaoping aient signifié un approfondissement et une accélération de la marche à la destruction de la propriété d’Etat, sans aucun doute. Faut-il en conclure qu’auparavant l’action de la bureaucratie la consolidait, qu’elle “servait

les travailleurs” lorsqu’elle soutenait — par exemple — en 1971, la dictature militaire pakistanaise ou que, en 1965, elle livrait, par sa politique, les travailleurs d’Indonésie au sanglant coup d’Etat militaire ?

Faut-il accepter l’idée que “*la propriété d’Etat est progressivement affaiblie et détruite*” parce que “*l’Etat ne la défend plus et ne la promeut plus*”, qu’en d’autres termes, le sort des rapports de propriété issus de la révolution ne dépend que du bon vouloir de la bureaucratie et que la classe ouvrière, son rapport aux conquêtes sociales de la révolution disparaissent ?

Du coup, d’ailleurs, Pioneer conclut :

“A ce point les socialistes révolutionnaires auraient dû saisir que la Chine n’était plus un Etat ouvrier mais un Etat bourgeois, et que le PCC n’était plus une bureaucratie ouvrière mais une bureaucratie bourgeoise.”

La bureaucratie, ainsi dotée d’un signe positif dans le passé, puisqu’elle est définie comme “ouvrière”, se voit maintenant attribuer un signe négatif. Cette manière de procéder élimine toute l’analyse de la bureaucratie comme organe bourgeois faite par Trotsky dans le cas de l’URSS. L’Etat chinois, qui, rappelons-le, a été contrôlé d’emblée par une bureaucratie, n’a jamais été “simplement” un Etat ouvrier. Dès le début, la bureaucratie, pour assurer son pouvoir et s’émanciper de tout contrôle, s’est attaquée, comme nous l’avons vu, à la démocratie ouvrière. Elle ne s’est cristallisée et n’a consolidé son pouvoir que par la répression contre les travailleurs et en devenant de plus en plus, comme couche sociale, “*la courroie de transmission de l’impérialisme*”, pour reprendre une expression de Trotsky. Elle a donc consolidé son pouvoir comme bureaucratie bourgeoise, contradictoire avec les bases sociales constituées par les conquêtes de la révolution chinoise.

C’est ce rejet de la dynamique réelle des développements en Chine qui permet de donner une justification idéologique à l’idée qui commande tout le texte : le capitalisme est rétabli, tout ce qui découlait de la révolution chinoise est liquidé.

D’ailleurs, dès que Pioneer se tourne vers la réalité pour y puiser des exemples de la “*restauration réalisée*”, les faits qu’il

sélectionne démontrent au contraire que la Chine est plongée dans une crise dont les causes sont dans la contradiction entre ce qui demeure des conquêtes de la révolution — avant tout l'existence d'un secteur d'Etat et de sa place dans l'économie nationale — et les impératifs de l'impérialisme que sert la bureaucratie au pouvoir.

Contradiction qui ne découle pas de l'opposition abstraite de "formes de propriété", mais de la réalité vivante de la lutte d'une classe dont l'existence même est liée aux structures sociales nées de la révolution et dans lesquelles elle s'est développée, lutte qui participe d'une réalité mondiale : celle du combat incessant des travailleurs de tous les pays contre une offensive généralisée, visant leurs droits, leurs conditions de vie, leurs conquêtes passées, leur existence.

Si Pioneer ne saisit pas cette contradiction majeure, qui est au cœur de tous les développements en Chine qui procèdent de la lutte des classes mondiale, c'est que la méthode qu'il utilise n'est pas celle du trotskysme, mais celle fournie par les falsificateurs du SU.

On voit ainsi clairement à quoi sert cette falsification délibérée. Ce que le groupe Pioneer a exposé en considérant qu'il s'agissait du legs du trotskysme au sujet de la révolution chinoise est en fait la position du pablisme, c'est-à-dire du courant qui a rejeté le programme de la IV^e Internationale et tenté de la détruire.

Le texte de Pioneer continue en constatant que

"la principale raison du succès considérable de la croissance économique chinoise dans les 20 dernières années repose sur le fait que le Parti communiste chinois a été capable de maintenir son régime dictatorial et a ainsi assuré au capital une liberté d'exploitation dans le pays le plus peuplé du monde qui se recoupe avec les besoins du développement de la mondialisation ; ce n'est en aucune manière le succès d'une marche quelconque vers le socialisme".

En effet, l'évolution économique en Chine, avec son cortège grandissant de chômeurs et de paysans paupérisés, les coups portés à l'éducation et à la santé, n'est en rien un pas vers le socialisme. Tout au contraire : cela signifie un processus de des-

truction des bases nécessaires (mais non suffisantes) à tout pas en avant vers le socialisme. Oui, la direction du PCC garantit au capital une liberté d'exploitation sans pareil et un "coût du travail" le plus bas du monde. Mais cela se fait au profit du capital étranger — même si les bureaucrates corrompus peuvent engranger des sommes fabuleuses au titre des services qu'ils rendent à l'impérialisme, comme compradors — et non de la préparation à la constitution d'une bourgeoisie nationale chinoise.

C'est la voie de la désagrégation, de l'éclatement de la Chine comme nation, déjà préfigurés dans les inégalités croissantes entre provinces créées par le choix des investisseurs étrangers.

Trotsky écrivait que ceux qui se montrent incapables de défendre de vieilles conquêtes ne peuvent en conquérir de nouvelles. L'avenir révolutionnaire de la classe ouvrière chinoise se marque dans la défense acharnée de chacun des éléments qui la constituent comme classe, et qui constituent le contenu effectif de ce combat.

Le texte de Pioneer souligne que la Chine

"à aujourd'hui une dette étrangère de 300 milliards de dollars US et une dette interne d'environ 60 milliards de dollars. Par ailleurs, l'épargne privée se monte à 1 000 milliards de dollars US, manifestant l'immense potentiel qui existe pour le capital privé. Plus de la moitié de l'épargne privée appartient aux hauts dignitaires du régime et à leurs familles, alors qu'ils ne représentent que 0,1 % de la population. Ils disposent de plus de 80 % des 87 milliards de dollars US déposés dans des comptes personnels.

Le développement d'une nouvelle bourgeoisie s'est fait directement autour du noyau de la bureaucratie bourgeoise. La puissance de son monopole et l'échelle de sa corruption dépassent de loin celles de la bureaucratie bourgeoise du Kouo-min-tang dans le passé."

"Potentiel", oui, mais pourquoi n'est-il pas encore réalisé ?

N'est-ce pas le résultat de la résistance de la classe ouvrière s'appuyant sur les éléments issus de la révolution, et qui sont inséparables de son existence comme classe ?

LE CONTENU DU COMBAT DE LA CLASSE OUVRIÈRE CHINOISE

La classe ouvrière chinoise, contre la bureaucratie, en combattant pour constituer ses propres organisations, pour établir la démocratie ouvrière, s'est développée depuis 1949 sur la base des rapports de propriété établis par la révolution de 1949. C'est en ce sens que son existence même est inséparable de l'existence du "secteur des entreprises d'Etat", qu'elle s'appuie comme classe sur les conquêtes — si mutilées qu'elles soient — arrachées à l'impérialisme et à la bourgeoisie chinoise par la révolution, conquêtes que le cours suivi par la bureaucratie voue aujourd'hui à la destruction complète.

L'obstacle principal à cette destruction, c'est la résistance de la classe ouvrière, la résistance des travailleurs de tous les secteurs, des retraités comme de ceux qui sont privés de leur emploi. La résistance, en particulier, des ouvriers et des employés des entreprises d'Etat, qui exigent que soient respectés les contrats passés avec leurs entreprises et qui sont responsables de leur assurer sous forme d'allocations de chômage un revenu, qui sont responsables du maintien de services vitaux, comme le logement, les crèches, les écoles, les dispensaires.

C'est cette résistance qui est à la racine de la crise bancaire qui mine toute l'économie chinoise : parce que la bureaucratie cherche à différer une explosion sociale en étalant dans le temps les fermetures d'entreprises et les licenciements, elle doit accepter que les subventions aux entreprises qui procédaient autrefois de la planification soient partiellement maintenues par des prêts. Que cette réalité soit accentuée par la corruption, la gabegie et la "mafiosisation" des directions bureaucratiques des entreprises est incontestable. Mais ce n'est pas ce gigantesque parasitisme qui explique la difficulté à liquider plus rapidement le secteur d'Etat, c'est la résistance de la classe ouvrière.

C'est cette action de la classe ouvrière qui se réfracte dans les désaccords qui traversent le Parti communiste chinois, y compris sa direction.

Cette résistance, qui entrave la mise en œuvre des plans de destruction conjoints de l'impérialisme et de la bureaucratie, s'arc-boute sur ce qui demeure encore les conquêtes de la révolution chinoise, notamment la place qu'occupe encore la propriété sociale, qui domine dans l'essentiel des industries de base de l'économie chinoise, à l'exception du secteur de l'exportation, principalement contrôlé par l'impérialisme.

Cette résistance pose la question d'un autre régime politique que celui de l'autocratie bureaucratique. Et c'est pourquoi tout ce qui va dans le sens de l'organisation indépendante de la classe ouvrière, tout ce qui va dans le sens de la délégation, du mandat, donc de la démocratie ouvrière, apparaît comme une menace mortelle pour la bureaucratie.

C'est ce qui explique la violence particulière de la répression contre les travailleurs de Liaoyang, qui avaient commis "le crime des crimes", celui d'élire démocratiquement leurs délégués et de leur donner mandat pour présenter leurs revendications aux autorités.

L'exemple de Liaoyang est particulièrement éclairant quant à la détermination des travailleurs chinois, parce que c'est l'un des cas où la volonté d'organisation indépendante est allée le plus loin, et aussi parce que, pour défendre les délégués ouvriers, une vaste campagne s'est organisée dans le mouvement ouvrier international.

Mais ce qui s'est passé à Liaoyang ne fait que cristalliser des processus en cours dans toute la classe ouvrière.

Pour ne citer que quelques faits ayant eu lieu dans la période récente :

— En février 2000, à Yanggizhang, dans la province du Liaoning, 2 000 mineurs licenciés se heurtent à la police.

— En août, il est fait état d'une véritable insurrection paysanne : 20 000 paysans du Yunnan (Chine du Sud) se dressent contre les impôts qui les frappent.

— Mars 2001 voit des manifestations d'ouvriers licenciés à Shanghai, des manifestations dans d'autres villes et une grève de 5 000 chauffeurs de taxi à Lanzhou, dans la province de Gansu.

— En décembre, manifestations massives de mineurs à Xining contre la fermeture des mines.

— En mars 2002, plus de 50 000 travailleurs manifestent à Daiqing.

LES SOMMATIONS DE L'IMPÉRIALISME

C'est cette résistance qui explique que Colin Powell, au moment où se préparait la guerre d'invasion de l'Irak et où il exigeait de tous les Etats qu'ils acceptent la volonté des Etats-Unis, proclamait :

“La Chine doit totalement respecter des accords avec l'OMC quant à l'ouverture de ses marchés.”

Il appelait la bureaucratie à relever le défi représenté par la résistance de la classe ouvrière.

Ce que Colin Powell met en cause, c'est la souveraineté de l'Etat chinois. Il a été souligné, dans divers articles publiés antérieurement dans *La Vérité*, et réaffirmé dans celui-ci, que le démantèlement du secteur des entreprises d'Etat, la vague de privatisations, la constitution d'enclaves réservées aux industries exportatrices directement contrôlées par les multinationales entraînent une disparité régionale croissante, qui mine l'unité même de la Chine.

Ce n'est qu'un premier pas : le type de mainmise que l'impérialisme américain tend à assurer sur l'Asie est incompatible avec l'existence de l'unité et de l'indépendance nationale de la Chine. Celle-ci n'a été assurée, à l'époque moderne, que par la révolution brisant la domination impérialiste : l'unité et l'indépendance nationale de la Chine sont indissolublement liées aux conquêtes de la révolution chinoise, à l'expropriation des grands moyens de production.

Ce qu'on appelle la “restauration du capitalisme”, parce qu'elle signifierait un éclatement de la classe ouvrière chinoise, entraînerait une dislocation de la Chine. L'impérialisme américain ne cache d'ailleurs pas ses intentions.

La pression économique directe dont l'OMC est l'instrument s'accompagne d'un véritable encerclement militaire. A la faveur de la “guerre contre le terrorisme” et de l'opération menée contre l'Afghanistan, la Chine est maintenant encerclée par des bases américaines, en Afghanistan, au Tadjikistan, au Kirghizstan et, sous une forme particulière, au Pakistan, alors même que la coopération militaire s'intensifie avec l'Inde.

Le *Los Angeles Times* (9 mars 2002) fait état des plans du Pentagone sur l'utilisation préventive de l'arme nucléaire et indique que la Chine fait partie des pays qui pourraient être ainsi attaqués :

“La Chine, parce qu'elle possède la puissance nucléaire et qu'elle développe des objectifs stratégiques, figure parmi les pays pouvant faire l'objet d'une action immédiate et éventuelle. Plus précisément, le rapport inscrit la confrontation militaire touchant le statut de Taïwan parmi les scénarios susceptibles d'amener Washington à utiliser les armes nucléaires.”

Telles sont les lignes de force des développements en Chine.

Dire que, pour la classe ouvrière, “il n'y a plus rien à défendre en Chine”, c'est conclure que l'impérialisme a déjà remporté une victoire historique en éliminant toutes les conséquences sociales de la révolution chinoise et que, dans cette mesure, d'ailleurs, l'existence même de la classe ouvrière a perdu les bases nationales sur lesquelles elle reposait.

La classe ouvrière chinoise a certes reçu des coups terribles. Au nombre croissant de chômeurs, s'ajoutent tous ceux qui, surexploités par des compagnies étrangères, dans des conditions qui évoquent — souvent en pire — la période des “concessions”, voient leur force de travail cédée à un coût qui fait de la Chine le paradis des délocalisations.

Ce qui est en cause, ce n'est pas une opposition abstraite entre les pourcentages de l'économie relevant de la propriété privée et ceux qui relèvent de la propriété sociale : derrière les chiffres incertains des statistiques, ce qui se concentre, ce sont les forces de la révolution et de la contre-révolution, à l'échelle mondiale comme en Chine même.

La presse a souvent souligné la place occupée dans les protestations ouvrières par les

manifestations de retraités à qui leur pension n'avait pas été versée ou qui avaient vu leur revenu brutalement réduit, de moitié ou parfois des deux tiers. Il a été dit que ce degré de mobilisation s'expliquait par la difficulté pour les travailleurs actifs et non licenciés de s'engager dans une grève. Mais un autre facteur entre en jeu : comme l'écrivent des chercheurs américains qui ont interviewé plusieurs retraités,

« les retraites sont une revendication qui apparaît prioritaire sur d'autres parce qu'elles apparaissent comme une reconnaissance par l'Etat et l'entreprise des années de travail de l'employé (...).

Un mineur du Benxi expliquait que ceux qui avaient plus de 50 ans avaient un droit sacré à pouvoir vivre sans travailler. Sa conviction partait du fait que, pour lui, la retraite était le fondement du contrat social entre l'Etat, l'entreprise et le travailleur. Les ouvriers avaient donné leur vie pour construire le socialisme en échange d'un salaire assurant leur subsistance pendant qu'ils travaillaient et de la garantie d'un niveau de vie acceptable au moment de leur retraite (...).

Le non-paiement des retraites constituait donc une rupture fondamentale du contrat social. Comme des retraités de l'usine de textile de Chongqing l'expliquaient (en termes parfaitement marxistes) lorsque leur pension fut amputée des deux tiers : "Ces retraites représentaient une fraction de leur travail accumulée dans les décennies précédentes et constituaient donc une partie du surplus créé par leur travail". »

On le sait, même si, en Chine, l'attaque contre les retraites prend une forme particulièrement directe (leur suppression ou leur réduction dans des proportions considérables), ce n'est pas qu'en Chine que se

développe cette attaque. Partout, la volonté du capital de faire baisser le "coût du travail" jusqu'à — ou en dessous même — son minimum physiologique entraîne l'attaque contre le salaire différé sous toutes ses formes. Là aussi, le combat des travailleurs chinois s'unit à celui des travailleurs du monde.

S'appuyant sur les conquêtes de sa révolution, luttant contre la bureaucratie qui les avait confisquées, la classe ouvrière chinoise constitue aujourd'hui, malgré les attaques et les coups, une puissante unité sociale.

De son avenir ne dépend pas seulement le sort de la Chine. Certes, ce qui se passera en Chine bouleversera toutes les données actuelles en Asie, mais, au-delà, aura une importance majeure pour les développements mondiaux de la lutte des classes.

Il est dans l'intérêt des travailleurs de tous les pays que la classe ouvrière chinoise puisse se doter des organisations qui lui sont nécessaires pour défendre ses intérêts.

C'est pourquoi la IV^e Internationale, qui n'a pas d'intérêts distincts des travailleurs, agit dans le sens de l'unité la plus large pour la défense inconditionnelle de tous ceux qui luttent pour organiser les travailleurs sur leur propre plan, pour défendre leurs revendications.

Pour la IV^e Internationale, ce combat est inséparable de la défense de la propriété sociale, de la défense de l'unité et de l'intégration de la Chine. Elle ne prétend pas détenir toutes les réponses, elle ne se présente pas comme porteuse d'une vérité révélée : elle appelle à la discussion.

François Forgeue

En relisant *Que faire ?* (II)

Par Dominique Ferré

RÉSUMÉ DE LA PREMIÈRE PARTIE

Cette année 2003 est celle du centième anniversaire du bolchevisme. C'est en 1902-1903 que la social-démocratie russe se scinde en deux tendances : mencheviks, d'une part, bolcheviks, de l'autre, et que sont élaborés les principaux textes fondateurs du bolchevisme, c'est-à-dire du marxisme de notre époque, c'est-à-dire de l'unité de la théorie et de la pratique dans l'organisation, dont la IV^e Internationale revendique l'héritage.

Dans la première partie de cette brochure, *Que faire ?*, sous-titrée « *Les questions brûlantes de notre mouvement* », Lénine mène une polémique acharnée contre le courant « économiste » de la social-démocratie russe, un courant qui considère que, dans les conditions de la Russie tsariste au tout début du XX^e siècle, seule compte la lutte « économique » de la classe ouvrière, son mouvement spontané de résistance à l'exploitation. Lénine, tout en indiquant que « *l'élément spontané est la forme embryonnaire du conscient* », et tout en développant la nécessité du combat de résistance à l'exploitation capitaliste, qui intègre la lutte pour les réformes (on dirait aujourd'hui « *qui intègre la lutte pour la défense des réformes et des conquêtes*

ouvrières menacées par l'impérialisme, et la lutte pour la défense des organisations que la classe a construites pour se défendre »), estime que l'élément conscient, subjectif, c'est-à-dire le parti révolutionnaire appuyé sur la théorie marxiste, est un élément indispensable.

“LA CLASSE OUVRIÈRE À L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE”

Lénine oppose notamment « *politique trade-unioniste et politique social-démocrate* ».

A ceux qui veulent cantonner la classe ouvrière à la « lutte économique », et donc la renfermer sur elle-même, sous prétexte que cela amène des « résultats tangibles » (le « trade-unionisme »), Lénine oppose la conception marxiste des rapports entre réforme et révolution. Toute réforme, toute amélioration, toute institution ouvrière arrachée est un point d'appui essentiel, mais le combat pour les obtenir (et aujourd'hui, pour les défendre face à l'impérialisme, qui exige que toutes ces conquêtes soient liquidées) s'inscrit dans le combat d'ensemble pour en finir avec l'exploitation et l'oppression. C'est pourquoi il faut en permanence élever le niveau de conscience des masses.

Lénine écrit :

« La conscience des masses ouvrières ne peut être une véritable conscience de classe tant que les ouvriers n'ont pas appris, à partir des faits et événements concrets de l'actualité politique la plus immédiate, à observer **chacune** des autres classes sociales dans **toutes** les manifestations de la vie intellectuelle, morale et politique de ces classes (...). La connaissance de la classe ouvrière par elle-même est inséparable de sa vision parfaitement claire des rapports entre toutes les classes. »

Il donne l'exemple de l'*Iskra*, seul journal à appeler les ouvriers à s'opposer aux persécutions des grands propriétaires contre les masses paysannes, à s'opposer aux mesures de la police tsariste sur l'enrôlement forcé des étudiants dans l'armée. Car il s'agit, pour la classe ouvrière, non seulement de résister à l'exploitation et de combattre pour arracher des acquis à l'échelle de chaque usine, de chaque branche professionnelle, mais de se dresser à l'avant-garde de toutes les couches opprimées de la société contre le régime. Cela reste vrai aujourd'hui, où l'impérialisme menace non seulement l'ensemble des conquêtes arrachées par la classe ouvrière, et donc la classe ouvrière elle-même, mais aussi tous les acquis démocratiques, l'existence des nations et l'ensemble des acquis de la civilisation (comme, par exemple, la médecine, la science, etc.). Dans ces conditions, plus encore aujourd'hui qu'hier, la classe ouvrière est au centre de la lutte pour la préservation des acquis de civilisation au compte de l'ensemble de l'humanité.

Contre le « culte de la spontanéité » et de la lutte « étroitement syndicale », l'ouvrier révolutionnaire, dit Lénine, sera en droit d'interpeller les rédacteurs de *Rabotchaïa Mysl* et du *Rabotchéïe Diélo* pour leur dire :

« Nous ne sommes pas des enfants que l'on peut nourrir avec la bouillie de la seule politique "économique" ; nous voulons savoir tout ce que savent les autres, nous voulons connaître en détail **tous** les aspects de la vie politique et participer **activement** à chaque événement politique. »

C'est pourquoi, en faisant cela, dit Lénine, les révolutionnaires aident leur

classe à se mettre « à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie ».

“ORGANISER UNE MISE EN ACCUSATION SYSTÉMATIQUE DE L'AUTOCRATIE”

Les révolutionnaires ne peuvent pas plus se contenter de « l'action revendicative » que se contenter

« d'**expliquer** l'oppression politique qui frappe les ouvriers (comme il ne suffisait pas de leur **expliquer** l'opposition de leurs intérêts à ceux des patrons). Il faut faire de l'agitation à propos de chaque manifestation concrète de cette oppression (comme nous l'avons fait pour les manifestations concrètes de l'oppression économique). Or comme **cette** oppression s'exerce sur les classes les plus diverses de la société, qu'elle se manifeste dans les domaines les plus divers de la vie et de l'activité professionnelle, civile, privée, familiale, religieuse, scientifique, etc., n'est-il pas évident que **nous n'accomplirons notre mission** d'éveil de la conscience politique des ouvriers que si nous nous chargeons d'organiser **une mise en accusation systématique de l'autocratie** ? » (1).

Que signifie la proposition d'organiser « l'agitation à propos de chaque manifestation concrète de cette oppression », d'« organiser une mise en accusation systématique de l'autocratie » ? C'est se saisir de chaque fait, chaque manifestation de l'oppression subie par les masses ou une partie d'entre elles, et, en partant de là, montrer la responsabilité du régime

(1) Contre ceux qui reprochent à l'*Iskra* d'abandonner l'agitation au profit de la seule propagande, Lénine rappelle la définition de Plékhanov de la propagande et l'agitation. Un propagandiste « doit donner "beaucoup d'idées", un si grand nombre d'idées que, du premier coup, toutes ces idées prises dans leur ensemble ne pourront être assimilées que par un nombre (relativement) restreint de personnes. Traitant la même question, l'agitateur, lui, prendra le fait le plus connu de ses auditeurs et le plus frappant (...), il mettra tous ses efforts à donner à la masse une **seule idée** (...), il s'efforcera de susciter le mécontentement, l'indignation de la masse contre cette injustice criante, laissant au propagandiste le soin de donner une explication complète de cette contradiction. C'est pourquoi le propagandiste agit principalement par l'écrit, l'agitateur de vive voix. »

dans son ensemble. N'est-ce pas aujourd'hui la tâche des révolutionnaires de faire cela, quand, en France, pendant l'été 2003, 15 000 personnes âgées meurent de soif dans les hôpitaux et que tous — le gouvernement et certains appareils — s'efforcent de camoufler la responsabilité de la politique de l'Union européenne ? Ou bien quand les organismes de l'ONU tels que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) annoncent froidement que, « *chaque jour, plus de 30 000 enfants dans le monde meurent de maladies "bénignes" (...). Chaque jour, 14 000 personnes sont contaminées par le virus du Sida (...). Si des mesures contre la tuberculose ne sont pas prises, un milliard de personnes en seront victimes avant 2020 et 35 millions risquent d'en mourir* » (PNUD, rapport 2002), n'est-ce pas notre responsabilité que d'organiser la « mise en accusation » systématique de la politique des institutions de l'impérialisme (FMI, Banque mondiale) responsables du génocide qui frappe l'Afrique ?

Et cela, pour aider les travailleurs à comprendre, à partir de ce qu'ils connaissent, qui sont les responsables de leur sort, et donc contre qui et comment il faut combattre.

S'appuyant sur l'expérience de ce qui est à l'époque le plus grand parti révolutionnaire, le Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne, Lénine rappelle un extrait de son article « *Par où commencer ?* » (publié dans l'*Iskra*, mai 1901), article dans lequel il avait exposé les grands principes développés dans *Que faire ?* :

« *Nous devons éveiller dans tous les éléments un peu conscients de la population la passion des révélations politiques. Ne nous inquiétons pas si les voix accusatrices en politique sont encore si faibles, si rares, si timides. La cause n'en est nullement dans une résignation générale à l'arbitraire policier. La cause, c'est que les hommes capables d'accuser et disposés à le faire n'ont pas de tribune du haut de laquelle ils puissent parler, pas d'auditoire encourageant les orateurs (...).*

Nous avons aujourd'hui le moyen et le devoir d'offrir au peuple tout entier une tribune pour faire le procès du gouvernement tsariste : cette tribune doit être un journal social-démocrate. »

**“EXISTE-T-IL UN LIEN
ENTRE L'AMATEURISME
EN MATIÈRE D'ORGANISATION
ET L'ÉCONOMISME ?”**

Mais une telle tâche, l'organisation d'un journal qui soit une tribune d'accusation permanente contre le régime dans son ensemble, exige que soit surmonté ce que Lénine appelle « *l'amateurisme* » en matière d'organisation, cette « *véritable maladie de notre mouvement* »...

Certes, rappelle Lénine, c'est tout le mouvement social-démocrate russe à l'époque, tous les cercles, quelle que soit leur sensibilité, qui sont touchés par « *l'amateurisme* » en matière d'organisation.

Il décrit ainsi comment les cercles sont régulièrement raflés par la police, disloqués, etc., tout en remportant des succès « *malgré cette absence complète de préparation des combattants* ».

Mais, s'interroge Lénine,

« *existe-t-il un lien entre cet amateurisme, maladie de croissance qui affecte l'ensemble du mouvement, et "l'économisme", considéré comme une tendance de la social-démocratie russe ? Nous croyons que oui.* »

Et Lénine rappelle le rapport dialectique existant entre le **contenu** et la **forme** de toute organisation :

« *La structure de toute institution découle naturellement et nécessairement du contenu de son action.* »

Qu'est-ce que l'amateurisme ? C'est

« *l'incompréhension du fait que, sur la base d'un travail étriqué, ne peut se constituer une bonne organisation de révolutionnaires, et enfin — et c'est le principal — des tentatives de justifier cette étroitesse et de l'ériger en "théorie" distincte, ce qui consiste là aussi à se prosterner devant la spontanéité* ».

Pourquoi existe-t-il un rapport entre le contenu (« l'économisme ») et la forme (« l'amateurisme » en matière d'organisation) ? Les partisans d'une lutte qu'ils appellent « *purement ouvrière* », c'est-à-dire ne dépassant pas le cadre de l'action revendicative, expliquent à l'époque qu'« *à cette lutte "accessible" au mouve-*

ment de masse correspond naturellement une organisation "accessible" même à la jeunesse la moins préparée ».

Les orientations des « économistes », critique Lénine,

« reflètent une conception étriquée de nos tâches, non seulement en matière politique, mais encore en matière d'**organisation**. La conduite de "la lutte économique contre les patrons et le gouvernement" n'implique nullement l'existence, et par suite, ne favorise aucunement la constitution d'une organisation centralisée pour toute la Russie, regroupant dans un même assaut toutes les manifestations possibles d'opposition politique, de protestation et de colère, d'une organisation de révolutionnaires professionnels, dirigée par des chefs politiques véritables du peuple entier. »

DES QUESTIONS POLITIQUES MAJEURES SONT À L'ORIGINE DE LA SCISSION ENTRE BOLCHEVIKS ET MENCHEVIKS

C'est à cette époque que, dans le mouvement social-démocrate russe se cristallise l'opposition entre ceux qui prônent un mouvement large, un « parti large », dont on est membre sans vraiment en avoir conscience, car il s'agit avant tout de mener une lutte « revendicative », et ceux qui estiment au contraire que l'élément conscient pour aider le mouvement spontané des masses doit s'incarner dans un parti organisé, auquel on adhère en toute connaissance de cause, dans lequel chacun milite consciemment. Ce désaccord de fond se cristalliserait définitivement lors du II^e Congrès du POSDR, en 1903, dans la séparation entre bolcheviks et mencheviks.

Les futurs mencheviks, partisans de l'appartenance au parti de qui « lui prête un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations » (formule de Martov pour l'article 1^{er} des statuts), sont donc les continuateurs des « économistes », qui revendiquaient de réduire la social-démocratie au « rôle de "groupes exécutifs" en ce qui concerne la lutte économique des ouvriers ». C'est-à-dire réduire le parti à la direction du syndicat, des mutuelles, des caisses de

grèves, des organisations ouvrières « larges » (chorales, clubs, etc.). Comme Lénine le rapporte dans sa *Relation du II^e Congrès du POSDR* (septembre 1903) :

« Le paragraphe 1^{er} des statuts définit la notion de membre du parti. Dans mon projet, cette définition était la suivante : "Est membre du Parti quiconque reconnaît son programme et soutient le parti tant matériellement qu'en **militant personnellement dans une de ses organisations**." Au lieu des mots soulignés, Martov, lui, proposait : **en travaillant sous le contrôle et la direction d'une de ses organisations** (...). Nous nous attachions à démontrer qu'il fallait restreindre la notion de membre du parti, afin de se séparer ceux qui travaillent d'avec les bavards, d'éliminer le chaos dans le domaine de l'organisation, d'éliminer la possibilité, révoltante et absurde, d'organisations composées de membres du parti sans être des organisations du parti, etc. Martov était pour un parti **plus large**, parlait d'un large mouvement de classe exigeant une organisation de classe large — amorphe, etc. »

Lénine y oppose la nécessité d'une organisation de « révolutionnaires professionnels », c'est-à-dire de militants conscients des tâches historiques d'ensemble de la classe ouvrière, et organisés en conséquence, afin **d'aider** la classe à accomplir ses tâches. Car précise-t-il, une telle organisation « ne signifie nullement que ceux-ci » (les révolutionnaires professionnels) « penseront pour les autres », c'est-à-dire à la place des ouvriers.

"PLUS NOMBREUSE EST LA MASSE ENTRAÎNÉE SPONTANÉMENT DANS LA LUTTE, (...) ET PLUS IMPÉRIEUSE EST LA NÉCESSITÉ D'AVOIR UNE TELLE ORGANISATION"

Dans les pays comme la Russie (où le régime autocratique interdit toute forme d'organisation ouvrière) comme dans les pays qui jouissent de libertés démocratiques,

« l'organisation d'un parti social-démocrate révolutionnaire doit nécessairement être d'un autre genre que l'organisation des ouvriers pour la lutte économique. L'organisation des ouvriers

doit être en premier lieu, professionnelle, en second lieu, la plus large possible. »

L'organisation politique des révolutionnaires

« doit englober avant tout et principalement des hommes qui ont pour métier l'action révolutionnaire (...). Ce caractère commun des membres d'une telle organisation doit totalement abolir toute distinction entre ouvriers et intellectuels, et à plus forte raison entre les diverses professions des uns et des autres. »

Cent ans plus tard, les conditions de la lutte ont évidemment bien changé. La classe ouvrière a construit des syndicats, des partis, elle a arraché par sa lutte de classe conquêtes, réformes et institutions ouvrières. Elle a fait l'expérience de la trahison de la social-démocratie en 1914, soutenant l'impérialisme, de la révolution russe de 1917, mais aussi de la dégénérescence de l'URSS et des partis de l'Internationale communiste, devenant des agences de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin. Elle est aujourd'hui amenée à combattre dans des conditions peut-être bien plus difficiles qu'en 1902, à notre époque où la survie de l'impérialisme exige que toutes les organisations et les conquêtes de la classe ouvrière soit détruites, ce qui ne saurait se faire sans la participation active des appareils qui dirigent le mouvement ouvrier... Et dans des conditions où ces appareils bureaucratiques sont de plus en plus secondés par de prétendus « révolutionnaires », usurpant le drapeau de la IV^e Internationale, qui cherchent à la détourner de son combat de classe pour l'entraîner dans l'accompagnement de la « mondialisation » par les « Forums sociaux »...

Et pourtant, la classe ouvrière, cent ans après, reste debout, se ressaisit de ses organisations. Et malgré les coups qui s'abattent sur elle, peut-on nier qu'une classe ouvrière cherche et se dresse, comme on vient de le voir en France et en Allemagne, comme on le voit au Brésil, comme on le voit sur chaque continent ?

Mais, précisément, parce que les conditions sont plus difficiles, les obstacles plus nombreux, n'est-il pas d'une brûlante actualité, ce conseil de Lénine :

« Plus nombreuse est la masse entraînée spontanément dans la lutte, formant la base du mouvement et y participant, et

plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, et plus cette organisation doit être solide (sinon, il sera plus facile aux divers démagogues d'entraîner les couches incultes de la masse). »

Car aujourd'hui, ne sont-ils pas nombreux, les « démagogues » qui expliquent à cette classe ouvrière, qui veut combattre et défendre pied à pied ses conquêtes, qu'il faut abandonner ses revendications, qu'il n'y aurait plus rien d'autre à faire que d'élaborer des « projets de réformes alternatifs » ? Ne sont-ils pas nombreux, les « démagogues », déguisés en « révolutionnaires », qui expliquent qu'il n'y a plus besoin de lutte de classe, de syndicats et de partis ouvriers, et qu'il faut noyer et dissoudre tout cela avec les ONG et l'Église dans les « forums sociaux » financés grassement par les gouvernement et les institutions de l'impérialisme (Banque mondiale, Union européenne, etc.) ?

LE "DEVOIR D'OFFRIR AU PEUPLE TOUT ENTIER UNE TRIBUNE POUR FAIRE LE PROCÈS DU GOUVERNEMENT"

Aider la classe ouvrière, construire cette organisation, ce parti, pour l'aider, c'est d'abord et avant tout construire ce journal politique, ce « *devoir d'offrir au peuple tout entier une tribune pour faire le procès du gouvernement* ».

Pourquoi accorder autant d'importance à un journal politique national, alors que nous avons des bulletins locaux, des tracts d'usine ? s'insurgent les « économistes ». Il est « *ridicule* », répond Lénine, d'opposer la « *besogne papérasière* » d'un journal politique au « *travail politique vivant* » des centaines de cercles locaux.

Bien sûr, les tracts, les « feuilles volantes » édités par chaque groupe pour l'agitation dans chaque usine, sont nécessaires :

« Pour les révélations d'usines, nous avons toujours eu et devons toujours avoir des feuilles volantes sur place, mais, en ce qui concerne le type de notre journal, nous devons l'élever, et non le

rabaisser, au niveau d'une feuille d'usine. »

« Elever » le journal, parce qu'il doit fournir aux ouvriers les informations leur permettant de comprendre et de combattre, non seulement à l'échelle de l'usine, mais à l'échelle de toutes les usines et à l'échelle du pays tout entier. Il doit, pour élever leur niveau de conscience, traiter de tous les sujets de la vie politique, économique, sociale... Prenant l'exemple d'une rubrique « municipale », il montre qu'il faut pour cela « avoir une documentation variée, à jour, recueillie et classée par un homme compétent »... ce qui est donc impossible pour un journal local.

“UN JOURNAL PEUT-IL ÊTRE UN ORGANISATEUR COLLECTIF ?”

C'est ainsi que Lénine expose son « plan » d'un journal politique pour toute la Russie et qu'il utilise sa formule célèbre :

« Un journal peut-il être un organisateur collectif ? »

Interrogeons-nous, un siècle plus tard, sur ce que cela signifie. A ceux qui opposent la construction d'organisations politiques « locales » au travail national, il répond qu'on ne peut opposer le particulier au général :

« Pour éduquer de fortes organisations politiques (locales — NDLR), il n'y a pas d'autres moyens qu'un journal pour toute la Russie. »

Il s'agit, avec ce journal, de façonner

« une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion, en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à livrer le combat décisif ».

Comment ? Le journal, explique Lénine, c'est d'abord un instrument d'éducation politique des militants eux-mêmes :

« Les dirigeants de cette lutte (politique — NDLR) ne peuvent se former que par l'appréciation systématique jour après jour, de tous les aspects de notre vie politique, de toutes les tentatives de protestation et de lutte des différentes classes à différents propos. C'est pourquoi il est tout bonnement ridicule de parler "d'éduquer des organisations politiques" et d'opposer en même temps la

“besogne paperassière” d'un journal politique au “travail politique vivant à l'échelon local”. »

Lénine définit donc le journal comme le « *fil conducteur* » pour

« développer, approfondir et élargir inlassablement cette organisation (c'est-à-dire l'organisation révolutionnaire toujours prête à appuyer toute protestation et toute effervescence) ».

Mais c'est aussi un instrument d'organisation des militants, car rédiger et élaborer l'orientation du journal exige d'aller chercher en permanence toujours plus largement autour de soi les militants, les travailleurs :

« N'est-il pas évident que nous traversons aujourd'hui dans la vie de notre parti une période où nous disposons de pierres et de maçons, mais où il nous manque justement ce fil visible par tout le monde et auquel chacun pourrait se raccrocher ? Le journal n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. »

A ceux qui opposent à la nécessité d'un journal tel ou tel travail d'organisation local, particulier, Lénine répond :

« Certes, un homme possédant des capacités d'agitateur et une connaissance (de tel ou tel secteur d'intervention dans la lutte des classes — NDLR) (...) pourrait par son agitation (...) rendre des services inestimables au mouvement, mais cet homme-là enterrerait son talent s'il ne prenait soin de mettre tous les camarades russes au courant du moindre progrès de son action, afin de donner un exemple et un enseignement à des gens qui, dans leur masse, ne savent même pas encore comment s'atteler à cette tâche nouvelle pour eux. »

C'est ainsi, en armant les militants, en les aidant à élaborer, en généralisant les expériences, que l'on peut structurer et organiser un parti :

« On ne peut commencer à créer cette liaison effective qu'avec un journal commun, entreprise unique et régulière pour toute la Russie, qui fera le point des activités les plus variées et incitera les gens

à progresser constamment dans les voies innombrables, qui toutes mènent à la révolution. »

Ces lignes ont été écrites il y a un siècle, adressées à quelques centaines de militants clandestins intervenant dans un pays immense, où des centaines de kilomètres séparaient un groupe de l'autre. Mais la nécessité d'un journal politique national régulier unifiant l'intervention politique, créant cette « *liaison effective* », dont parle Lénine, n'est-elle pas tout autant nécessaire à l'heure où nous vivons, avec la politique de l'impérialisme de dislocation des nations, des moyens de communication (comme on peut le voir à différents degrés dans tous les pays) ?

“À ELLE SEULE, LA FONCTION DE DIFFUSION DU JOURNAL COMMENCERAIT À CRÉER UNE LIAISON EFFECTIVE”

Instrument d'information, de formation et d'organisation des militants, le journal l'est aussi plus largement pour tous ceux qui le lisent et se regroupent autour du journal pour en discuter la politique et les propositions qui y sont faites.

« A elle seule, la fonction de diffusion du journal commencerait à créer une liaison effective (si ce journal était digne de ce nom, c'est-à-dire s'il paraissait régulièrement (...). »

La diffusion, c'est-à-dire le lien organisé entre celui qui vend et celui qui achète, créant le cadre de discussion politique sur le contenu du journal, et donc élaborant sur ce qu'il y a lieu de faire.

Et aujourd'hui, alors que les institutions impérialistes déversent des millions de dollars dans les poches des ONG, des organisateurs de « forums sociaux » et des partis politiques, la diffusion, sur la base de l'indépendance financière, ne crée-t-elle pas ce lien organisé indispensable à une action consciente permettant d'aider les masses à surmonter les obstacles dressés devant eux dans leur lutte de classe ?

Lénine conclut :

« En un mot, le “plan d'un journal politique pour toute la Russie” n'est pas le fruit d'un travail en vase clos de doctrinaires gavés de littérature (...); c'est au contraire

le plan le plus pratique pour mettre en train, de tous côtés et dès aujourd'hui, la préparation de l'insurrection, sans oublier pour autant un seul instant les humbles tâches immédiates. »

•
••

Ce premier article vise à ouvrir la discussion parmi les lecteurs de *La Vérité* sur l'actualité du bolchevisme. Pas une discussion « historique », bien qu'étudier l'histoire soit nécessaire, mais une discussion sur ce que signifie aujourd'hui cet héritage politique. Donc une discussion qui intègre ce que nous faisons de notre « organisateur collectif », *La Vérité*...

Les conditions ont changé depuis l'époque où Lénine a écrit *Que faire* ? Nous vivons aujourd'hui une époque où, en plus de tous les obstacles sur le chemin de son émancipation, la classe ouvrière trouve face à elle de prétendus trotskystes, qui siègent au Parlement européen et organisent les « forums sociaux » financés par les gouvernements et les institutions impérialistes... Mais, pour conclure temporairement, ne sont-elles pas justement d'une grande actualité, ces paroles du vieil Illitch ?

« Nous avançons étroitement groupés, en nous tenant fermement par les mains, sur un chemin escarpé et difficile. Les ennemis nous cernent de toutes parts et nous tiennent presque constamment sous leur feu. Si nous nous sommes unis en vertu d'un libre choix, c'est précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas glisser dans le marais attendant, dont les habitants, dès le début, nous ont fait grief d'avoir formé un groupe à part et préféré la voie de la lutte à celle de la conciliation. Et certains d'entre nous de crier : Allons dans ce marais ! Et lorsqu'on leur en fait honte, ils répliquent : Quels gens arriérés vous faites ! N'avez vous pas scrupule à nous dénier la liberté de vous inviter à suivre une voie meilleure ! — Oh ! que si, messieurs, vous êtes libres non seulement d'inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais ; nous trouvons même que c'est là bien votre véritable place, et nous sommes prêts, dans la mesure de nos forces, à vous aider, à vous y installer. Mais alors, lâchez-nous la main, ne vous accrochez pas à nous et ne souillez pas le grand mot de liberté, parce que nous aussi, nous sommes “libres” d'aller où bon nous semble, libres de combattre aussi bien le marais que ceux qui s'y acheminent. »

Dominique Ferré

VIE DE L'INTERNATIONALE

Nous publions dans cette rubrique :

- l'éditorial de la revue en russe éditée en Ukraine *Na Borbou !* ;
- la lettre ouverte aux militants de Démocratie socialiste transmise par les camarades de la section brésilienne ;
- une déclaration de la section équatorienne de la IV^e Internationale.

Défense des droits des travailleurs ukrainiens et syndicats nationaux

SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN UKRAINE

En 2003, l'Ukraine comptait 5 millions de chômeurs ou semi-chômeurs, l'Etat devait plus de 3 milliards de grivnas d'arriérés de salaires et 84 % de la population, environ 40 millions de personnes, sur une population de 49 millions, vivent dans la pauvreté ou presque. Le gouvernement a tout fait pour susciter l'hostilité de l'immense majorité des citoyens.

Il n'y a ni confiance ni respect pour le pouvoir. Le service des statistiques d'Ukraine, l'OIT et les représentants de l'ONU en Ukraine ont réalisé une enquête sur les problèmes de la protection sociale dans notre pays, sous le titre « *Mesure de la pauvreté* ». 9 400 personnes ont été interrogées, appartenant à une entreprise ukrainienne sur 6, employant 1,1 million de travailleurs, soit 32 % des travailleurs de l'industrie.

De nombreux responsables ont été choqués par les résultats qui démontraient que :

1. Quatre Ukrainiens sur cinq se considèrent comme pauvres (79 %). Et ils ont objectivement raison, car le niveau de vie est très bas et ils ne peuvent satisfaire leurs besoins en matière de santé, de logement, de vêtements, etc. Les moyens alloués à la lutte contre la pauvreté ne parviennent tout simplement pas aux gens ordinaires.

2. La majorité des gens ne pensent pas que les structures d'Etat puissent améliorer la situation.

3. La majorité des gens (62 %) considèrent qu'ils n'appartiennent pas à la classe moyenne, 20 % ne se prononçant pas et seulement 17,2 % se considérant comme tels. Un fait est intéressant : l'immense majorité ne lie pas le niveau de pauvreté seulement aux revenus, mais au mode de vie, à la participation à la vie sociale (aux organisations sociales et politiques, à la possibilité d'aller au musée, au théâtre, de s'abonner à des périodiques, etc.).

Le ministère du Travail d'Ukraine a élaboré une « *stratégie de lutte contre la pauvreté* ». D'après les données du ministre du Travail, Mikhaïl Paniev, il y a dans notre pays 13 millions de pauvres. La majeure partie est concentrée en Crimée, Zaccarpathie, dans les régions de Khmel'nitski et Soumy. D'après les données officielles, le chômage y est de plus de 9 %. Dans certains pays, le niveau de 6 % est déjà considéré comme critique et considéré comme une catastrophe sociale. Le problème est aggravé par le fait que les structures de qualification professionnelle ne répondent pas aux besoins de l'économie et que le système de formation des cadres n'est pas réactif à la situation de l'emploi. Cette question est particulièrement aiguë dans les régions agricoles, où 90 % des entreprises agro-alimentaires disent ne pas avoir besoin de main-d'œuvre.

Le niveau moyen des retraites est d'un tiers du salaire moyen. Le salaire minimal dans le secteur public est de 165 grivnas (environ 30 dollars). On prévoit de l'augmenter en 2003 de 20 à 30 % en moyenne. Mais il est à craindre que l'augmentation des salaires, des retraites et des allocations, sans lien avec l'état du budget et

la situation économique, n'entraîne une nouvelle spirale d'inflation, qui a été de 150 à 200 % en mai-juin (quand l'alimentation a subi de fortes hausses). Le gouvernement propose d'introduire une grille unique des salaires et de corriger une situation où les enseignants et les médecins, c'est-à-dire des gens hautement qualifiés, qui ont reçu une éducation supérieure, ne gagnent pas plus que le personnel de service, les femmes de ménage ou les infirmières. Ajoutons à cela les arriérés de salaires, 2,3 milliards de grivnas. En Ukraine, une des formes de défense des droits des travailleurs est la signature d'un contrat collectif entre la direction de l'entreprise et le collectif des travailleurs. C'est le cas dans 70 % des entreprises ukrainiennes, mais ces contrats ne sont pas respectés. L'inspection du travail a relevé plus de 14 000 infractions à la législation du travail. La situation est aggravée par la vétusté des installations et des machines, qui a causé la mort de 226 personnes, depuis le début de l'année, dans les entreprises d'Ukraine. Sont particulièrement touchés les mines (61 mineurs ont trouvé la mort), le complexe agro-industriel (46), les transports (27). Le nombre d'accidents, y compris mortels, la pression des nouveaux patrons, le chômage, la menace de réforme des retraites, les bas salaires, tout cela entraîne une hostilité grandissante dans le milieu ouvrier. Dans la métallurgie, en trois mois, les accidents ont été multipliés par deux (20 contre 11 durant la même période l'an dernier). Depuis le début de l'année, à la suite d'inspections, le travail a été suspendu et les dirigeants frappés d'amendes dans un nombre croissant d'entreprises. Dans 192 entreprises, où travaillent 55 000 personnes, le travail a été suspendu parce que la vie et la santé du personnel étaient en danger.

Le facteur essentiel de risque dans les mines, ce sont les éboulements. Rien qu'en mars, le nombre d'accidents mortels de ce type a été multiplié par cinq (soit plus de la moitié des victimes, 57,1 %). En mars, il y a eu cinq éboulements, 14 mineurs ont été blessés, dont 11 mortellement. La raison essentielle de ces accidents, ce sont les économies que font les patrons et les administrateurs dans le domaine de la sécurité, les falsifications dans l'achat du matériel nécessaire, sur lesquelles le syndicat officiel ferme les yeux. Un problème important est le paiement des salaires. En mai, il y a eu des grèves dans deux mines de la région de Dnipopetrovsk. Les grévistes réclamaient leurs salaires de janvier-février et une augmentation à partir du 1^{er} avril, portant le salaire minimum à 185 grivnas. Les dirigeants du comité de grève

ont fait une grève de la faim de onze jours.

En avril, les représentants de l'Union des syndicats libres de la région de Poltava ont organisé un piquet devant le parquet et l'administration du président de l'Ukraine. Ont également participé au mouvement de protestation les représentants des organisations membres de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KSPOU), en particulier la fédération des syndicats libres de la ligne de chemin de fer de Lvov, le syndicat libre des travailleurs du métro de Kiev, etc.

La situation très tendue à l'usine de traverses de béton de Kremenchouk. L'entreprise est acculée à la faillite, parce que le ministère des Transports, qui a le monopole des commandes, a cessé de faire appel à cette entreprise. Au lieu de chercher une issue, on a licencié le personnel. Plus de 400 travailleurs ont déposé plainte pour non-paiement des salaires. Le tribunal n'accepte pas de recevoir ces plaintes, parce que l'administration n'a pas établi les bulletins. Les gens sont sans défense. La requête du syndicat libre de l'usine est restée sans effet, elle a seulement été enregistrée. Un membre du syndicat libre de l'administration des trolleybus de Kremenchouk a été injustement licencié. Le tribunal local repousse l'examen de l'affaire depuis plus de six mois.

SUR LES PARTICULARITÉS DU MOUVEMENT SYNDICAL EN UKRAINE

Les problèmes du mouvement syndical en Ukraine sont liés à son morcellement. Aujourd'hui, on peut distinguer trois principales unions. Il existe quelques fédérations syndicales.

1. Les syndicats officiels, la Fédération des syndicats d'Ukraine (dirigeant : Stoian)

Complaisants vis-à-vis du gouvernement, ils interviennent contre les grèves, étouffent les mouvements de protestation, collaborent avec le gouvernement. Issus des syndicats soviétiques, ce sont eux qui ont le plus de membres (plus d'un million). « *Stoian n'emmènera pas les syndicats à la manifestation du 1^{er} Mai* », ont titré les journaux, à la fin avril. Et cela uniquement parce que ce dirigeant considère que Kiev est une ville trop politisée. Et pourtant les principales revendications de cette manifestation étaient l'augmentation des salaires et des retraites, le paiement des arriérés de salaires, le problème de l'emploi et

l'augmentation des charges par les autorités locales. Le sieur Stoian considère comme un succès personnel la décision du gouvernement d'augmenter cette année les salaires d'environ 25 % (17 % en juillet et encore 12 % en août-septembre). Il a signé l'accord de coopération avec le nouveau gouvernement. Avec un tel document, comment mener la lutte et défendre les travailleurs ?

2. Les syndicats indépendants

a) La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (M. Volynets). Ils organisent des grèves, des actions de protestation, défendent les droits des travailleurs, mais seulement quand c'est utile à un dirigeant politique, à savoir Iouri Timochenko. Appartiennent à la KSPOu les syndicats indépendants des contrôleurs aériens, des mineurs, des travailleurs du métro, des étudiants, des travailleurs scientifiques, des enseignants.

Les limites de leur action sont données par le contrôle total exercé sur eux par les syndicats américains (AFL-CIO).

b) La Confédération nationale du travail d'Ukraine et les syndicats solidaires des syndicats jaunes. Ils s'occupent de fonds de pension, d'affaires commerciales, de services pour l'achat et la vente d'appartements (13 000 membres).

Une activité positive : la défense juridique, l'aide à tous les adhérents du syndicat pour la défense de leurs droits. Il y a des sections dans 19 régions d'Ukraine.

c) Syndicats de branche, qui incluent de petites fédérations.

PRINCIPAUX PROBLÈMES DU MOUVEMENT SYNDICAL UKRAINIEN

Le problème essentiel qui empêche les syndicats de défendre les droits des travailleurs est bien sûr sa division. Ensuite, c'est le problème de la bureaucratie syndicale. Nous tentons de lutter contre elle. Nous utilisons le contrôle et autres formes de pression. Mais c'est difficile. Dans ce domaine, nous avons besoin de l'expérience et des connaissances de nos camarades dans les pays européens et post-soviétiques.

Un point faible du mouvement syndical en Ukraine est la passivité totale de la population, qui a subi tant de défaites et d'échecs dans ses tentatives pour défendre ses droits qu'elle a perdu toute confiance en quelque organisation que ce soit. Ainsi, un autre problème est le manque de confiance de la population vis-à-vis des syndicats.

Si les apologistes déclarés de la bourgeoisie considèrent que les syndicats (structures sous le contrôle de l'Etat et loyales vis-à-vis des possédants privés) sont une institution achevée et « civilisée » de la collaboration de classe, garante de « l'harmonie sociale », par contre, ses alliés politiques masqués qualifient toute manifestation de lutte syndicale d'opportunisme économique, qui sème des illusions dans la classe ouvrière et la détourne de la lutte révolutionnaire. Derrière une apparente opposition entre les partis ukrainiens de droite (jusqu'au SotsPOu, Parti socialiste ukrainien) et l'Union panukrainienne des ouvriers (que représente le groupe d'édition « Classe ouvrière », et qui est appelé à représenter le KPOu, Parti communiste ukrainien pour certaine catégories de l'électorat), se cache une collaboration harmonieuse pour réaliser une des tâches fondamentales du parlementarisme, prévenir la constitution de la classe ouvrière en force sociale révolutionnaire. Si les premiers gagnent leur pain en endormant les masses avec les illusions du réformisme, il revient aux seconds d'arracher du corps de la classe ouvrière ses représentants les plus avancés, qui pourraient dissiper ces illusions. Il ne faut pas oublier les syndicats dits « jaunes ». Nous devons leur opposer non seulement une position juste sur la base de l'analyse marxiste, mais encore des syndicats rouges.

Pourtant, à l'heure actuelle, il n'existe pas de syndicat de classe, sinon le syndicat des mineurs (NPGOu), qui permettrait aux travailleurs de défendre leurs droits et leurs intérêts. C'est une des principales, sinon la principale, raisons qui expliquent le peu d'activité et d'organisation de la classe ouvrière en Ukraine, en Russie et dans les autres républiques de la CEI, dans les conditions de la liquidation de la majorité des conquêtes ouvrières de l'époque du socialisme.

Premièrement, spontanément, sans l'aide des marxistes, les ouvriers ne peuvent aujourd'hui constituer leurs syndicats de classe, qui ne comprendraient que des travailleurs salariés, dans la mesure où il faut lutter non seulement contre la bourgeoisie, mais encore contre les faux syndicats et les aventuriers politiques qui se cachent derrière de belles paroles et utilisent les syndicats à des fins personnelles.

Deuxièmement, si les marxistes ne s'emparent pas de cette question, la formation de nouveaux syndicats tombera inévitablement sous le contrôle de divers groupes de la bourgeoisie, en concurrence entre eux, de leurs chefs et des partis politiques, ou bien ils dégèneront en un mouvement purement trade-unioniste (exemple, la privatisation de fait du mouvement des

syndicats libres par l'oligarque Iouri Timochenko).

Troisièmement, il n'y a pas d'autre voie pour les marxistes s'ils veulent être reconnus et gagner la confiance de la classe ouvrière, devenir son avant-garde, que de s'engager dès aujourd'hui dans les entreprises pour organiser la lutte quotidienne, pour la satisfaction des revendications les plus élémentaires des travailleurs, en matière de salaires, conditions de travail, grève, défense sociale, contrats collectifs, etc. Cette activité ne peut être remplacée ni par la participation aux campagnes électorales, ni par l'organisation des manifestations et meetings du 1^{er} Mai, ni par la commémoration annuelle de la révolution d'Octobre, ni par la diffusion de tracts et de journaux. Tout cela, bien sûr, est important et indispensable, mais sans l'organisation des travailleurs eux-mêmes, sans « cause ouvrière », sans essor du mouvement ouvrier, ces actions resteront vides, sans contenu, peu efficaces, ne s'adressant qu'aux forces de gauche et menées par les seuls militants. Convenez-en, il est

incomparablement plus difficile d'organiser un syndicat de classe, menant la lutte dans l'entreprise (sans l'appui de l'administration, des dirigeants) que de tenir quelques dizaines de meetings ou de piquets, qui laissent la bourgeoisie totalement indifférente et sur lesquels elle ferme les yeux : vous vous êtes défoulés, grand bien vous fasse.

Pour cela, il faut un tout autre niveau d'organisation, une toute autre influence dans le milieu ouvrier et un tout autre courage chez les militants. Là, on ne plaisante plus. C'est qu'il s'agit des profits des capitalistes, qu'aucun n'est disposé à partager sans lutte. Et si nous, qui disposons d'une organisation, si nos cadres ne sont pas les premiers à s'engager dans cette bataille, ne la dirigeant pas, n'obtiennent pas certains succès, il est inutile de rêver à des choses plus sérieuses. Ce n'est que dans l'action, et pas autrement, qu'on peut conquérir le titre d'avant-garde de la classe ouvrière.

Maria Jouk (Kiev)

Brésil : lettre ouverte aux militants de Démocratie socialiste

Cher(e)s camarades,

Le 8 juillet, nous vous avons adressé une lettre dans laquelle nous vous posions, entre autres, deux questions, lesquelles, conformément à notre méthode, s'appuyaient sur les faits. La première : alors qu'au sein même du gouvernement, le ministre de l'Agriculture, Roberto Rodrigues, prend position publiquement en faveur de l'armement des grands propriétaires, déclarant « *que celui qui a quelque chose à défendre doit défendre ce qu'il a. Qui ne défend pas son bien n'est pas digne de le posséder* » (*Folha de São Paulo*, 5 juillet). Comment comprendre que le ministre de la Réforme agraire, Miguel Rossetto, dirigeant de Démocratie socialiste (courant qui regroupe au sein du PT brésilien les partisans du Secrétariat unifié pabliste, NDT), membre du même gouvernement, n'ait pas immédiatement condamné ces déclarations ? La seconde : alors que la sénatrice Heloisa Helena, membre de votre courant, comme le ministre Rossetto, se voit menacée, sous la pression du gouvernement, d'être exclue du PT parce qu'elle s'oppose à la PEC-40 (la contre-réforme des retraites, NDT), comment se fait-il que celui-ci continue à par-

ticiper au gouvernement qui met en œuvre la PEC-40 ?

Deux mois ont passé, quels sont les faits nouveaux ?

Dans tout le pays, les fonctionnaires ont édité des affiches avec les portraits de députés fédéraux qui ont voté en faveur de la PEC-40. C'est également ce qu'ont fait les fonctionnaires de Novo Hamburgo (Rio Grande do Sul). Sur leur affiche, était publiée la photo de Tarcisio Zimmerman, membre de Démocratie socialiste, l'un des deux seuls députés de la région à avoir voté en faveur de la PEC-40. Par deux fois, ces affiches ont été arrachées et les grévistes menacés. Réunis en assemblée générale, les fonctionnaires de Novo Hamburgo ont adopté la résolution suivante :

« *Les travailleurs de la fonction publique du secteur judiciaire fédéral de l'Etat de Rio Grande do Sul, en grève depuis le 8 juillet contre la PEC-40, s'adressent à tous les travailleurs et à leurs organisations pour dénoncer les faits survenus le 14 et 20 août au matin, à Novo Hamburgo, durant le collage d'affiches dénonçant la réforme de retraites. L'orientation de l'assemblée*

générale de la catégorie est de faire pression sur les parlementaires pour qu'ils votent contre la PEC-40 au second tour à la Chambre des députés (...). Le 20 août au matin, dix individus ont arraché à nouveau les affiches posées par les travailleurs de la Justice fédérale et de la Prévoyance, et, de nouveau, ils ont proféré des menaces contre leur intégrité physique.

Interrogé sur ces faits, en présence de plusieurs syndicats, le député fédéral Tarcisio Zimmermann a dit : "S'il est démocratique de coller des affiches, il est démocratique de les arracher." Une telle conduite et l'intimidation sont des attitudes étrangères au mouvement ouvrier et à la lutte des travailleurs. Le député a le droit d'avoir sa position sur la PEC-40. La répression, l'intimidation, les méthodes fascistes sont inacceptables et méritent seulement le rejet de la part de tous ceux qui sont pour la démocratie, le libre droit d'expression. »

Comment a-t-on pu en arriver à ce point qu'une assemblée de travailleurs en grève soit obligée de voter une telle résolution ? Nous vous posons la question : les fonctionnaires de Novo Hamburgo ont-ils raison ou non ? Pour nous, pour tous les fonctionnaires en lutte dans tout le pays, il ne fait aucun doute qu'ils ont raison.

Poursuivons.

En l'absence de mesures concrètes qui contribuent à résoudre les graves problèmes à la campagne, les sans-terre n'ont d'autre choix que de poursuivre les occupations de terres. Les grands propriétaires s'agitent, manifestent, exigent du gouvernement qu'il mette fin par la répression à la lutte des travailleurs dans les campagnes.

Les grands propriétaires font pression pour obtenir des résultats dans ce sens. Le STF (Tribunal suprême de la fédération brésilienne) vient d'annuler un décret de l'actuel gouvernement expropriant 13 000 hectares de terres de la Fazenda Southal, à São Gabriel (Rio Grande do Sul). Que fait le ministre Rossetto ? Il décide de « *souscrire pleinement à la décision du STF* » et informe que « *l'INCRA (Institut de réforme agraire, dépendant de son ministère, NDT) ne continuera pas le marquage de terres en question* » (Folha de São Paulo, 16 août), là où il aurait été possible d'installer 530 familles.

Poursuivons.

Ces trois derniers jours, la presse publie deux informations : la démission de Marcelo Resende de la présidence de l'INCRA et l'assassinat au Parana de Paulo Sergio Brasil, militant sans terre de 36 ans, tué par les

hommes de main des grands propriétaires terriens. Une victime de plus dans l'escalade de violence contre les sans-terre.

Et, aujourd'hui 3 septembre, dans la presse, le ministre Rossetto explique qu'avec la démission de Resende « *ce que (le ministère) recherche, c'est un modèle d'ajustement de la gestion (de la réforme agraire), un modèle plus adéquat* ». N'est-il pas légitime de s'interroger : adéquat par rapport à quoi ?

La bourgeoisie latifundiaire célèbre la démission de Resende : « *Il n'a pas su conduire les intérêts du gouvernement (...), il a joué contre son patron (le ministre Rossetto, NDT). Il disait que tout le monde allait avoir une terre, une propriété, et il a augmenté ainsi une demande factice de terre* », déclare le député Nelson Marquezelli.

A l'opposé, la Commission pastorale de la terre (CPT, liée à l'Eglise, NDT) déclare (note du 3 septembre) : « *Ce qui nous préoccupe le plus, c'est la politique qu'il y a derrière cette action désastreuse (la démission de Resende, NDT). En effet, une telle démission a été prononcée en plein processus du tant espéré second plan national de réforme agraire, lequel risque maintenant d'avorter. De plus, le ministre du Développement agraire (Rossetto, NDT) en vient dernièrement à suivre les injonctions du FMI, en faveur d'une réforme agraire de marché, conforme aux instruments de la Banque mondiale : le crédit foncier, la mise en vente de terres, la "municipalisation" de la réforme agraire* » (toutes choses qui, en réalité, tournent le dos à une véritable réforme agraire ; il est bien évident que les sans-terre n'auraient pas les moyens de payer des terres que la Banque mondiale prétend leur faire acheter, NDT).

Nous vous posons la question : la CTP a-t-elle raison ou non ? Pour nous et pour les millions de travailleurs sans terre, il ne fait aucun doute qu'elle a raison.

Poursuivons.

La commission exécutive du Parti des travailleurs maintient la menace d'exclusion de trois députés et de la sénatrice Heloisa Helena, militante de Démocratie socialiste. A la majorité, elle a suspendu pour soixante jours les députés qui se sont abstenus sur le vote de la PCE-40.

A l'issue de ce premier tour du vote de la PEC-40 à la Chambre des députés, Démocratie socialiste a publié une note (7 août) déclarant :

« (...) *En accord avec toute la trajectoire (de DS) et avec la perspective de*

poursuivre une lutte historique, DS s'est prononcée en faveur du vote conforme aux délibérations du directeur national du PT, assorti d'une déclaration de vote avec l'ensemble des autres camarades, cherchant à exprimer des points d'appui pour la continuité de la lutte. Deux camarades députés de DS n'ont pas suivi cette position, exprimant un autre point de vue et se sont abstenus. »

Nous vous posons la question : n'avaient-ils pas raison ces députés qui ont répondu à l'appel de la CUT et des fonctionnaires en votant contre la PEC-40 (comme ce fut le cas au premier tour pour trois députés, et comme l'a fait également au deuxième tour Walter Pinheiro, membre de votre courant), ou en s'abstenant ?

Pour nous et pour tous les fonctionnaires, ils ont eu raison de ne pas voter en faveur de la PEC-40, cela ne fait aucun doute.

Nous vous posons la question : la note de la direction de DS ne renforce-t-elle pas la pression pour l'alignement sans condition du parti sur la politique du gouvernement ? Ne vient-elle pas grossir les attaques contre la démocratie qui menacent aujourd'hui l'existence même du PT ? Oui, la démocratie ! Parce que, en fin de compte, il n'y a pas eu dans le PT une véritable discussion sur la PEC-40, et la dernière rencontre nationale, à Recife, n'a pas délibéré en faveur d'une réduction des droits. Et même, en ce qui concerne la taxation des inactifs, toutes les délibérations du parti y ont toujours été opposées.

Répétons ce que nous disions dans la lettre du 8 juillet : les questions que nous posons ne portent pas sur la politique, en général, du gouvernement. Il s'agit d'un problème précis.

La IV^e Internationale, sa méthode, son programme, part des besoins des masses. Les intérêts de la IV^e Internationale ne sont donc pas contradictoires aux intérêts des masses.

Nous vous posons la question : la politique qui se heurte à l'impérieuse nécessité de l'accès à la terre, au nom de la conciliation entre les intérêts de la bourgeoisie latifundiaire et ceux des millions de travailleurs sans terre ; l'acceptation du processus des exclusions du parti, sous pression du gouvernement, mettant en jeu l'existence du PT ; les actions d'intimidation et de répression contre les travailleurs en lutte, comme ceux qui se sont passés à Novo Hamburgo : tout cela peut-il être fait au nom de la IV^e Internationale ? Nous répondons, une fois de plus, non, catégoriquement non !

La IV^e Internationale est aux côtés et avec les travailleurs de la campagne qui luttent pour la terre contre les intérêts de grands propriétaires fonciers. La IV^e Internationale combat pour défendre inconditionnellement les organisations que la classe ouvrière a construites et pour défendre la démocratie ouvrière, rejetant toutes les méthodes étrangères à la lutte des travailleurs.

Nous revendiquons la IV^e Internationale et son programme et restons ouverts à la discussion avec tous ceux qui veulent débattre sur la base des faits, tous vérifiables.

**Le 7 septembre 2003,
courant *O Trabalho* du PT,
section brésilienne
de la IV^e Internationale**

**Organisation socialiste révolutionnaire des travailleurs (OSRT),
section équatorienne de la IV^e Internationale
Non à l'accord avec le FMI !
Non au pillage de la nation !
Non aux guerres !**

Le système capitaliste, à son étape de pourrissement impérialiste, menace la survie de la civilisation humaine, avec les guerres et le pillage que l'impérialisme impose par l'intermédiaire de ses laquais dans les différents

pays. Il menace de provoquer une hécatombe aux conséquences incalculables. Face à cette situation, les peuples dans le monde entier, et particulièrement en Amérique, s'organisent, se mobilisent et luttent en essayant de préserver

et de défendre leurs droits et leur propre vie.

Dans ce contexte, le peuple d'Equateur a reçu le premier coup de Lucio Gutierrez, quinze jours après le début de son mandat. C'est ainsi que, le 30 janvier 2003, étaient publiées, dans le *Registre officiel*, « les normes pour l'encouragement patriotique à l'épargne », qui ne sont rien d'autre que le blocage des salaires, la fin de l'embauche collective et la volonté de licencier un grand nombre de travailleurs du secteur public, au nom du rendement maximum et de l'efficacité.

Pour compléter son plan meurtrier, le 10 février 2003, le président Lucio Gutierrez annonçait pompeusement la signature de la « lettre d'intention » avec le FMI, document dans lequel il accepte à genoux toutes les exigences de l'impérialisme américain. Telle est la récompense pour tous ceux qui l'ont soutenu et lui ont exprimé leur confiance et qui par leur vote l'ont conduit au triomphe. Que peuvent espérer les travailleurs et la majorité écrasante du peuple équatorien de cet accord ?

En premier lieu, la dette externe de l'Equateur va augmenter de plusieurs milliards de dollars, puisqu'il est dit que cet accord était nécessaire pour canaliser et rendre viables les futurs prêts, ce qui signifie encore plus d'endettement !

A quoi vont servir ces prêts ? Pas un centime pour améliorer les conditions de vie du peuple, tout est fait pour obtenir la « confiance aux marchés », c'est-à-dire assurer le paiement de la dette aux banquiers et aux spéculateurs, pour garantir les intérêts des entreprises et des banques étrangères, en particulier des banques américaines installées en Equateur.

Il est dit que cet argent évitera que l'Equateur n'en arrive à la situation de l'Argentine. Mais l'Argentine avait également reçu des prêts successifs pour renflouer sa dette, qui l'ont conduite à la situation que l'on connaît.

Nous savons que la cause principale de la crise qui touche les travailleurs et le peuple équatorien, c'est le paiement de la dette externe et l'application des politiques du FMI. Des maux qui ne sont pas dus à la malchance, mais sont le résultat de l'application d'une politique au service des intérêts des capitalistes nationaux et internationaux. Le fidèle reflet de cette situation se retrouve au Pérou, au Brésil, en Uruguay, pour ne citer que quelques exemples. Tout cet argent qui sert à payer les banques et la mafia internationale pourrait être utilisé pour régler les grands problèmes nationaux du chômage, de la cherté de la vie, de l'insalu-

brité, du manque de logements, du manque d'une éducation technique et scientifique, etc.

Rappelons aux travailleurs et au peuple équatoriens que ces politiques du FMI et le paiement de la dette externe ont déjà été impulsés par les gouvernements d'Oswaldo Hurtado, Rodrigo Borja, Febres Cordero Duran Ballen, Bucaram, Noboa Bejerano, et, aujourd'hui, Lucio Gutierrez fait exactement la même chose.

Les travailleurs et le peuple en général se sont mobilisés contre la politique des gouvernements de Bucaram et Mahuad, parce que nous voulions renverser ces mandataires corrompus qui appliquent les plans de famine, de misère et de privatisation imposés par le FMI. Ces luttes furent dévoyées d'une manière lamentable par les dirigeants dans des instances de « dialogue », de « concertation », une situation qui a approfondi la division entre les organisations ouvrières, paysannes, indigènes et populaires. Cette situation s'est encore aggravée avec la rupture des alliances entre Pachakutic et Sociedad Patriótica, qui placèrent Gutierrez au pouvoir. Il existe aujourd'hui un découragement, les travailleurs disant qu'ils ne peuvent plus avoir confiance en personne. Cela est pire encore, quand le gouvernement « patriotique », dans lequel de nombreuses personnes avaient mis leur confiance, a été jusqu'à passer un pacte avec la bourgeoisie, encadrée par le Parti social-chrétien.

Cette situation confirme de façon dramatique la nécessité de résoudre la crise de représentation politique des travailleurs. L'OSRT, qui lutte pour un parti ouvrier indépendant de l'impérialisme et de la bourgeoisie, considère que c'est là une question à débattre et à résoudre de toute urgence au sein du mouvement ouvrier et populaire.

Dans l'immédiat, dans la situation critique actuelle du pays, l'OSRT, section équatorienne de la IV^e Internationale, s'adresse aux travailleurs, aux organisations ouvrières et populaires et à tous ceux qui parlent au nom des travailleurs, ainsi qu'à la jeunesse et au peuple. Elle demande : n'est-il pas nécessaire d'unir toutes les forces, pour rejeter et annuler l'accord avec le FMI, pour ne pas payer la dette externe, pour expulser l'armée américaine de la base de Manta, pour arrêter et en finir avec l'ALCA, pour empêcher l'insidieuse privatisation de la Sécurité sociale et pour l'annulation de la « lettre d'intention » ? Il est évident que nous pensons qu'il est urgent de nous unir et de lutter pour l'arrêt des privatisations, pour l'augmentation des salaires, pour le blo-

cage de tous les prix et pour un plan d'urgence pour le logement, la santé et l'éducation.

Nous, militants de la IV^e Internationale, réunis à Quito, les 30 et 31 août, nous rendons publique notre invitation à tous les travailleurs et travailleuses, aux chômeurs, aux jeunes et à tous ceux qui sont disposés à affronter ces politiques de pillage, de famine et de misère, et nous appelons à la plus large mobilisation pour défendre notre souveraineté et notre survie. Nous sommes convaincus que la volonté de nous transformer en une colonie

de l'empire yankee se heurtera à la lutte commune de la nation toute entière.

Tous ensemble contre le plan du FMI !

Aucun compromis

sur l'application de ses mesures !

Pour en finir avec l'ALCA !

**Pour un gouvernement
qui rompe avec le FMI et réponde
aux revendications du peuple!**

**Organisons-nous pour lutter
et pour vaincre !**

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants** : Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Maïté Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X